

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

THÉORIE
DE LA
RÉDUCTION DES ENGAGEMENTS
CONTRACTÉS
par les Mineurs émancipés

(Article 484, al. 2 du Code civil).

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

*Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de Lyon
le Vendredi 21 Juin 1912, à 2 heures*

PAR
CLAUDE BLANC

AVOCAT
Lauréat de la Faculté

BOURGAIN
IMPRIMERIE & LITHOGRAPHIE J.-M. PAILLET
10, rue Victor-Hugo, 10

1912

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. O, doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. O, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. O, professeur honoraire.

FLURER, I. O, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. O, professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Charles), O, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. O, professeur de Droit commercial.

PIC, I. O, professeur de droit international public.

APPLETON (Jean), I. O professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. O, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. O, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. O, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. O, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET I. O, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. O, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. O, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. O, professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. O, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. O, Secrétaire.

MEMBRES DU JURY

Président : M. JOSSERAND, *Professeur.*

Assesseurs : MM. HUVELIN, *Professeur.*

LÉVY, *Professeur.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation, ni improbation, aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

THÉORIE
DE LA
RÉDUCTION DES ENGAGEMENTS
CONTRACTÉS
par les Mineurs émancipés

(Article 484, al. 2 du Code civil).

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

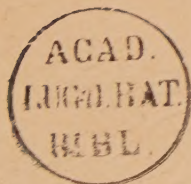
*Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de Lyon
le Vendredi 21 Juin 1912, à 2 heures*

PAR

CLAUDE BLANC

AVOCAT

Lauréat de la Faculté



BOURGOIN

IMPRIMERIE & LITHOGRAPHIE J.-M. PAILLET

10, rue Victor-Hugo, 10

1912

A MON PÈRE

A MA MÈRE

INTRODUCTION

Les mineurs français acquièrent par l'émancipation une certaine capacité restreinte à la pure administration de leur patrimoine.

« Le mineur émancipé, dit en effet l'article 481 du Code civil, passera les baux dont la durée n'excèdera point neuf ans ; il recevra ses revenus, en donnera décharge, *et fera tous les actes qui ne sont que de pure administration, sans être restituable contre ces actes dans tous les cas où le majeur ne le serait pas lui-même* ».

L'exercice de cette capacité comporte la faculté de contracter des engagements. Pour administrer sa fortune, le mineur est amené à passer des contrats avec des fournisseurs, des entrepreneurs, etc. De tels actes faits au comptant sont aussi inattaquables que s'ils émanaient d'un majeur. Mais si, à défaut de fonds actuellement disponibles, le mineur conclut les mêmes marchés à crédit, le législateur manifeste de la méfiance. Et, lorsque les obligations souscrites sont excessives, elles deviennent susceptibles d'être réduites par les tribunaux, ainsi que l'explique l'article 484 al. 2 C. Civ. :

« A l'égard des obligations que (le mineur émancipé) « aurait contractées par voie d'achats ou autrement, « elles seront réductibles en cas d'excès : les tribunaux « prendront, à ce sujet, en considération la fortune du

« mineur, la bonne ou la mauvaise foi des personnes qui
« auront contracté avec lui, l'utilité ou l'inutilité des
« dépenses ».

C'est qu'en effet les rédacteurs du Code civil ont voulu faire de l'émancipation un stage (1), un noviciat, une étape intermédiaire entre l'état de l'indépendance de la minorité et la liberté complète arrivant à l'âge de 21 ans. Cette idée directrice a conduit les rédacteurs du Code civil à limiter étroitement la capacité du mineur émancipé : 1^o On n'a voulu lui permettre que les actes les plus usuels de la vie ordinaire. Cela a paru suffisant pour qu'il essaie ses forces. « Il ne pourra, insiste l'article 484 al. 1,... faire aucun acte autre que ceux de pure administration, sans observer les formes prescrites au mineur non émancipé ».

2^o C'est pour la même raison que l'on a placé près de lui un conseiller, le curateur, pour l'assister dans un certain nombre de cas énumérés par l'article 482 C. civ. notamment à l'occasion de la réception d'un capital.

3^o C'est la même idée qui a inspiré l'article 484 al. 2. édictant à l'encontre d'actes régulièrement passés par le mineur émancipé une mesure exceptionnelle refusée aux majeurs et dont il ne semble pas qu'il soit question à propos des mineurs en tutelle ou soumis à l'administration légale.

4^o La théorie du retrait de l'émancipation est fondée encore sur le même motif ; il faut retirer au mineur émancipé un bénéfice dont il abuse.

Article 485 C. civ. « Tout mineur émancipé dont les engagements auraient été réduits en vertu de l'article précédent, pourra être privé du bénéfice de l'émancipation, laquelle lui sera retirée en suivant les mêmes formes que celles qui auront eu lieu pour la lui conférer ».

(1) Selon le mot de Berlier au Conseil d'Etat (Locré, III, p. 416.)

Article 486. « Dès le jour où l'émancipation aura été révoquée, le mineur rentrera en tutelle et y restera jusqu'à sa majorité accomplie ».

Dans les diverses propositions que nous venons d'énoncer, nous avons déjà pris parti sur un certain nombre de points encore discutés. Nous essayerons de justifier notre interprétation. Mais l'objet essentiel de cette étude sera l'action en réduction pour cause d'excès des engagements contractés par les mineurs émancipés. Cette théorie est contenue surtout dans le texte très laconique que nous avons déjà cité de l'article 484 al. 2. Elle se complète, il est vrai, dans les articles qui le précèdent et ceux qui le suivent. Mais, tout le chapitre de l'émancipation est lui-même assez obscur. A propos des conditions de la réduction, de ses effets, de la prescription, etc., de nombreuses difficultés se sont présentées dans la doctrine et dans les applications pratiques.

Pour mettre de l'ordre et de la clarté dans cette matière, il faut préciser la nature de l'action en réduction, rechercher si elle est isolée dans le code civil ou si, au contraire, elle ne se rattache pas à une théorie voisine, qui fonctionne en faveur de tous les mineurs, émancipés ou non, celle de la rescision pour lésion. C'est l'article 1305 qui nous invite à faire ce rapprochement : « La simple lésion donne lieu en faveur du mineur non émancipé, contre toutes sortes de conventions ; et en faveur du mineur émancipé, contre toutes conventions qui excèdent les bornes de sa capacité, ainsi qu'elle est déterminée au titre de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation ».

Dans cette étude des caractères de l'action en réduction et de l'action en rescision, il nous faudra remonter aux sources, examiner les principes de la *restitutio in integrum* du droit romain. Cette mesure, d'institution prétorienne, a joué un grand rôle à Rome dans la théorie de la minorité. C'est encore l'un des privilèges essentiels des mineurs dans notre ancien droit français. Et les mêmes règles traditionnelles ont été incorporées dans le

Code civil de 1804 : elles ont été utilisées par le législateur dans l'élaboration du titre de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.

Ce régime de protection des mineurs et plus particulièrement des mineurs émancipés, même en le supposant conforme aux besoins que l'on pouvait constater au début du XIX^e siècle, répond-il encore aux nécessités actuelles de crédit, de sécurité dans les transactions ? N'y aurait-il pas lieu d'adopter un système qui fasse franchement confiance aux mineurs dont la maturité d'esprit aurait été préalablement attestée par les parents et vérifiée par l'autorité judiciaire ?

Nous répondrons à cette question dans la dernière partie de cette étude. Nous l'aborderons après avoir consacré une première partie à la recherche des précédents historiques de l'action en réduction et la seconde à la théorie de la réduction pour cause d'excès dans notre droit.

PREMIÈRE PARTIE

PRÉCÉDENTS HISTORIQUES DE L'ACTION EN RÉDUCTION

De l'article 484 al. 2 du Code civil

L'action en réduction admise par l'article 484 al. 2 de notre Code civil en faveur des mineurs émancipés a la même origine, à notre avis, que l'action en rescision pour lésion accordée à tous les mineurs : c'est l'*in integrum restitutio ob aetatem* du droit romain. Nous allons le constater par une rapide étude des notions essentielles concernant cette institution en droit romain et dans notre ancien droit français. Grâce à cet examen des sources, nous comprendrons mieux les règles de la réduction édictées par notre code dont la brièveté s'explique par cette considération que le législateur de 1804 a voulu maintenir les principes traditionnels.

Nous étudierons dans un chapitre premier *la restitutio in integrum ob aetatem* en droit romain.

Dans le deuxième chapitre nous nous occuperons de la restitution en entier dans notre ancien droit coutumier et plus spécialement de son fonctionnement à l'encontre des engagements excessifs contractés par les mineurs émancipés.

CHAPITRE PREMIER

RESTITUTIO IN INTEGRUM OB AETATEM EN DROIT ROMAIN (1)

Nous allons constater par une étude succincte de la *restitutio in integrum ob aetatem* en droit romain que cette mesure contenait en germe notre action en rescision des mineurs en général et, ce qui nous intéresse ici directement, l'action en réduction organisée par l'article 484 al. 2 du Code civil en faveur des mineurs émancipés.

La *restitutio in integrum ob aetatem* fut créée à Rome vers la fin de la République (fin du VI^e siècle) par le préteur, qui inséra cette mesure dans l'*Edictum perpetuum*. Les termes de l'édit nous sont rapportés par Ulpien (f.1 Dig. de minoribus viginti quinque annis, Livre IV titre 4). Voici ce texte, tel qu'il a été restitué par Lenel (2) :

« Praetor edicit : quod cum minore quam viginti quinque annis natu gestum esse dicetur, uti quaeque res erit, animaduertam ».

La mesure annoncée en ces termes très généraux par l'édit est une *restitutio in integrum*, décision prise par le magistrat en vertu de son *imperium* par laquelle il rescinde un acte valable selon les principes du droit civil mais qui lui paraît injuste et remet juridiquement les

(1) M. Havelin. — Cours de Droit Romain, professé à la Faculté de Droit de Lyon (1909-1910).

Girard : Manuel de Droit Romain. — Livre II, chap. III. — Accarias : Précis de Droit Romain, I, nos 163 à 176. — Cuq : Les institutions juridiques des Romains I, (2^e édition) p. p. 193 à 198 ; II (1^{re} édition) p. p. 167 et suiv.

De Savigny. Traité de Droit Romain (trad. Guenoux) VII §§ 318 à 348

(2) Otto Lenel : Essai de reconstitution de l'Edit perpétuel, I p. 132.

choses dans leur état antérieur (1). Il s'agit donc d'une des nombreuses dispositions, telles que les stipulations prétoriennes, les *missiones in possessionem*, les interdits, qui furent introduites dans le droit par le préteur pour apporter à l'antique *jus civile* plus de souplesse et plus d'équité.

Section I. — Pourquoi et comment le préteur crut-il
devoir intervenir en faveur des mineurs
de 25 ans ?

Vers la fin de la République, l'organisation juridique de la protection des personnes jeunes et inexpérimentées présentait d'assez graves lacunes.

Nous ne parlons pas des *alieni juris*. Leurs actes juridiques ne pouvaient engendrer à leur égard aucune obligation. Pour eux, on peut même dire que la question de capacité ne se posait pas : ils n'avaient pas de biens ; toutes les acquisitions qu'ils réalisaient profitaient à leur *paterfamilias*. Parfois, il est vrai, le fils recevait de son père certains biens à gérer. Mais, le père en conservait la propriété ; le fils n'était qu'un administrateur et s'il passait quelque acte à l'occasion de cette gestion, c'était à titre de mandataire ; il n'engageait que son père.

Quant aux femmes, elles restaient en tutelle toute leur vie : dans les premiers siècles, on considérait qu'elles manquaient de la force physique nécessaire pour défendre leurs biens ; à l'époque classique, où le droit ne se conservait plus par la force, Gaius (2) prétendait que les femmes devaient rester en tutelle à raison de leur infériorité intellectuelle, de la légèreté de leur esprit. En réalité, l'institution de la tutelle perpétuelle des femmes se justifiait par l'intérêt de la famille et non le leur ; les

(1) Nous donnons ici la définition généralement admise. Elle est trop rigide dans son explication des effets de l'*in integrum restitutio* : nous aurons à la rectifier plus loin.

(2) Gaius, *Institutes* I, 144, 190.

femmes en se mariant changeaient de famille ; elles entraînaient avec elles les biens familiaux. Leur tuteur surveillait la *conventio in manum* et de même contrôlait tous les actes de la femme tendant à faire sortir de la famille les biens familiaux. Ce régime écartait donc des femmes tous les dangers inhérents à l'administration de leur fortune.

Mais la question qui nous préoccupe pouvait se poser à l'égard des pubères mâles *sui juris* ; ne leur devait-on pas une protection particulière à raison de leur âge ?

Jusqu'à la puberté, les enfants devenus *sui juris*, par exemple par la mort de leur *paterfamilias*, restaient en tutelle. Leurs délits donnaient lieu à une action pénale contre eux ; mais, la répression des délits, basée sur la vengeance de la victime, s'exerçait à l'encontre de tous les incapables et même des animaux. Le droit pénal ne tenait pas compte de la capacité civile. Mais, en matière contractuelle, le pupille n'acquerrait une certaine capacité qu'après la période de l'*infantia*, lorsqu'il commençait à comprendre ce qu'il disait. Ce n'était d'ailleurs qu'une capacité restreinte aux actes rendant sa condition meilleure (1), c'est-à-dire ceux qui lui faisaient acquérir un droit ou le libéraient d'une charge. L'*auctoritas* du tuteur lui était toujours nécessaire pour tous les actes rendant sa condition pire, et notamment pour contracter une obligation valable. Il n'y avait donc rien à craindre pour le pupille.

Mais la tutelle cessait pour l'homme à l'arrivée de la puberté. A partir de ce moment, le jeune homme *sui juris* se trouvait placé à la tête de ses affaires : il gérât ses biens, passait tous les contrats et se soumettait à toutes leurs conséquences. Rien ne l'empêchait même de se dépouiller par des dispositions gratuites, telles que des affranchissements ou des donations (2). Or, la puberté se produisait à Rome de très bonne heure, à 14 ans suivant

(1) Institutes de Justinien I, 21.

(2) V. f. 2 C. Si adv. donat. II, 30.

le système des Proculiens, ou à un âge voisin de celui-ci suivant l'école des Sabinieniens qui considéraient la puberté comme une question de fait et voulaient conserver l'ancien mode de détermination basé sur l'appréciation du chef de famille (1).

Ces principes n'avaient pas de grands inconvénients dans les premiers siècles de Rome. Les relations juridiques étaient limitées : il n'y avait que peu d'échanges entre les diverses familles. La famille romaine, fortement constituée et groupée sous l'autorité du *paterfamilias*, se suffisait à elle-même. Elle habitait dans les villages et dans les fermes et vivait des produits du travail de la terre. Les transactions, assez rares, se nouaient suivant les règles d'un étroit formalisme. Toute convention se passait en présence de témoins ou du magistrat ; il fallait observer une série de formalités extérieures minutieusement décrites par la loi, dont la moindre inobservation entraînait rigoureusement la nullité du contrat. Il y avait dans ces exigences un avantage sérieux pour les personnes peu expérimentées : tout se passait au grand jour ; les parents, les amis pouvaient conseiller les parties ; il était donc difficile de surprendre le consentement des jeunes gens. Ceux-ci, d'ailleurs, ne pouvaient guère se méprendre sur les conséquences d'actes solennels dont tous les rites étaient bien connus.

Mais, à l'époque où nous nous plaçons, vers la fin de la République, les rapports sociaux sont devenus très nombreux. A la suite de la conquête de l'Italie et de la soumission de Carthage, les richesses se sont considérablement accrues. Les besoins se sont développés grâce à l'affinement de la civilisation. La culture de la terre a perdu de son importance. Les Romains sont devenus des commerçants. Dès lors, les affaires doivent se traiter plus vite et plus simplement ; le formalisme dans les contrats est devenu une gêne. Il apparaît une série d'actes sans forme par lesquels on peut s'obliger sans

(1) Gaius. — Institutes I, 196.

témoins, sans manifestation extérieure de volonté. Cette simplification n'est pas sans danger pour les personnes inexpérimentées qui ne savent pas prévoir exactement les conséquences de leurs actes. De plus, les contrats se formant en l'absence de toute publicité, les amis des parties ne peuvent plus intervenir pour les mettre en garde contre les pièges tendus à leur inexpérience. Il y a des abus de la part de gens sans scrupule.

Une première mesure, il est vrai, avait été prise par le législateur pour punir les manœuvres frauduleuses constituant le délit caractérisé sous le nom de « *circumscriptio adolescentium* ». La loi *Plaetoria*, rendue vers le milieu du VI^e siècle, aux environs de l'année 563 (1) s'occupe des contrats conclus avec des individus pubères *sui juris* mineurs de 25 ans et prononce contre ceux qui les ont circonvenus une peine publique. De plus, le mineur, dont la capacité reste d'ailleurs intacte, peut réclamer une indemnité pour le préjudice qu'il a éprouvé ; cette réparation lui est assurée par une action privée : *l'actio ob eam rem quod adversus legem Plaetoriam fecit, fecerit*. Plus tard, le mineur eut également une exception pour se soustraire à ses engagements entachés du même vice prévu par la loi *Plaetoria* (2).

Cette protection allait souvent à l'encontre des intérêts des mineurs. Les tiers n'osaient plus faire des affaires avec eux, redoutant une fâcheuse interprétation de leurs intentions. C'est à ce propos que Plaute fait la critique de cette loi dans sa pièce du *Pseudulus* représentée en 565 (*Pseudulus*, acte 1, scène 3, vers 69,70) : *Caludorus*, le jeune dissipateur, s'écrie :

*Perii ! Annorum lex me perdidit quinavicenaria :
Metuunt credere omnes.*

(1) V. Dictionnaire des antiquités grecques et romaines, par Daremberg et Saglio : V^o *Lex Plaetoria*. — Cicéron : *De officiis*, L III, ch. 15 ; *de natura deorum* : L. III, ch. 30.

(2) f.7 § 1 D., de exceptionibus XLIV, 1.

Louis Debray. — Contribution à l'étude de la loi *Plaetoria* relative à la protection du mineur de 25 ans ; — dans les *Mélanges Girard* 1912 tome I p. 265 à 314.

Aussi, semble-t-il que la loi *Plaetoria* (1), ou du moins la Jurisprudence interprétant cette loi, avait introduit un correctif à cet inconvénient. Le mineur pouvait, avant de passer un acte avec un tiers, lorsque ce dernier hésitait à contracter, demander au magistrat la nomination d'un curateur. L'intervention du curateur à l'acte ne donnait aux tiers qu'une sécurité de fait ; il est probable que le mineur pouvait encore invoquer la loi *Plaetoria* et prétendre qu'il avait été circonvenu. Seulement, sa demande avait peu de chance d'être écoutée ; le concours du curateur écartait tout soupçon de fraude.

Vers la fin de la République, le dol devient un délit. Dès lors, plus de différence à ce point de vue entre les majeurs et les mineurs : les uns et les autres sont protégés contre les manœuvres frauduleuses. Pourtant, il reste une raison de faire un traitement exceptionnel aux mineurs ; à l'âge de la puberté, ils n'ont pas une maturité d'esprit suffisante pour savoir se diriger raisonnablement, se défendre de leurs passions, de leurs faiblesses ; ils peuvent rencontrer des gens peu scrupuleux et capables de tirer parti de leur inexpérience. Ces abus peuvent se commettre sans user de manœuvres constitutives de dol ; l'usurier, à qui un jeune homme vient solliciter des fonds, le négociant, à qui il demande des marchandises, et qui lui fournissent ce qu'il désire, n'ont souvent rien fait pour l'attirer chez eux ; souvent même, ils traitent avec lui aux conditions ordinaires. Cependant, le mineur, grâce à leur complaisance intéressée, peut se ruiner par des dépenses inconsidérées.

C'est alors, vers la fin du VI^e siècle, que le préteur intervint en sa faveur et lui accorda une *restitutio in integrum ob aetatem* par l'insertion dans l'Edit perpétuel du texte que nous avons rapporté plus haut (supra p. 7).

(1) Capitolin affirme que la disposition se trouve dans la loi elle-même (Vita M. Antonini, 10).

L'exposé des motifs nous est présenté par Ulpien au même frag. 1, pr., D. De minoribus, L. IV, t. 4.

« Hoc edictum praetor naturalem aequitatem secutus proposuit : quo tutelam minorum suscepit : nam cum inter omnes constet, fragile esse et infirmum hujusmodi ; aetatum consilium, et multis captionibus suppositum, multorum insidiis expositum auxilium eis praetor hoc edicto pollicitus est, et adversus captiones opitulationem ».

Section II. — Etude de la *Restitutio in integrum* ob aetatem en droit classique.

§ 1. — A QUI ÉTAIT ACCORDÉ LE BÉNÉFICE DE L'*in integrum restitutio* ET CONTRE QUELS ACTES FONCTIONNAIT-IL ?

L'édit concerne les pubères mâles *sui juris* et leur assure une protection spéciale jusqu'à l'âge de 25 ans, fixé déjà par la loi *Plaetoria* comme marquant la pleine maturité de l'intelligence. Il n'est question dans l'édit que des actes passés par le mineur lui-même. La Jurisprudence applique également la même sanction aux actes passés par le mineur avec l'assistance d'un curateur nommé conformément à la loi *Plaetoria*. La présence du curateur n'est, encore ici, pour les tiers qui contractent avec le mineur, qu'une sécurité de fait ; ce n'est pas une garantie de droit ; mais, un mineur qui s'est entouré de conseils ne peut guère invoquer son inexpérience pour revenir sur ses engagements.

La *restitutio in integrum* est un bénéfice personnel au mineur, qui ne peut profiter en aucune manière à son cocontractant (1). Mais ses ayants droit : ses successeurs à titre universel (2), ses cessionnaires (3), peuvent l'invoquer à sa place.

(1) f. 41 D., de minoribus IV, 4.

(2) f. 3 § 9 D, eod. tit. ; f. 5 § 1 C., de temp. in integ. rest. II, 53. — f. 18 § 5 D. de minor. IV, 4.

(3) f. 6 D, De in int. rest. IV, 1. — f. 18 D. de minor. IV, 4.

Le champ d'application de cette mesure quant aux actes est sans limites : « *Quod cum minore... gestum esse dicetur...* » avait dit le prêteur (1). Les commentateurs de l'édit, notamment Ulpien, Paul, Gaius rapportent de très nombreuses espèces se référant à la *restitutio*. — Dans la matière des contrats : vente (2), société (3), prêt (4), etc., les exemples abondent.

§ 2 — BRÈVES INDICATIONS SUR LA PROCÉDURE

Les mineurs s'adressent à un magistrat investi de l'*impérium* : au prêteur, à Rome, au gouverneur dans les provinces (5). Le magistrat, saisi de l'affaire, en examine toutes les circonstances, procède à une véritable enquête « *cognita causa* » (6), étudie toutes les questions de fait et de droit. Si la demande lui paraît justifiée, il rend un décret réformant l'acte qui a été passé : « *judicium rescindens* ». Quelquefois, pour obtenir satisfaction, le mineur doit engager une autre instance : par exemple lorsqu'il a vendu un immeuble ; il exerce alors la revendication, *rescissa alienatione*. On dit alors qu'il s'agit d'un *judicium rescisorium*.

§ 3 — CONDITIONS D'EXERCICE DE LA *restitutio in integrum*.

Le magistrat n'intervient que lorsque les principes du droit ne fournissent aucun remède au préjudice dont se plaint le mineur. L'*in integrum restitutio* est un *extraordinarium auxilium* (f. 16, pr. D. de minor. IV, 4).

La demande de restitution doit être présentée dans un délai très court : une année utile seulement, en droit

(1) f. 7 pr. D., de minor. IV, 4.

(2) f. 7 § 1, f. 11 § 4, f. 35 D. hoc tit.

(3) f. 16 § 1, f. 7 § 1 D. hoc tit.

(4) f. 7 § § 1, 2 ; f. 27 § 1 D. hoc tit.

(5) f. 26 § 1, D., ad municipalem L, 1.

(6) f. 44 D. de minor. IV, 4.

classique (1), quatre ans continus, sous Justinien (2). Ce délai ne commence d'ailleurs à courir qu'à partir de la 25^e année. Le mineur peut agir en tout temps (3).

Même présentée dans le délai imparti par la loi, la plainte est irrecevable lorsque l'acte passé en minorité a été l'objet d'une ratification de la part du jeune homme devenu majeur (4).

Quant aux autres conditions exigées par le magistrat, on peut les résumer par un seul mot : il faut que le mineur ait éprouvé une *lésion*. Cette notion est très large, d'ailleurs. Le préteur se borne, dans l'édit, à promettre son intervention quand cela lui paraîtra juste. Il ne précise pas les circonstances qui motiveront sa décision ; il se réserve donc les plus larges pouvoirs d'appréciation.

« Ex hoc edicto, nous dit Paul, (f. 24 § 5 du Dig. de minor. IV, 4) nulla propria actio vel cautio proficiscitur : totum enim hoc pendet ex praetoris cognitione ».

Mais la nature des dommages, dont il faut justifier pour obtenir la *restitutio in integrum*, nous est précisée par les commentateurs de l'édit.

Le mineur qui a paru digne de l'intervention du préteur est qualifié par les textes de termes dont il faut rechercher le sens exact : on dit qu'il a été *captus* (5), *circumventus* (6), *circumscriptus* (7), *deceptus* (8). Ces

(1) f. 5 § 1, G. de in integ. rest. minor. II, 22.

(2) f. 7 C., de temp. in integ. II, 53.

(3) f. 5 pr. C., hoc tit.

(4) f. 2 C., si major factus, II, 46.

(5) f. 7 § 1, 4, 7 ; f. 11 §§ 3, 4, 5, 6 D. de minor. IV, 4. — Voir aussi, même titre : f. 3 §§ 3, 4, 5, 7, 10 ; f. 5 ; f. 9 § 2.

(6) f. 3 § 6 ; f. 7 § 3 ; f. 16 § 4 ; f. 17 ; f. 41 ; f. 44 D. hoc tit.

(7) f. 5, G. de in integ. rest. minor. II, 22. — f. 9 § 1 ; f. 16 § 1 ; f. 23 ; f. 24 §§ 1, 3, 4 ; f. 23 § 1, D. de minor. IV, 4. — f. 39 pr., D. de evictio. nibus. XXI, 2.

(8) f. 44 D., de minor. IV, 4 ; f. 4 ; f. 19 eod. tit.

expressions ne signifient pas que l'acte a été passé sous l'empire de manœuvres déloyales; il est déclaré formellement, au frag. 5, C. de in integr. rest. minor. II, 22, que le mineur n'a pas à faire la preuve qu'il a été victime d'un dol (1). De même, à propos de contrats parfaitement réguliers, Ulpien dit (f. 16 § 4 D. de minor. IV, 4) en s'autorisant de l'avis de Pomponius : « ...*In pretio emptionis et venditionis naturaliter licere contrahentibus se circumvenire* ». Or, il ne s'agit pas de fraude, puisqu'elle n'est jamais permise (2); on veut dire seulement que les parties peuvent débattre leurs intérêts dans les contrats et chercher à faire des marchés avantageux (3). En réalité les expressions, que nous rapportons plus haut, expriment la nécessité d'une relation entre le préjudice subi et la faiblesse du mineur. Le prêteur ne protège le mineur contre les conséquences désastreuses de ses actes que s'il s'est laissé entraîner à les accomplir par légèreté, par l'irréflexion inhérente à sa jeunesse (4). Si le jeune homme a agi avec prévoyance, peu importe qu'il ait éprouvé quelque perte (5). Il ne faut pas exagérer la protection qui lui est due : ce serait lui nuire en le privant de tout crédit.

Aussi le prêteur ne prend-il pas en considération le préjudice occasionné par un événement purement fortuit. Le mineur est mal venu de se plaindre par exemple de l'acquisition d'un esclave dont il avait besoin sous prétexte que ce dernier est mort quelques jours après le marché d'une maladie imprévue (f. 11 § 3 à 5, Dig. de minor, IV, 4).

Si le mineur, qui invoque le tort qu'il a subi pour obtenir l'*in integrum restitutio*, s'est rendu coupable de dol,

(1) Autres cas, dans lesquels il y a circumventio sans qu'il y ait dol : Paul f. 22 § 3, D. XIX, 2. — Scaevola f. 29, pr., D. XXIII, 4. —

(2) f. 1, 2 D. de in integr. rest. IV, 1.

(3) f. 22 § 3 D., Locati conducti XIX, 2.

(4) Ulpien f. 1 pr. D., de minor. IV, 4. — Paul f. 7 § 1. D. de except. XLIV, 1.

(5) f. 9 C., De in integr. rest. minor. II, 22 : « Non videtur circumscriptus esse minor, qui jure sit usus communi ».

il est indigne d'être secouru, nous dit Ulpien (f. 9 § 2 D. *de minor.* IV, 4) : « *Placet in delictis minoribus non subveniri* ». (1) Par exemple, un mineur se laisse frauduleusement vendre comme esclave afin de partager le prix de la vente : il reste en esclavage (2). De même, le mineur, pour décider les tiers à contracter avec lui, essaye de se faire passer pour majeur. Lorsqu'il se contente de se dire majeur, la restitution peut être accordée ; c'est aux tiers à se méfier des fausses déclarations et à les vérifier. Mais, si le mineur accompagne son affirmation d'un serment, la restitution n'est plus admise (f. 1 C. *si adversus venditionem.* II, 28. — f. 3 C. *si minor se maj. dix.* II, 43). D'une façon générale, l'intervention du prêteur est refusée toutes les fois que le mineur a employé des manœuvres frauduleuses pour faire croire qu'il a passé l'âge de 25 ans (f. 2 C. *si minor se maj. dixerit* II, 43).

Supposons maintenant que toutes les conditions que nous venons d'énumérer soient réunies et qu'aucune circonstance défavorable ne puisse être relevée contre le mineur ; de quelle nature doit être le préjudice souffert par ce dernier pour que le prêteur lui vienne en aide ?

Il faut d'abord que le tort éprouvé ait une certaine importance ; la stabilité des contrats ne doit pas être compromise lorsque l'intérêt en jeu est trop minime (f. 4 D. *de in integ. rest.* IV. 1 ; f. 9 pr, f. 49 D. *de minor* IV. 4).

La nature du préjudice est extrêmement variable. « Un gain manqué (3) ou un intérêt moral méconnu constituent une lésion suffisante pourvu qu'à ces circonstances se joigne la perte d'un droit né et actuel soit qu'il fût déjà entré dans le patrimoine du mineur ou qu'il dépendit de lui de l'y faire entrer (4). »

(1) V. aussi le f. 37 § 1 D., *de minor.* IV, 4.—

(2) f. 9 § D. *hoc tit.*—

(3) f. 7 § 6 D., *De minor.* IV, 4.—

(4) Accarias. I, n° 173.—

Il y a incontestablement lieu à restitution lorsque le mineur a payé des objets au delà de leur valeur ou les a vendus trop bon marché (f. 27 § 1 D de minor. IV. 4).

Mais le prêteur accorde aussi la restitution alors même que le contrat a été conclu aux conditions ordinaires. Voici par exemple un mineur à qui l'on remet des deniers soit en vertu d'un paiement (1) soit à la suite d'un prêt (2); nous supposons qu'il a donné quittance ou souscrit une reconnaissance d'une somme égale à celle qu'il a reçue réellement. Mais il dissipe cet argent en dépenses inutiles. C'est une perte fâcheuse; elle était à prévoir. Il y a de la part de celui qui a remis les fonds une sérieuse imprudence dont il doit supporter les suites malheureuses. Il aurait dû prendre des précautions. Mais le dommage est consommé: le prêteur déclare qu'il doit être supporté par celui qui en a été l'auteur, même involontaire: le mineur pourra redemander un second paiement dans le premier cas et, dans le second, sera dispensé de rembourser son créancier.

Le mineur est encore tenu pour lésé lorsque l'engagement qu'il contracte, la charge qu'il assume ne répondent pas à ses besoins et compromettent sans utilité son patrimoine. C'est Ulpien qui l'affirme à diverses reprises :

« Minoribus vigintiquinque annis subvenitur, dit-il au frag. 6 Dig. de minor. IV, 4, per in integrum restitutionem, non solum cum de bonis eorum aliquid minuitur, sed etiam cum intersit ipsorum litibus et sumptibus non vexari. »

La même idée se trouve également exprimée au frag. 44 du même titre : « Non omnia, quæ minores annis vigintiquinque gerunt, irrita sunt, sed ea tantum, quæ, causa cognita, ejusmodi deprehensa sunt : ut, si ab aliis circumventi, vel sua facilitate decepti, aut quod habuerunt

(1) f. 7 § 2 D., De minor. IV, 4. —

(2) f. 2, C. Si adversus creditorem II, 38. —

amiserunt ; aut quod adquirere emolumentum potuerunt omiserunt ; aut se oneri quod non suscipere licuit obligaverunt. »

Dans tous les cas, quelles que soient les circonstances invoquées par le mineur, c'est à lui de faire la preuve qu'il a été lésé (1), de même qu'il doit justifier de l'âge (2) qu'il avait au moment de l'acte. C'est du reste l'application des principes généraux en matière de preuve (3).

§ 4. — EFFETS DE LA *restitutio in integrum*.

Le prêteur, dans son édit, n'indique pas les mesures qu'il prendra lorsque le mineur lui paraîtra mériter son appui. Il dit seulement : « *animadvertam* » j'examinerai, je sévirai. C'est un secours qui est annoncé (4), et rien de plus. Le prêteur se réserve les plus larges pouvoirs dans l'application de la sanction comme dans l'appréciation des circonstances constitutives de la lésion. Les textes des commentateurs nous permettent de nous rendre compte de la manière dont le prêteur usait de ses pouvoirs discrétionnaires.

Le plus souvent, il remet les choses dans l'état où elles étaient avant la passation de l'acte. La nullité est, en effet, nécessaire dans la plupart des cas : c'est le seul moyen pratique de sauver le mineur du danger qui le menace. C'est pour cela que Paul (f. 24 § 4, Dig. de minor, IV, 4) explique en ces termes les effets de la *restitutio in integrum* :

« *Restitutio ita facienda est ut unusquisque in integrum jus suum recipiat.* » Mais il ne faut pas généraliser cette définition et dire que l'application de cette mesure à

(1) f. 5 C., De in integ. rest. minor. II, 22 — Villequèz : De la preuve de la lésion dans les actes faits par les mineurs : Revue historique 1861.

(2) f. 4 C., eod. tit.

(3) f. 2 D., De probationibus XXII, 3.—

(4) Voir Ulpien qui dit à ce propos : « *subvenitur* » (f. 6 ; f. 7, § 2 D., de minor. IV, 4, « *succurritur* » (f. 7, §§ 1, 3, 6.)

toujours pour conséquence l'annulation de l'acte. La phrase de Paul vise le cas d'une vente d'immeubles par un mineur : le prêteur est bien obligé, lorsqu'il intervient, de permettre le retour du bien en totalité dans le patrimoine du vendeur.

Mais, lorsque c'est possible, le magistrat sait proportionner les effets de la mesure qu'il ordonne au préjudice souffert. Ainsi, lorsque la rescision est prononcée, il y a lieu à des restitutions réciproques des deux parties : le mineur n'en est tenu que dans la proportion du profit qu'il a réalisé (1). Voici quelques exemples rapportés par Gaius (f. 27, § 1, D. de minor. IV, 4) : Un mineur, qui a emprunté de l'argent, le prête à un insolvable. Il sera libéré quand il aura cédé à son créancier son action contre son débiteur. Ou bien, le mineur obtient la rescision d'une acquisition d'immeuble qu'il a faite dans de mauvaises conditions : le vendeur doit rendre le prix et lui l'immeuble, mais il ne restitue les fruits que dans la mesure de son enrichissement.

D'ailleurs, la règle générale est très clairement posée par le même jurisconsulte Paul au paragraphe 1 du fragment que nous citons tout à l'heure (f. 24, § 1, de minor, IV, 4) :

« Non semper autem ea, quæ cum minori-
bus geruntur, rescindenda sunt, sed ad bonum
et æquum redigenda sunt : nec magno incom-
modo hujus ætatis homines adficiantur nemine
cum his contrahente. »

La *restitutio in integrum ob ætatem* avait donc des caractères qui permettent de voir en elle l'origine de l'action en rescision pour lésion admise dans notre droit en faveur des mineurs et de l'action en réduction pour cause d'excès de l'article 484 al. 2. Cette dernière institution se rattache même plus étroitement à la théorie

(1) f. 24, § 4 D. De minor, IV, 4. — f. 3 § 1 D., De auct. et consensu XXVI, 8. — f. 1 C., Si minor se majorem dixerit II. 43.

romaine : elle fonctionne à l'encontre d'obligations contractées par un individu dans la limite de sa capacité ; et, à raison d'un préjudice résultant de son jeune âge, l'excès dans les dépenses, elle fait subir au contrat une réduction proportionnée au dommage.

Section III. — Evolution des principes de la capacité des mineurs de 25 ans et des règles de l'*in integrum restitutio ob aetatem*.

L'*in integrum restitutio*, dont nous avons étudié les règles à l'époque de sa création, conserva jusqu'à celle de Justinien ses caractères essentiels. Pourtant, il y a lieu d'indiquer certaines modifications dues à l'évolution des principes de la capacité des mineurs de 25 ans. Les termes de l'édit étaient assez larges pour permettre l'adaptation de l'*in integrum restitutio* à toutes les situations où cette mesure pouvait être utile.

Nous ferons cette étude en nous plaçant d'abord à l'époque de Marc Aurèle, puis au III^e siècle de l'Empire.

§ 1. — DOMAINE D'APPLICATION DE l'*in integrum restitutio*
SOUS LE RÉGNE DE MARC AURÈLE.

I. — Sous le règne de Marc Aurèle, la tutelle perpétuelle des femmes n'a plus d'importance pratique. La femme est plus instruite ; elle a acquis une grande indépendance. Son tuteur, quand elle en a un, la laisse le plus souvent gérer ses biens à son gré et fournit son *auctoritas* quand elle la demande, sans exercer un contrôle sérieux. Dès le temps d'Auguste, d'ailleurs, la femme est dispensée de la tutelle lorsqu'elle a le *jus liberorum* c'est-à-dire lorsque ses enfants vivants sont au nombre de trois si elle est ingénue et de quatre si elle est affranchie (1). Mais on peut dire qu'en fait, qu'elle ait un

(1) Règles d'Ulpien, XXIX, 3.—

tuteur ou qu'elle n'en ait pas, la femme, sous le règne de Marc Aurèle, est déjà aussi indépendante que l'homme. Dès lors, depuis l'âge de 12 ans, marquant pour elle la fin de la tutelle fondée sur l'âge, jusqu'à 25 ans, elle est exposée aux mêmes dangers qui avaient rendu nécessaire une protection particulière en faveur des jeunes gens. On constate, en effet, qu'à défaut de tuteur on lui nomme un curateur. Et, les textes qui parlent de l'*in integrum restitutio* s'appliquent aux hommes et aux femmes ; quelques-uns mêmes concernent directement ces dernières (f. 48, § 2, D. *de minor.* IV, 4 ; f. 1 C. *Si adversus creditorem*, II, 38).

II. — A la même époque, la curatelle des mineurs de 25 ans devient générale. Jusqu'alors il n'était nommé de curateur qu'au mineur qui le demandait et en vue d'un acte particulier. Les tiers prudents, il est vrai, exigeaient cette précaution. Mais cela n'était pas toujours possible. Lorsque l'acte était nécessaire, en cas de paiement de dettes échues, par exemple, si le mineur y mettait de la mauvaise volonté, il pouvait priver son débiteur de la garantie de fait que lui assurait la présence d'un curateur. Dans les cas de ce genre : reddition du compte de tutelle par le tuteur (1), procès (2), paiement de dettes (3), les magistrats intervinrent en faveur des tiers et leur permirent de provoquer eux-mêmes la nomination d'un curateur. Marc Aurèle sanctionna ces réformes dues à la jurisprudence : dans tous les cas où des tiers eurent une affaire à traiter avec un mineur, ils purent exiger la présence d'un curateur ; et il fut décidé aussi que le curateur, une fois nommé, conserverait ses pouvoirs d'une façon permanente. Ce curateur général présente d'ailleurs les mêmes caractères que celui qui était nommé depuis la loi Plaetoria : il procède lui-même aux actes

(1) f. 7 C., *Qui petunt tutores vel curatores*, V, 31.—

(2) f. 1 C., *hoc tit.*—

(3) f. 7, § 2, D. *De minor.* IV, 4.

intéressant le mineur, ou les lui laisse accomplir en lui fournissant son *consensus*. Le mineur, de son côté, reste pleinement capable (1). La présence du curateur n'est toujours pour les tiers qu'une garantie de fait : elle écarte les soupçons de fraude.

A raison de cette transformation de la curatelle, l'*in integrum restitutio* fut accordée aux mineurs de 25 ans soit contre les actes qu'ils avaient accomplis seuls, soit contre ceux qu'ils avaient passés avec l'assistance d'un curateur, soit enfin contre ceux faits pour leur compte par leur curateur lui-même (2).

III. — Une autre extension de l'édit du préteur se produisit également à cette même période du commencement de l'Empire. La capacité du fils de famille commence à s'affirmer ; on lui reconnaît le droit de s'obliger en son nom personnel. Il a des biens qui lui appartiennent en propre : ceux qu'il a acquis au service militaire, *le peculium castrense*. En cette qualité d'administrateur d'un patrimoine personnel, il parut digne de la protection du magistrat ; et l'édit ne faisant pas de distinction entre les mineurs *sui juris* et les mineurs *alieni juris*, l'extension de la *restitutio in integrum* au fils de famille fut faite sans difficulté. Ce bénéfice lui fut accordé contre les actes concernant son pécule (3). Seulement, et c'est tout naturel, la restitution ne doit jamais profiter au père. Par exemple, si sur l'ordre de son père le fils s'est obligé, il pourra obtenir la restitution s'il est poursuivi ; mais le père ne l'obtiendra ni contre l'action *quod jussu*, ni contre l'action *de peculio*.

IV. — Enfin, bien que le préteur n'eût songé dans son édit qu'aux adultes, on admit encore l'*in integrum restitutio* au profit d'incapables, des mineurs en tutelle soit

(1) V. Modestin : f. 101 D, De verborum obligationibus XLV, 1 : « Puberes sine curatoribus suis possunt ex stipulatu obligari. »

(2) f. 2 et 3 C., si tut. vel. curat. interv. II, 25. —

(3) f. 3, §§ 4 et 10 D., De minor, IV, 4.

contre les actes qu'ils auraient faits avec l'*auctoritas* de leur tuteur soit contre les actes de gestion du tuteur (f. 29 pr., f. 47 pr., D, de minor. IV, 4).

Mais les pupilles n'ont à faire la preuve d'une lésion ni contre les actes qu'ils ont passés *sine tutoris auctoritate* (1), ni contre les actes à titre gratuit (2), ni contre les aliénations d'immeubles ruraux ou suburbains faites sans l'autorisation du magistrat exigée par l'*Oratio Severi* (3) : de tels actes sont nuls *ipso jure* ; le préteur n'a pas à intervenir (f. 16 § 3, D., IV, 4).

La *restitutio in integrum ob aetatem* avait donc pris la première place parmi les institutions protectrices de la minorité.

§ 2. — INNOVATIONS DE LA JURISPRUDENCE

ET DES EMPEREURS AU III^e SIÈCLE.

Dans les siècles suivants, deux innovations importantes apportées à la capacité des mineurs eurent leur répercussion sur la théorie de l'*in integrum restitutio*.

La curatelle fut assimilée à la tutelle.

Les Empereurs instituèrent la *venia aetatis*.

I. — La curatelle est assimilée à la tutelle.

La situation du mineur de 25 ans pourvu d'un curateur général est comparable à celle d'un impubère en tutelle : cette analogie amena une extension des règles de la tutelle à la théorie de la curatelle. En somme, la tutelle tend à se prolonger au delà de l'âge de la puberté jusqu'à l'*aetas perfecta* fixée à 25 ans. On regarde le pubère mineur de 25 ans, pourvu d'un curateur, comme frappé d'une incapacité véritable : il devient incapable de rendre sa condition pire sans le *consensus* de son curateur (const. de Dioclétien de 293 : f. 3 C, de *in integ. rest. minor.*

(1) f. 16 pr. D. De minor. IV, 4.

(2) f. 22 D. De adm. et periculo tutorum, XVI, 7.

(3) Sénatus-consulte rendu en 195, sous Septime Sévère et Caracalla.—

II, 22). Le *consensus curatoris* est devenu l'équivalent de l'*auctoritas tutoris* sauf une différence de forme : l'*auctoritas tutoris* est un acte solennel et implique la présence personnelle du tuteur à l'acte accompli par le pupille ; le curateur donne son *consensus* sans forme ; il peut même le transmettre par lettre ou par intermédiaire (1).

Il résulte de cette transformation de la théorie de la curatelle une restriction des cas d'application de la *restitutio in integrum* : les mineurs en curatelle ont encore besoin de ce bénéfice contre les actes qu'ils ont accomplis avec le *consensus curatoris* ou contre les actes de gestion du curateur ; mais, c'est la nullité indépendante de toute idée de lésion qu'ils doivent invoquer pour se soustraire aux conséquences de leurs propres actes qu'ils ont faits sans assistance aucune (f. 3 C. de *in integ. rest. minor.* II, 22).

D'ailleurs, ces règles ne concernent que le mineur pourvu d'un curateur. Or ce dernier n'est nommé que sur la demande du mineur ou des tiers, comme sous Marc Aurèle. Lorsqu'aucune démarche en ce sens n'a été faite, le mineur conserve toute sa capacité et la validité de ses actes doit être appréciée suivant les anciens principes (f. 3 C. eod tit.).

L'extension des règles de la tutelle à la théorie de la curatelle eut une autre conséquence sur l'application de l'*in integrum restitutio*. L'*Oratio Severi* dont nous avons parlé fut complétée par Constantin : les immeubles urbains et les meubles précieux des pupilles furent soumis au même régime que les *praedia rustica vel suburbana* ; leur aliénation ne fut possible que moyennant l'autorisation du magistrat. Ces dispositions, de même que la défense de faire des actes à titre gratuit, furent étendues au mineur en curatelle. Dès lors, pour la validité des actes entourés par les Empereurs de formalités

(1) Voir au Dig. XXVI. 8, De auctoritate et consensu tutorum et curatorum, notamment les f. 1. § 2 ; f. 9, § 5 et 6.

spéciales, il fallait faire la même distinction, qu'il s'agisse d'impubères en tutelle ou de mineurs pourvus d'un curateur : les formes avaient-elles été méconnues, l'acte était nul *ipso jure* même si en fait il était avantageux (1) ; les formes avaient-elles été observées, l'acte était encore sujet à restitution sur la preuve d'une lésion (2).

Les règles de la capacité des mineurs étaient donc devenues très compliquées. Suivant les circonstances, tantôt les mineurs avaient un curateur et tantôt n'en avaient pas ; par suite ils étaient tantôt capables et tantôt incapables. Les tiers ne savaient comment se renseigner sur cette situation. Même avertis des formalités nécessaires, ils n'avaient aucun moyen de traiter en toute sécurité. Cette incertitude nuisait au crédit du mineur. De plus, ce dernier trouvait incommode cette nécessité de la coopération du curateur pour la validité de ses actes : il ressentait encore davantage cette gêne à mesure qu'il approchait de l'âge de 25 ans. Un progrès était nécessaire ; il fut réalisé par les constitutions impériales.

La *venia aetatis* fut probablement créée par les Empereurs Sévère et Caracalla et réglementée par Constantin ; elle fonctionne sûrement au III^e siècle (f. 3 D, *de minor.* IV, 4 ; — f. 1, 2 C *de his qui ven.* II, 45).

Ce bénéfice est accordé par rescrit impérial aux femmes à partir de 18 ans et aux hommes à partir de 20 ans à condition que leurs parents et un certain nombre de témoins viennent affirmer leur aptitude à exercer l'administration de leur fortune.

Le mineur acquiert, par la *grâce de l'âge*, la pleine capacité, lorsqu'il est en curatelle ; son curateur est dessaisi et, à l'avenir, on ne peut plus lui en désigner un nouveau (f. 3 C, *si maj. fact.* V, 74).

Que le mineur soit ou non en curatelle au moment de la demande, la *venia aetatis* rend l'*in integrum restitutio*

(1) f. 22, C., *De adm. tut.* V, 37 — f. 1, 3, C., *Si major factus*, V, 74.

(2) f. 11, C., *De praediis vel aliis rebus*, V, 71.

irrecevable pour les actes à venir (f. 1, C, *De his qui ven.* II, 45). Elle fait, à l'égard des actes antérieurs, courir le délai de la *restitutio* (f. 5 pr. C., *de temp. in. int.* II, 53).

On peut donc dire que par l'effet de la *venia aetatis*, le mineur acquiert tous les droits d'un majeur. Pourtant il subsiste deux restrictions à sa capacité.

Il est incapable de faire des donations (f. 3, C, *si maj. factus*, V, 74).

Il reste soumis pour l'aliénation de ses immeubles, considérés comme l'élément le plus important de son patrimoine, et l'aliénation de ses meubles précieux à l'*oratio Severi* et à ses dispositions extensives (f. 3, C., *de his qui ven.* II, 45).

CHAPITRE II

LA RESTITUTION EN ENTIER DANS NOTRE ANCIEN DROIT COUTUMIER ⁽¹⁾

Les principes romains de la *restitutio in integrum* passèrent dans la législation française des pays de droit écrit. Mais nous nous occuperons seulement, dans notre ancien droit, des pays de coutume. Car c'est la tradition coutumière qui a eu l'influence la plus grande sur les rédacteurs du code civil.

Nous trouverons chez nos anciens auteurs l'interprétation des règles que nous venons d'examiner. En ce qui concerne l'organisation de la protection des mineurs, les principes du droit romain jouèrent un très grand rôle. La *restitutio in integrum*, avec tous ses caractères essentiels, fut adaptée aux besoins des mineurs soumis à la puissance paternelle ou en tutelle et des mineurs émancipés. Il importe donc, à raison de son influence sur les rédacteurs du code civil, de connaître le régime de ces incapables au xviii^e siècle. Mais il faut identifier les mesures en vigueur à cette époque avec l'institution

(1) Viellot : Histoire du droit civil français, Livre III, Chap. 8, §§ 3 à 6 ; et Chap. 9, sections I et II. — Etablissements de Saint-Louis, I, pp. 457 et 458.

Beissaud. — Manuel de l'histoire du droit français, t. II, chap. I, §§ 10 à 14.

Meynal. — Des renonciations au Moyen-Age et dans notre Ancien droit, Nouvelle revue historique, 1901, p. 241 et suiv.

romaine que nous venons d'étudier, et renouer à travers les siècles la chaîne de la tradition.

Section I. — Comment la *restitutio in integrum* s'est-elle introduite dans notre ancien droit coutumier ?

Section II. — Caractères de la restitution en entier.

Section III. — Fonctionnement de la restitution en entier en faveur des mineurs émancipés.

Section I. — Comment la *restitutio in integrum* s'est-elle introduite dans notre ancien droit coutumier ?

§ 1. — TRADITION BARBARE

La tradition barbare ne fournissait pas de règles de protection en faveur des mineurs.

A l'époque germanique, la majorité se produisait de très bonne heure, à 12 ou 15 ans (1). Depuis cet âge, l'enfant était livré à lui-même. Pendant la période, très courte, de la minorité, l'enfant avait un représentant légal, le baillistre ou le gardien ; mais la loi n'avait pas dégagé un système juridique capable de le mettre à l'abri de sa propre maladresse. Beaumanoir (coutumes de Beauvaisis, texte publié par A. Salmon : I, n° 536) rapporte, pour le combattre d'ailleurs, le principe que : « *li enfant de pooste sont toujours en aage* (2) ». Il est vrai que l'aliénation des immeubles du mineur (*sous-aagé*) était rendue très difficile par la nécessité de recourir à des formalités très compliquées. De plus les procès ne pouvaient pas être engagés contre lui, car : « *En aucun*

(1) La majorité avait lieu à 12 ans chez les Francs Saliens (Loi salique, titre XXVI, 9, traduction Peyré, 1828. p. 87) et à 15 ans chez les Francs Ripuaires (Loi Ripuaire, titre LXXXIII, trad. Peyré, p. 381).

(2) L'enfant a le droit de se choisir un baillistre et d'en changer à son gré : Voir les Etablissements de Saint-Louis, texte Viollet, t. II, p. 271 et 272.

cas puet on pledier contre les sous-aagiés ». (Beaumanoir : I, n° 551) (1).

D'ailleurs, il y avait des raisons de fait qui rendaient peu dangereuses pour les jeunes gens ces règles de protection trop simplistes. La vie que l'on menait alors était peu compliquée, les transactions rares. Les enfants, même devenus adultes, étaient entourés des conseils de leurs parents ; les membres de la famille vivaient dans une étroite union. Quant aux femmes, elles étaient soumises au *mundium* perpétuel ; la puissance maritale succédait à la dépendance de leur père.

§ 2. — ÉPOQUE FÉODALE (XIII^e SIÈCLE).

Plus tard, diverses circonstances rendirent nécessaire l'introduction de règles nouvelles. Avec l'extension du commerce, les relations juridiques se développent. Le service armé devient plus répété, les armes sont plus lourdes. Après Saint-Louis, la tutelle des femmes n'existe plus (2). L'influence du droit romain commence également à se faire sentir.

Par suite de cette évolution, l'âge de la majorité fut retardé. Au XIII^e siècle, sauf la diversité des coutumes, on peut dire que le noble était aagé à 20 ans accomplis (3), le roturier à quinze ans commencés (4). La femme noble était majeure à 15 ans révolus (5), la femme roturière à 12 ans (6).

(1) Voir aussi : Li Livres de Jostice et de Plet, édition Rapetti : L. II, § 5, p. 84. —

(2) Voir : Li Livres de Jostice et de Plet, édition Rapetti, L. XII, t. VI, § 7, p. 233 : « Li roi Loys vost ci fere amendement, et establi, par général concire, que feme, puisqu'ele aroit 15 anz fust hors de bail, et tenist sa terre. »

(3) Livres de Jostice et de Plet : L. X, t. 23, p. 221.

(4) Livres de Jostice et de Plet : L. III, t. 9, p. 116 et suiv. ; — Beaumanoir : texte Salmon, I, n° 536, — Bouteiller : somme rurale, t. 92, p. 517.

(5) Voir note 3.

(6) Voir note 4.

On admit le système romain de la *restitutio in integrum ob aetatem* avec quelques modifications (1). Au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècle, en France, les mineurs pouvaient demander l'annulation des actes qu'ils avaient passés seuls lorsqu'ils avaient éprouvé un dommage (2). Les légistes adaptaient à leur situation les règles prétoriennes relatives aux mineurs de 25 ans. A Rome, l'acte que le mineur impubère avait accompli *sine tutoris auctoritate* était nul *jure civili*. En France, cet acte fut assimilé à ceux des jeunes romains pubères *sui juris* : la rescision ne put être obtenue que sur la preuve d'une *lésion*. On applique toujours la règle : « *Minor restituitur non tanquam minor, sed tanquam laesus.* » Mais l'expression *minor* ne désigne plus l'individu *sui juris* mineur de 25 ans, mais l'individu en tutelle.

Au delà des limites d'âge que nous avons indiquées plus haut, le jeune homme et la jeune fille sont pleinement capables.

§ 3. — A L'ÉPOQUE DE LA RÉDACTION DES COUTUMES, AU ^{xvi}^e SIÈCLE, LES PRINCIPES DU DROIT ROMAIN PRENNENT UNE NOUVELLE IMPORTANCE.

L'âge de la majorité tend à se confondre avec celui du droit romain. Au siècle suivant, à part un certain nombre de coutumes, on demeure à peu près d'accord que la pleine capacité ne se produit qu'à 25 ans (3). C'est la règle dans les coutumes suivantes : Paris (4), Orléans (5),

(1) Pierre de Fontaines : Ch. XIV, § 10, p. 90 et 91 ; et Ch. XV, § 35, p. 132 et 133. — Livres de Jostice et de Plet : L. III, t. 9, p. 116 et suiv. — Bouteiller : Somme rurale : t. 92, p. 517.

(2) Beaumanoir, texte Salmon, t. I, n° 561.

(3) Vioilet : Histoire du Droit : L. III, Ch. 8, § 4. — Argou : Institution au droit français, L. I, Ch. V. — Guyot : Répertoire, au mot : Majorité. — Ferrière : Commentaire de la coutume de Paris (1779) : sur l'article 239.

(4) Articles 239, 272.

(5) Articles 182, 183 : V. Pothier : Œuvres annotées par Bugnet, t. I, p. 212.

Nivernais (1), Bretagne (2), Bourgogne (3). Dans les coutumes accordant au mineur une majorité plus précoce (celles du Bourbonnais, de l'Auvergne, d'Amiens fixent la majorité à 20 ans), les jurisconsultes reconnaissent qu'il est imprudent d'abandonner à sa propre initiative celui qui n'est pas encore parvenu à l'âge de 25 ans, l'*aetas perfecta*. On lui accorde alors le privilège de la *restitutio in integrum*.

Une seule coutume, la coutume normande, fixe la majorité à 20 ans et déclare qu'à partir de cet âge l'on acquiert tous les droits d'un majeur (Denisart : Décisions nouvelles, au mot : Majeur : n° 12).

Partout ailleurs, le majeur coutumier, mais âgé de moins de 25 ans, conserve un bénéfice réservé jusqu'alors aux mineurs : La majorité coutumière devenait une simple émancipation.

Certaines coutumes : Bourbonnais (art. 173), Amiens (art. 135), Auvergne (ch. 13, art. 1) réservent expressément la *restitutio in integrum* au majeur jusqu'à 25 ans.

Lorsque les coutumes se contentent de fixer l'âge de la majorité à moins de 25 ans, sans commentaire, quelques auteurs, Brodeau, Louet (4), Dumoulin surtout, soutinrent que la *restitutio in integrum* devait être admise comme étant l'application d'une règle de droit commun. Toutes les coutumes, qui n'avaient pas de dispositions contraires, furent annotées de la manière suivante :

La coutume de Lille (chapitre 4, art. 1) déclarait : « tous enfants masles eagez à 18 ans et les femelles à 15 ans. » Dumoulin ajouta : « *Salva in integrum restitutione notabilis laesionis et alienatione vel hypotheca immobili.* » (5).

(1) Articles 5, 6, 8 et 9 du Chap. XXX : V. Guy Coquille : Œuvres. (1666).

(2) Coutume de 1580 : Article 483 : V. d'Argentré, p. 83.

(3) Article 53 : V. Bouhier : Coutume de Bourgogne, t. I, p. 304.

(4) Louet et Brodeau : Recueil d'anciens notables arrêts : lettre C. n° 30.

(5) Dumoulin : Œuvres, tome II : Notae ad consuetudines Gallicas, p. 718. Voir aussi les notes du même auteur sur les coutumes du Bourbonnais (art. 173, tome II, p. 742), Blois (art. 2, p. 734), Maine (art. 455, p. 731), Anjou (art. 444), Artois (art. 154, p. 712), Amiens (art. 46, p. 708).

Admis en doctrine, le principe, qui, dans le silence des coutumes, reculait jusqu'à 25 ans l'âge de la pleine capacité, fut sanctionné par la jurisprudence. Le Parlement de Paris se prononça dans le sens de l'opinion de Dumoulin et admit que le privilège de la minorité, c'est-à-dire la restitution en entier, n'était pas effacé par la majorité coutumière (V. Denisart : V^o Majorité, n^o 14).

La majorité coutumière, lorsqu'elle se produisait avant l'âge de 25 ans, était donc une émancipation légale (1). Mais il y avait des circonstances où l'on pouvait désirer un élargissement de la capacité plus précoce. L'émancipation expresse était également très utile dans les régions où la majorité n'avait lieu qu'à 25 ans. Elle résultait (2) de certaines formalités judiciaires telles que la déclaration du père confirmée par lettres du roi, dites *lettres de bénéfice d'âge* ; elle était encore la conséquence de certains événements : le mariage du mineur (sauf en Poitou), l'acquisition d'un office ou d'un bénéfice.

Nous ne parlons pas de l'émancipation qui mettait fin à la puissance paternelle ; car elle n'influaient pas sur la capacité du fils de famille (3). Avait-elle lieu avant la majorité, le jeune homme conservait tous les privilèges attachés à la minorité. Affranchi de la puissance paternelle après l'âge de 25 ans, le fils devenait pleinement capable, car à cet âge les individus n'ont plus de protection spéciale.

Quant à l'émancipation qui met fin à la tutelle, de quelque manière qu'elle se produise, le mineur est toujours considéré comme mineur, c'est-à-dire qu'il conserve le bénéfice de l'*in integrum restitutio* (Argou : Institution au droit français, L. I, ch. 8 : des tuteurs.).

(1) Bourjon, p. 72, n^o 6.—

(2) Bourjon, L. I, t. 6, ch. 3, sections I et II, p. 71 et 72.—

(3) Argou — Institution au droit français, I, Ch. V. — Guyot : Répertoire, au mot : Emancipation.—

Section II. — Caractères de la *restitutio in integrum* dans notre ancien droit coutumier.

Le régime de protection, organisé dans notre ancien droit coutumier en faveur des mineurs, avait donc pour principal instrument *la restitutio in integrum ob aetatem*. Nous allons voir que les caractères de cette institution sont restés sensiblement les mêmes qu'à Rome.

§ I. — C'ÉTAIT UNE MESURE TRÈS GÉNÉRALE EN CE QUI CONCERNE LES MINEURS.

Bourjon dit (tome I p. 51) que la voie de la restitution en entier met le mineur à l'abri de tout.

I. Tous les mineurs jouissent de ce bénéfice :

1° Les mineurs non émancipés.

Ils peuvent l'exercer contre les actes qu'ils passent seuls. Selon Pothier (1), l'assistance du tuteur n'est nécessaire que pour éviter que les pupilles ne soient trompés; elle devient inutile toutes les fois que ces derniers ont fait une convention avantageuse et raisonnable.

La restitution est recevable en faveur du mineur, encore qu'il ait été autorisé par son tuteur : cette intervention, requise dans son intérêt, ne doit pas lui préjudicier (2).

Les actes du tuteur, faits dans la limite de ses pouvoirs sont rescindables ; ceux qui les excèdent sont nuls de droit, même si, en fait, ils sont avantageux (3).

Il y a des actes pour lesquels la loi exige des formalités spéciales, telles que l'avis du conseil de famille, le décret du juge. Si les formes n'ont pas été observées, l'acte est encore nul, qu'il renferme ou non une lésion. Lorsque le mineur s'est conformé à toutes les prescrip-

(1) Œuvres, tome II, p. 31.—

(2) Domat : Lois Civiles, p. 151, n° 10.—

(3) Pothier : Œuvres, t. IV, p. 63 et suiv.; t. X, p. 349, n° 731; — Bourjon : Le droit commun de la France, I. p. 50 et 51.—

tions légales, il peut encore revenir sur la convention par le moyen de la restitution en entier. Il n'y a aucune formalité qui puisse garantir ceux qui traitent avec un mineur contre l'exercice de cette voie de recours (1).

2° Quant aux mineurs libérés de la tutelle, nous avons vu que l'émancipation ne fait pas obstacle à la restitution fondée sur la lésion (Bourjon, tome II, p. 593). Seulement il faut distinguer les actes qui rentrent dans les bornes de leur capacité et ceux qui l'excèdent. Nous reprendrons cette distinction (Infra p. 43).

II. — Tous les actes passés par les mineurs sont susceptibles d'être rescindés pour cause de lésion : « Toute perte fonde la restitution indépendamment de la nature de l'acte. » (Bourjon, I, p. 45).

Les textes des anciens auteurs font application de la restitution à un certain nombre de contrats : les baux consentis par les mineurs, les locations d'immeubles prises par eux, les réparations d'immeubles, les cautionnements, les emprunts de sommes d'argent (2). Nous avons vu qu'il faut faire une situation à part aux contrats assujettis à des formalités spéciales, tels que les aliénations d'immeubles. La rescision n'est utile contre ces actes que lorsque ces formes ont été observées ; à défaut, c'est la nullité que le mineur demandera.

III. — Le caractère de généralité de la restitution peut encore être vérifié à propos des faits qui motivent sa mise en œuvre : tous les dommages pouvant résulter pour un mineur de la passation d'un contrat constituent une lésion et peuvent fonder une action en justice.

La moindre lésion (Bourjon, II, p. 585), pourvu que l'intérêt en jeu ait une certaine importance, peut motiver la restitution.

(1) Bourjon : loc. cit., II, p. 586 et 587.

(2) V. notamment : Denisart : Décisions nouvelles, au mot. : Mineurs. — Pothier : Œuvres, t. X, p. 349, 350. —

La lésion peut revêtir l'une des formes suivantes :

1^o Une inégalité dans les équivalents promis ou fournis par les parties (1).

2^o La privation d'un bénéfice (1).

3^o Une simple omission (Bourjon I, p. 45).

4^o Une perte d'une valeur arbitraire que l'on attache à certains biens à cause de l'affection particulière que l'on a pour eux (*lésion dite d'affection*. Voir Merlin : Répertoire, au mot : Lésion).

5^o La dissipation des deniers reçus (2). L'emprunt de sommes d'argent contracté par le mineur n'est pas nul sur la seule justification de la minorité : il faut prouver une lésion. Ici la lésion est d'une nature différente de celle qui est invoquée par les majeurs à propos d'une vente ou d'un partage (Voir 1^o) : le mineur s'engage à rendre la somme qu'il a reçue réellement et à en payer les intérêts au taux ordinaire. Mais son bailleur de fonds a été imprudent de lui remettre de l'argent. Aussi, le mineur est-il considéré comme lésé par le fait qu'il a dissipé les deniers empruntés en dépenses inconsidérées.

6^o Le mineur est encore lésé lorsqu'il fait un contrat à crédit et s'engage à payer une somme excessive par rapport à sa position et à sa fortune. Bourjon le disait à propos des acquisitions d'immeubles à crédit (tome II, p. 590), Denisart à l'occasion de la location d'immeubles prise par un mineur (Décisions nouvelles, au mot : Mineurs, n^o 7) (3).

§ 2 PROCÉDURE DE LA RESTITUTION EN ENTIER.

I. — On ne peut pas porter cette action directement devant les juges compétents ; il faut se pourvoir de lettres de rescision (4) délivrées au nom du roi par les chancelle-

(1) Pothier : Œuvres, tome X, p. 350, n^o 732. —

(2) Pothier : Œuvres, t. X, p. 349 et 350. — Domat, p. 296

(3) Voir aussi : Domat, p. 300, n^o 14. — Pothier, t. X, p. 350. —

(4) Bourjon, tome I, Liv. I, titre VI. ch. V, n^o 8. — Pothier : tome X, p. 348. — Guyot : Répertoire, au mot : Rescision. —

ries établies près des cours souveraines. C'est ce que voulait dire Loysel : « Voies de nullité n'ont pas lieu en France ».

Quelle était la raison d'être de ces lettres royaux ? On en a donné plusieurs justifications :

1^o Les lettres de rescision étaient adressées à des juges royaux, et non aux juges des seigneurs. Il y avait donc là un moyen imaginé par les jurisconsultes pour soustraire à la juridiction des juges seigneuriaux tous les procès possibles et assurer la prédominance des juges royaux.

2^o C'était une simple formalité de procédure ; on accordait ces lettres sans examiner les faits : c'était l'occasion de percevoir des droits fiscaux (Denisart : Décisions nouvelles, V^o : Rescision, n^o 5).

3^o Nous retiendrons principalement ici une autre explication de l'utilité des lettres de rescision. La restitution en entier est une mesure admise dans le droit coutumier comme institution romaine. Or, le droit romain n'avait pas force de loi dans les coutumes ; il fallait que le juge fût autorisé à l'appliquer (1). C'est encore une preuve que la restitution en entier des mineurs n'est pas une institution construite par nos anciens auteurs à l'imitation des Romains, mais la *restitutio in integrum ob aetatem* elle-même, adaptée aux règles régissant alors la capacité des mineurs.

II. — Le droit pour un mineur d'attaquer pour lésion une convention passée par lui se prescrivait par 40 ans (Ordonnance de Louis XII donnée à Lyon en Juin 1510, article 46, confirmée par François I^{er} dans son ordonnance d'Ys-sur-Tyl d'octobre 1535, chapitre 8, article 30). Une autre ordonnance de François I^{er}, de Villers-Cotterets d'août 1539, précise qu'après 35 ans, l'action en rescision d'un mineur est irrecevable (2).

(1) Guy Coquille : « En France, nous n'observons pas les lois romaines pour vraies lois, mais pour ce qui est ». (Inst. p. 6). —

(2) Guyot : Répertoire, au mot : Rescision. — Pothier : Œuvres, t. X, p. 356. —

III. — Ce bénéfice se perd aussi, même avant ce délai, par suite d'une confirmation émanant du mineur devenu majeur (1). La ratification peut être expresse ou tacite. Il ne faut pas se hâter de voir une ratification tacite dans le fait de passer un acte en conséquence d'un autre. Un mineur, qui a acheté à crédit une maison, ne ratifie pas le contrat parce qu'il continue à l'habiter ou à en percevoir les loyers après sa majorité. Mais s'il en paye le prix, l'acte devient inattaquable.

§ 3. — DANS LA RESTITUTION EN ENTIER, TOUT DÉPEND
DE LA PRUDENCE DU JUGE

(Denisart. Décisions nouvelles: V^o Rescision, n^o 9).

Le magistrat apprécie souverainement les circonstances de la cause. Il ne doit pas seulement constater le fait de la lésion, mais s'assurer que le préjudice est la conséquence de l'inexpérience du mineur (Bourjon, I. p. 45).

I. — Aussi la restitution est-elle refusée dans les deux cas suivants :

1^o Quand la lésion résulte d'un cas fortuit (2).

2^o Quand le mineur s'est rendu coupable d'un dol (3).
« La restitution n'a pas lieu, *dit Bourjon* (II, p. 598), en faveur des mineurs par rapport aux dédommagements qu'ils doivent pour délits ou quasi-délits par eux commis ; leur privilège n'est pas une source d'impunité ».

Il en est ainsi lorsque le mineur a trompé son co-contractant sur son âge par l'emploi de manœuvres frauduleuses, par exemple, lorsqu'il fait faire son portrait et a fait inscrire au bas du tableau : « Anno aetatis 25 ». (Brodeau sur Louet, Lettre M, som. VII, p. 52, col. 1). C'est encore un dol de produire un faux extrait de baptême.

(1) Domat, p. 296. — Bourjon : t. II, p. 598 et 599. — Pothier, t. X, p. 356.—

(2) Pothier : t. X, p. 350. — Denisart : Décisions nouvelles, V^o Restitution en entier, n^o 1.—

(3) Domat, p. 298 et suiv. : Restitution des mineurs.—

Cependant, même dans ce cas, la restitution a parfois été admise, lorsque le créancier du mineur avait l'habitude de forger de pareils extraits pour mettre son jeune emprunteur hors d'état de demander la restitution en entier. (V. Louet : lettre M, p. 52, col. 2).

Une simple déclaration de majorité ne constitue pas un délit, même lorsqu'elle est accompagnée de serment. Nos anciens auteurs comprenaient que le jeune homme est porté à faire de pareils serments par la même légèreté qui le pousse à s'engager dans des conditions déraisonnables (1).

II. — Le juge n'admet l'existence de la lésion qu'après avoir examiné toutes les circonstances de la cause.

« Les mineurs, *dit Domat* (I, p. 298), ne sont pas indistinctement restitués de tous les actes dont ils pourraient se plaindre. Mais c'est par les circonstances de leur conduite, de celle de leur parties, de la qualité du fait dont ils se plaignent, des causes et des suites de la lésion et les autres semblables qu'il faut examiner s'il est juste qu'ils soient relevés ».

Ainsi, pour apprécier la lésion, il faut tenir compte de diverses circonstances :

1° La bonne ou la mauvaise foi des contractants : du mineur ou du tiers.

Lorsque le mineur a agi comme un homme éclairé et prudent, il n'y a pas de restitution possible (Bourjon, II, p. 585).

Nous vu que le mineur qui présente un faux extrait de baptême commet un dol et, de ce fait, perd le droit à la restitution. Mais on doit envisager aussi la bonne foi du contractant. Si ce dernier ne pouvait pas ignorer l'âge du mineur, si c'est un parent ou son parrain, il faut accorder la restitution.

« Ce qui a lieu également, *d'après Louet* (lettre M, som. VII, p. 52, col 2), quand l'on montre que le créancier est de mauvaise foi, coutumier de feiner et de

(1) Guyot : Répertoire. V^o Mineurs.—

prester aux mineurs... et tirer d'eux des extraits baptis-taires supposés ».

2° La fortune du mineur n'est pas sans intérêt : « Quoique le mineur, *explique Domat* (p. 303), acquérant un fonds, fasse sa condition plus avantageuse, si néanmoins... il achète un fonds qui lui soit à charge, il sera relevé ».

3° Mais une dépense, même un peu forte, peut se justifier par son utilité. A propos des pouvoirs du tuteur de faire des dépenses pour le compte de son pupille, les réparations par exemple, Domat (Livre II, titre I, section II, n° 3) dit que ces dépenses « ne peuvent excéder les revenus, si ce n'est en des cas de quelque grande nécessité pour le bien du mineur ».

De même, à propos d'un contrat qui était seulement rescindable pour lésion dans notre ancien droit, le prêt d'argent, les auteurs ont eu fréquemment l'occasion de mettre en relief l'importance de cette circonstance : *l'utilité*. Guyot (Répertoire, au mot : Mineurs) s'exprime ainsi : « Les deniers que les mineurs ont empruntés ne sont pas censés tourner à leur profit lorsqu'ils les ont reçus et qu'ils les ont dissipés, mais seulement lorsqu'ils en ont fait un emploi utile et raisonnable ». Cela s'entend de l'emploi des deniers pour la nourriture et l'entretien du mineur « suivant sa condition et ses facultés ».

D'ailleurs, selon nos anciens auteurs, un engagement est *utile* lorsqu'il est justifié par le devoir : Bourjon (II, p. 597, n° 75) cite le cas, d'un mineur qui souscrit un engagement pour tirer son père de prison. En considération de la légitimité de sa cause, l'obligation est valable.

III. — Grâce à ses larges pouvoirs, le juge en arrive à apporter des tempéraments au principe qui met la preuve de la lésion à la charge du mineur.

C'est le droit commun qui s'applique en effet : le mineur doit établir les éléments de sa demande (1).

(1) Bourjon : t. II, p. 585. — Villequez : De la preuve de la lésion dans les actes faits par les mineurs, Revue historique, 1861. —

Mais il y a des exceptions à ce principe. Il est des contrats dont le danger est tel que le mineur est présumé lésé par le seul fait de leur accomplissement.

Bretonnier (note sur Henrys, t. II, p. 157) le déclare à propos de l'acceptation d'hérédité, de l'emprunt, du paiement, de la donation entre vifs (« *Donare est perdere* »).

Mais les juges ne se confinent pas dans ces cas particuliers: ils admettent sans examen sérieux les allégations des mineurs qui se prétendent lésés.

Argou (L. IV, ch. 14) le fait comprendre. « Dans notre usage, dit-il,... les mineurs sont facilement restitués dès qu'il y a de la perte, quoiqu'elle soit arrivée plutôt par accident que par leur imprudence ».

Henrys (II. p. 157) exprime même des regrets sur les abus commis par les magistrats : « Lorsque les mineurs réclament contre quelque acte fait par eux ou leur tuteur, les juges le plus souvent s'arrêtent trop légèrement à la simple minorité et sous le prétexte d'icelle, remettent les parties au premier état, sans entrer en l'examen de ce qui a été fait ni connaître quel préjudice le mineur peut avoir reçu ».

IV. — Le juge jouit enfin d'un très large pouvoir dans l'application de la sanction.

En général, « par l'entérinement des lettres de rescision, l'acte est rescindé, et les parties sont remises au même état qu'elles étaient auparavant ; d'où il suit qu'elles sont libérées des engagements qu'elles ont contractés par cet acte, et même sont censées ne les avoir jamais contractés ; elles rentrent dans la propriété des choses qu'elles ont aliénées par cet acte et même elles sont censées ne les avoir point aliénées ».

1^o Pothier, après avoir posé la règle précédente (X, p. 358) en déduit cette première conséquence: « Les parties doivent se restituer réciproquement ce qu'elles ont reçu l'une de l'autre, en vertu de cet acte : les choses doivent

se restituer avec les fruits qui ont dû être perçus et les sommes avec les intérêts ».

2^o Si l'acte rescindé est un acte translatif de propriété, une vente d'immeubles, par exemple, au profit du mineur, ce dernier récupère les droits seigneuriaux payés à l'occasion du contrat. « De vente résolue à cause de la minorité, *dit Louet* (lettre R. p. 241 col. 2), ne sont dus aucuns droits seigneuriaux ».

Bretonnier dit également (observations sur Henrys : tome II. question 167) : « Quand le contrat de vente est cassé pour un vice inhérent, comme pour dol, lésion d'outre moitié ou minorité, le seigneur est obligé de rendre les droits. La jurisprudence est certaine sur ce point ».

L'effet de la restitution en entier n'est pas toujours aussi complet. Domat (p. 295) le dit très nettement : « Les rescisions et restitutions en entier... annulent les engagements ou *y font les changements qui peuvent être justes* ».

Et il expose les conséquences de cette règle.

1^o Un mineur a contracté une obligation pendant sa minorité. Il en demande et obtient la rescision. Il y a lieu à des restitutions réciproques entre les contractants. Mais le mineur, lui, n'est tenu à restitution que dans la mesure du profit qu'il a retiré de l'acte (V. Domat. p. 295).

2^o Qu'arrive-t-il lorsque le contrat dont le mineur souffre lésion contient plusieurs clauses indépendantes ? « Si dans l'acte dont on demande la rescision, *répond Domat* (p. 297), il y avait d'autres chefs que ceux dont celui qui veut être relevé pourrait avoir sujet de se plaindre et qu'il n'y eût point de liaison les uns aux autres, *la rescision serait bornée* à ce qui pourrait y donner sujet, et ne s'étendrait pas au surplus de l'acte ».

Bourjon (II, p. 583) émet la même opinion et ajoute : « Mais si les parties de l'acte, quoique différentes sont dépendantes ou mêmes relatives les unes aux autres, en ce cas, la réciprocité de la restitution influe sur toutes les parties de l'acte » (1).

(1) V. aussi Guyot: Répertoire, au mot : Rescision.—

Section III. — Etude spéciale des cas d'admission
de la restitution en entier
en faveur des mineurs émancipés (1).

Après avoir étudié les caractères de la restitution en entier dans notre ancien droit comme institution protectrice des mineurs en général, nous allons nous occuper de son fonctionnement en faveur des mineurs émancipés (2).

En ce qui les concerne, les coutumes faisaient la distinction suivante : elles opposaient aux actes de disposition les actes d'administration :

« Hommes et femmes conjoints par mariage, était-il dit à l'article 239 de la coutume de Paris, sont réputés usans de leurs droits pour avoir l'administration de leurs biens et non pour vendre, engager ou aliéner leurs immeubles pendant leur minorité » (3).

Ce qui est dit ici de l'émancipation par mariage, il faut l'admettre aussi de celle qui résulte :

1^o Soit de la majorité coutumière (Bourjon : II, p. 593).

2^o Soit de lettres du Prince (Bourjon : II, p. 593).

3^o Ou de tout autre procédé admis par la loi : par exemple l'acquisition d'un bénéfice.

§ 1. — ACTES DE DISPOSITION, OU, SI L'ON VEUT,
ACTES QUI EXCÈDENT L'ADMINISTRATION

Sans chercher à déterminer pour le moment le critérium qui servait dans notre ancien droit à distinguer les actes d'administration des actes de disposition, nous pouvons poser la règle suivante :

(1) Viollot : Histoire du droit, L. III, ch. 8 et 9. — Beaune : Droit coutumier français, La condition des personnes, p. 539 à 565. — Brissaud : Histoire du droit français, tome II, chap. I, § 10, 14.

(2) Nous ne revenons pas sur les modes d'émancipation des mineurs en tutelle dans notre ancien droit. Les notions générales données plus haut suffisent pour la compréhension du sujet (v. p. 33).

(3) V. aussi la coutume d'Orléans art. 181 : Pothier, I, p. 212.

Les mineurs émancipés conservent le bénéfice de la restitution en entier contre tous les actes qu'ils ont passés, sauf les actes d'administration. En d'autres termes, l'incapacité est la règle en ce qui concerne les mineurs émancipés et la capacité l'exception.

Bourjon (Livre I, tit. 6, chap. 5, n° 4) nous le dit : « L'émancipation n'empêche pas le bénéfice de la restitution ; son effet est borné aux actes d'administration » (1). Et Argou (L. I, ch. 8) est plus précis encore : De quelque manière que la tutelle finisse avant l'âge de 25 ans, le mineur est toujours considéré comme mineur. »

Il faut donc, en principe, faire application au mineur émancipé des mêmes règles que nous avons étudiées en ce qui concerne le mineur non émancipé.

I. — Il y a des actes à l'égard desquels la restitution n'est pas nécessaire : le mineur émancipé pourra en obtenir la nullité en se fondant sur sa seule qualité de mineur, sans avoir à démontrer qu'il a subi une lésion.

Ce sont, par exemple :

1^o Les ventes d'immeubles sans décret du juge (2), « cela, même si le prix de la vente a été employé utilement pour le mineur. » (Bourjon, II, p. 586).

2^o L'hypothèque des immeubles (Domat, p. 301, n° 22).

II. — Pour les autres actes, le mineur émancipé ne pourra en obtenir la restitution en entier qu'à la condition d'établir qu'il a été lésé. Ce principe a été mis de côté pour certains contrats considérés comme plus dangereux. Mais l'édit du préteur, qui est la source fondamentale, ne prévoyait pas d'exceptions. A défaut de dispositions contraires, c'est donc la règle de la nécessité d'une preuve de lésion qui s'applique.

Le mineur émancipé est donc restituable, à condition d'établir une lésion à son préjudice :

(1) V. aussi Bourjon I, p. 73: — Domat : Livre IV, tit. 6, section II, n° 22.

(2) Pothier, I, p. 210.

1° Contre les actes soumis à des formalités (avis des parents, décret du juge) lorsqu'elles ont été observées (Henrys, tome II, p. 157).

2° Contre les conventions passées, ainsi que l'exigeait la coutume, avec l'assistance d'un curateur : réception d'un capital, réception du compte de tutelle, procès (1), acceptation de succession.

3° Contre ces mêmes actes accomplis, en dépit de la loi, sans l'intervention du curateur.

En résumé, le mineur émancipé se trouve, à l'égard de tous les actes autres que ceux de pure administration, dans la même situation que les mineurs en tutelle. Seulement, le tuteur est remplacé par le curateur qui ne fait pas d'actes de gestion pour le mineur émancipé, mais se contente de l'assister de ses conseils dans les actes judiciaires ou extrajudiciaires.

§ 2. — ACTES D'ADMINISTRATION.

Le mineur émancipé acquiert une certaine capacité.

Nous allons essayer d'en préciser les bornes.

Puis nous étudierons la sanction admise en cas d'abus.

I. — Mesure de la capacité restreinte reconnue au mineur émancipé.

Les textes sont formels et très concordants.

« Les mineurs émancipés, affirme Pothier (I, p. 210) ne sont usants de leurs droits que pour l'administration de leurs biens ». « Les mineurs, dit-il ailleurs (2), ne sont pas restitués pour cause de lésion contre les actes qu'ils ont faits depuis leur émancipation.... lorsque ces actes sont des actes de pure administration nécessaire. »

Bourjon dit également (I, p. 73) : « Par l'émancipation, le mineur devient maître de son mobilier et de ses revenus.... »

(1) Sauf le mineur émancipé par mariage qui peut plaider seul.

(2) Pothier, X, p. 351, n° 733.

Par application de ce principe, le mineur émancipé peut :

1^o Recevoir ses revenus sans l'assistance d'un curateur (Argou, I, ch. IX) et en disposer (Denisart, au mot : Emancipation).

2^o Disposer de ses meubles, même à titre gratuit (Pothier, t. VIII, p. 349).

3^o Donner à bail ses immeubles, sauf certaines restrictions de durée : 6 ans pour les biens urbains et 9 ans pour les biens ruraux (Bourjon, I, p. 50).

A l'égard de tous ces actes, le mineur émancipé n'est pas restituable pour lésion (Bourjon, I, p. 73. — Domat : L. IV, titre 6, sect. II, n^o 22).

Mais il peut encore contracter des obligations. Ici, l'on aurait pu se contenter de répéter la règle générale : ces obligations auraient été valables dans la mesure où elles auraient pu être considérées comme des actes d'administration. Nos anciens auteurs étaient plus précis.

Bourjon (I, p. 73) énonce la règle : « Le mineur émancipé peut même s'engager valablement par promesse ou par obligation ; c'est souvent manière nécessaire d'administrer : cet acte est donc en sa puissance ; mais pour la validité d'une telle promesse ou obligation, il faut qu'elle n'excède pas les revenus, leur montant fixant cette capacité ; hors ces bornes, il y a lieu à restitution ». (1).

Par exemple, le mineur pourra s'engager pour sa nourriture et son logement, son éducation et son entretien, prendre à bail des immeubles, acquérir à crédit des objets mobiliers.

II. — Mais le mineur émancipé, même en ne s'obligeant que relativement à l'administration de ses biens, ne restait pas toujours dans les limites qui lui étaient assignées par la loi. Quelles étaient les conséquences de ces abus :

(1) V. aussi Bourjon, II, p. 593. — Denisart : Rep., V^e Mineurs, n^o 65.

1^o Le mineur émancipé pouvait obtenir la réduction des actes excédant sa capacité.

2^o Le bénéfice de l'émancipation pouvait lui être retiré.

1^{re} conséquence : Comment faut-il apprécier la validité des obligations contractées par le mineur à l'occasion de l'administration de ses biens ?

Les engagements, paraissant relatifs à l'administration, mais ayant en réalité une autre cause, sont nuls ou au moins rescindables pour cause de lésion. C'est évident. (Bourjon, II, p. 593).

Les obligations, qui se rapportent effectivement à l'administration, ne sont pas valables sans restriction. Elles ne sont pas non plus sujettes à restitution pour les mêmes causes que si elles avaient été souscrites par un mineur non émancipé.

D'une part, le mineur émancipé ne peut pas les attaquer en se fondant sur le « défaut d'emploi. » (Bourjon, I, p. 73, n^o 23). Peu importe qu'il ait dissipé les sommes reçues : il s'agissait de subvenir à ses besoins personnels ; la loi ne s'occupe pas de l'utilisation des deniers.

Le juge n'a plus qu'une seule considération à envisager : l'engagement est-il susceptible de compromettre le capital immobilier du mineur ? Si oui, la sanction consiste dans la restitution en entier.

Bourjon (II, p. 594) s'occupe d'abord du cas du mineur contractant une obligation excessive :

« Si l'obligation (contractée pour nourriture, entretien ou logement) excède le mobilier et une année du revenu, l'émancipé est restituable parceque telles sont les limites de sa capacité à contracter, et par conséquent, s'il les excède..., il est restituable comme tout autre mineur, son émancipation n'autorisant pas de tels engagements. Et dans ce cas, le créancier ne pourrait pas faire subsister l'obligation en offrant de la restreindre sur le mobilier

de l'émancipé et sur une année de ses revenus, et ne peut par une telle déclaration éviter les lettres de rescision. »

Le texte est clair, c'est la restitution en entier qui est appliquée dans toute sa rigueur : l'obligation n'est pas seulement réduite à la valeur des revenus et du mobilier ; le mineur est déchargé de ses obligations.

Mais cette règle se combinait avec ce principe d'équité que nul ne doit s'enrichir sans cause au détriment d'autrui. Le créancier avait la ressource de prouver que l'engagement avait profité au mineur. Et si, comme le déclare Bourjon, il ne pouvait pas, de sa propre autorité, maintenir sa créance en la restreignant au mobilier et à une année des revenus, le juge, lui, pouvait opérer cette réduction : tous pouvoirs lui appartenaient pour cela. Il pouvait et devait tenir compte non seulement des revenus du mineur mais des avantages que lui avait procurés le contrat (1).

Il arrivait aussi que le mineur émancipé souscrivait plusieurs engagements dont aucun n'excédait ses pouvoirs, c'est-à-dire « la masse de son mobilier et une année de son revenu », mais dont l'ensemble dépassait ces limites. Dans ce cas, ajoute encore Bourjon (II, p. 594) « la multiplicité de tels engagements manifestant la dissipation le rendait restituable ».

2^e conséquence des abus commis par le mineur émancipé de sa capacité. — Lorsqu'un mineur émancipé dissipait sa fortune, au lieu de l'administrer sagement, ne cherchait-on pas le moyen de lui retirer le bénéfice de l'émancipation?

Certainement : et, Denisart (Répertoire, au mot : Emancipation, n° 21) indique deux moyens pour y parvenir.

1^o L'interdiction, sur l'avis des parents, moyen un peu brutal. On n'y avait recours que dans les cas graves.

(1) Les textes que nous avons cités à propos du mineur en tutelle contractant seul un emprunt nous autorisent à faire l'application de cette même théorie au mineur émancipé dont l'incapacité était moins complète.

2° L'appel de la sentence d'émancipation, procédé d'ailleurs peu légal : il faut le considérer comme un expédient imaginé par les praticiens pour remplacer une sanction qui n'existait pas dans la loi. Denisart, en effet, nous parle d'une sentence d'entérinement des lettres d'émancipation qui fut infirmée alors qu'elle était parfaitement régulière puisqu'elle avait été « prononcée sur l'avis unanime des parents ».

DEUXIÈME PARTIE

ETUDE DE L'ACTION EN RÉDUCTION

De l'article 484 al. 2 du Code civil

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA CAPACITÉ DU MINEUR ÉMANCIPÉ.

Avant d'aborder l'étude de l'action en réduction de l'article 484 al. 2 du Code civil, il est utile de rappeler les règles générales qui régissent la capacité du mineur émancipé.

Les textes qui formulent ces principes sont loin d'avoir toute la netteté désirable. Nous ne passerons pas en revue les différentes théories qui ont été émises pour les expliquer. Il nous suffira d'indiquer dans ses grandes lignes le système qui est le plus généralement admis, dans la doctrine et dans la jurisprudence.

Le mineur émancipé ne peut accomplir seul qu'un nombre d'actes très restreint. C'est un incapable relativement aux opérations pour lesquelles la loi impose au mineur non émancipé l'observation de formalités spéciales, telles que l'autorisation du conseil de famille ou l'homologation du tribunal; pour aliéner ses immeubles, emprunter, l'émancipé doit suivre les mêmes règles que s'il était en tutelle. Si les prescriptions légales ont été suivies, l'acte est aussi valable que s'il avait été fait par

un majeur; si elles ont été méconnues, l'acte est annulable sur la seule justification par le mineur de son âge (1).

Dans certains cas, par exemple pour la réception d'un capital, pour la réception du compte de tutelle, le mineur émancipé doit se faire assister d'un curateur. Si le curateur est intervenu, l'acte est inattaquable : si le mineur émancipé a agi seul, il devra, s'il se plaint d'un dommage, exercer l'action en rescision, et ne triomphera que s'il fait la preuve de la lésion qu'il prétend avoir subie (2).

Mais l'article 481, ainsi que nous le disions au commencement de cette étude, permet au mineur émancipé d'accomplir valablement seul les actes de pure administration; il cite deux exemples d'actes de cette nature : les baux de moins de neuf ans, la réception des revenus. Cette faculté de disposer librement de ses revenus fournit, croyons-nous, le critérium de la distinction des actes permis et des actes défendus. Le mineur émancipé peut contracter valablement seul les obligations qui « par leur caractère et d'après l'usage général doivent être acquittées sur les revenus » (3). C'est même en ce sens qu'il faut entendre d'une façon générale les actes de pure administration. « La simple administration, disait Labbé (4), se circonscrit aisément par la distinction des revenus et des capitaux; elle se renferme dans le cercle des actes concernant les revenus ».

D'ailleurs, ces actes peuvent être passés soit au comptant, soit à crédit. Autant que possible, le mineur émancipé ne doit traiter qu'avec ses ressources présentes. Les contrats à crédit se concluent toujours dans des conditions plus onéreuses. Il faut bien que le fournisseur soit

(1) Larombière : Obligations, IV, a. 1305, n° 6. — Laurent : XVI, nos 56, 57. —

Cass. civ, 28 juillet 1868, D., 68. 1. 403.—

(2) Larombière : IV, a. 1305, nos 6, 8, 12, 14. — Demolombe : VIII, n° 335, — Aubry et Rau, I § 130 et 132. —

(3) Demolombe : VII, n° 650. —

(4) Labbé : note au Sirey, 1886. 1. 97.—

indemnisé de la privation de son capital ; de plus, il n'est pas sûr de ne pas avoir besoin de la somme qui lui est due avant l'échéance ; il majore également les prix à cause des chances d'insolvabilité de ses débiteurs à terme. Parfois cependant, le paiement comptant n'est pas possible : car le mineur ne recevra pas toujours lui-même ses revenus au jour de l'échéance. Il traitera alors à crédit avec ses fournisseurs. De tels engagements seront parfaitement valables et donneront action aux créanciers sur tous les biens meubles et immeubles du mineur ; pourtant ils seront susceptibles d'être réduits, par application de l'article 484, al. 2, lorsqu'ils seront exagérés par rapport aux besoins et à la position sociale du mineur émancipé. Nous verrons plus loin si cette action en réduction ne peut pas atteindre d'autres obligations que celles qui sont contractées par le mineur émancipé dans les bornes de la capacité qui lui est reconnue par la loi.

Il est possible d'établir une comparaison entre la théorie de l'émancipation et celle de la tutelle : toutes deux admettent l'action en nullité pour incapacité et l'action en rescision pour lésion. En ce qui concerne le mineur en tutelle, la nullité sanctionne, pour les actes qui exigent des formalités spéciales, l'inobservation de ces formes ; l'action en rescision s'exerce à l'encontre des actes passés par le mineur seul, alors qu'ils auraient dû être accomplis par le tuteur lui-même ou par le mineur autorisé de son tuteur (1).

Le mineur émancipé a une certaine capacité : celle de faire seul des actes de pure administration. Il n'est pas tout à fait exact de dire avec la cour de Nîmes (2) et Troplong (3) que l'article 481 « le met à la place de ceux qui administrent auparavant ses biens et ne le rend

(1) Larombière : Obligations, IV, a. 1305, n° 5. — Demolombe : VII, n°s 812 et suiv. — Aubry et Rau : I, § 113. —

(2) Nîmes, 12 juin 1821, S., 1821, 2, 428. —

(3) Troplong : Louage, I, n° 146.

apte à faire que les actes qu'ils auraient pu consentir en son nom. » Le mineur émancipé doit être assisté d'un curateur pour recevoir un capital et en donner décharge, défendre à une action immobilière tandis que le tuteur peut faire ces deux actes seul. D'un autre côté, le mineur émancipé a la libre disposition de ses revenus ; le tuteur doit, au contraire en capitaliser l'excédent et le placer. En outre, le tuteur doit être autorisé par le conseil de famille pour exercer une action immobilière pétitoire, tandis que l'assistance du curateur suffit au mineur émancipé. Sous le bénéfice de ces réserves, la mesure de la capacité du mineur émancipé concorde avec celle des pouvoirs du tuteur. Cette analogie nous permettra, dans les développements qui vont suivre, d'emprunter quelques exemples à la théorie de la tutelle pour servir d'illustrations aux règles que nous aurons à énoncer à propos du mineur émancipé.

Nous utiliserons également quelques décisions d'espèces concernant le prodigue pourvu d'un conseil judiciaire. La Jurisprudence en effet, se fondant sur la ressemblance qui existe entre la capacité de ce dernier et celle du mineur émancipé (1) lui applique la théorie de l'article 484, al. 2. (2).

(1) Baudry-Lacantinerie, Chéneaux et Bonnacarrère : *Personnes*, V, n° 979. —

(2) Planiol : Incapacité insuffisante du prodigue complétée par la jurisprudence : *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1887, p. 718.

CHAPITRE II

NATURE DE L'ACTION EN RÉDUCTION

Section I. — Etudes des travaux préparatoires du code civil

La limitation fixée par la loi actuelle, à la capacité du mineur émancipé est donc toute différente de celle qui lui était assignée dans notre ancien droit coutumier. Jusqu'au ^{xix}^e siècle, la capacité du mineur émancipé était restreinte aux actes, achats, emprunts ou autres concernant l'administration de ses biens, ayant pour objet, comme disaient nos anciens auteurs, « sa nourriture et son logement » (1). Et, dans ce cercle, sa faculté de s'obliger était encore limitée par un chiffre, variable suivant les individus, la valeur de son mobilier et une année des revenus de ses immeubles. Lorsque ses engagements excédaient cette mesure, ils étaient susceptibles d'être atteints par la restitution en entier.

Il est curieux d'examiner les raisons qui ont amené les rédacteurs du code civil à abandonner ce système. L'article 85 du projet était ainsi conçu (2) : « Le mineur émancipé ne peut valablement s'obliger par promesse ou obligation que jusqu'à concurrence d'une année de ses revenus ».

« S'il s'oblige au-delà, ses créanciers n'auront d'action sur ses biens que pour une somme égale à cette année de revenus, et, par concours entre eux, au marc le franc de leurs créances. » Cette disposition ne précisait pas le nom ni la nature de la sanction qu'elle instituait ; elle

(1) Bourjon : II, p. 593. — V. aussi *supra*, p. 50 et suiv.

(2) Fenet : Travaux préparatoires du Code civil, X, p. 565 et suiv.—

indiquait simplement le résultat de la mesure qui devait être appliquée par le juge ; mais il n'y avait pas d'équivoque possible : il s'agissait toujours de la restitution en entier.

L'article 85 fut modifié sur les observations de Cambacérès. Le projet admettait la validité des actes, sans distinction de nature, tendant à obliger le mineur jusqu'à un certain chiffre. Il traduisait mal les intentions des rédacteurs : il étendait la capacité des mineurs émancipés alors qu'on voulait la restreindre.

Une première modification fut admise : tous les emprunts, même ayant pour objet de subvenir aux dépenses d'entretien et de logement, furent soumis à la nécessité d'une autorisation préalable du conseil de famille, homologuée par le tribunal (art. 483) : « Le mineur émancipé ne pourra faire d'emprunts, *sous aucun prétexte*, sans une délibération du conseil de famille. »

Pour les autres contrats relatifs à la pure administration, Cambacérès n'en demanda pas le maintien d'une façon absolue, sachant qu'il y a pour le mineur émancipé d'autres moyens de se ruiner que de se procurer de l'argent par des emprunts : son patrimoine peut être compromis par des achats, des marchés avec des entrepreneurs et autres contrats de tous les jours faits d'une façon inconsidérée. Cambacérès voulait que ce danger fût conjuré avant qu'il pût opérer un mal irrémédiable. Mais il montra les conséquences fâcheuses du régime du projet faisant dépendre la validité de ces contrats usuels de l'importance des revenus du mineur. D'abord, ces revenus peuvent ne pas être connus des fournisseurs du mineur. La remarque est encore plus vraie aujourd'hui qu'au début du xix^e siècle : les immeubles subissent d'assez importantes variations de valeur, par exemple, par le fait de la création de nouvelles voies de communications, de nouveaux modes de transport, chemins de fer, tramways. Les fortunes dont une portion importante se compose de valeurs mobilières sont d'un ren-

dement encore plus mobile. Cambacérès ajoutait, avec non moins de raison, que ceux qui contractent avec le mineur, ne peuvent pas savoir s'il ne s'est pas déjà engagé avec de nombreuses personnes et s'il n'a pas épuisé le crédit que la loi lui permet.

Il proposa alors de valider les créances relatives à la pure administration lorsqu'elles n'excéderaient pas les besoins présumés du mineur émancipé, suivant son état et ses facultés. La réduction ne devait plus atteindre que les commerçants assez peu scrupuleux pour satisfaire sciemment les goûts de dépense manifestement exagérés de leurs jeunes clients.

C'est dans cet esprit que fut rédigé l'article 484, al. 2 du Code civil, dont nous avons déjà rapporté les termes. Il donne au juge les plus larges pouvoirs d'appréciation : c'est donc le rétablissement pur et simple des principes de la *restitutio in integrum*. L'étude des travaux préparatoires du code civil le prouve ; celle des textes du code civil lui-même va confirmer cette opinion.

Section II. — Conditions d'exercice de l'action en réduction. Notion de l'excès

Pour obtenir la réduction, le mineur émancipé doit établir le caractère excessif de son engagement (1). L'article 484, al. 2, donne des renseignements assez vagues sur la manière dont cette preuve doit être administrée. Nous l'avons vu, on a voulu s'en remettre pour l'appréciation de l'opportunité d'une intervention judiciaire aux tribunaux eux-mêmes. Le législateur se sentait impuissant à tracer aux juges des indications précises sur la conduite à tenir et leur laissait le soin, en cas de difficulté, de prendre la décision qui leur paraîtrait conforme aux intérêts du mineur et à ceux des tiers. L'article 484 parle seulement des circonstances que les tribunaux

(1) Nancy, 12 janvier 1875, 75, 2. 52.

devront prendre en considération : il nomme la fortune du mineur, la bonne ou mauvaise foi des personnes qui auront contracté avec lui, l'utilité ou l'inutilité des dépenses.

Mais quelles sont au juste les justifications que les juges devront exiger et à qui les demanderont-ils ?

Les obligations du mineur émancipé, à notre avis, seront considérées comme excessives, lorsque celui-ci en aura prouvé l'exagération par rapport à sa fortune et à ses besoins. Mais elles pourront être maintenues si le tiers contractant prouve qu'il avait de justes raisons de faire crédit au mineur.

I. — La preuve de l'exagération de son engagement par rapport à ses ressources doit évidemment être administrée par le mineur. C'est une circonstance connue de lui seul, ainsi que l'observait Cambacérès. Le terme de comparaison qui devra être pris, ce sont les revenus et non le capital. Il ne s'agit pas pour le mineur de revenir au système de l'article 85 du projet du code civil et d'offrir à ses créanciers une distribution au marc le franc de ses revenus d'une année. Mais le budget d'un bon administrateur doit être réglé suivant l'importance de ses ressources annuelles : intérêts de ses capitaux, produits de son travail. Voilà un premier point que les tribunaux doivent connaître pour apprécier le caractère excessif des dépenses.

II. — C'est encore au mineur émancipé à prouver l'inutilité de ses dépenses. Il faut d'ailleurs entendre cette expression dans un sens très large et faire entrer en ligne de compte les besoins du mineur et sa position sociale (1).

Ainsi, une dépense n'est pas inutile par cela seul qu'elle est relative à des objets de luxe, à des bijoux ; peu importe même que le mineur n'ait pas profité personnellement de ses achats : cela a été jugé à propos d'une

(1) V. Bruxelles, 20 pluviôse an XIII, S., an XIII, 2. 26. —

acquisition de bijoux faite par un mineur émancipé pour les offrir à sa fiancée (1).

Au contraire, les dépenses peuvent être reconnues excessives alors même qu'elles ont trait à des objets de première nécessité, lorsqu'elles sont trop souvent répétées : elles supposent du gaspillage.

En somme, une idée générale doit inspirer le juge dans l'appréciation des faits dont il demande la justification au mineur : la dépense est-elle raisonnable, intelligente ? Eut-elle été faite par un bon père de famille soucieux de son avenir ? Si oui, il n'y a pas d'excès (2).

III. — Une troisième circonstance doit être envisagée par le Juge : la bonne foi du tiers qui a contracté avec le mineur émancipé. Le tiers est de bonne foi lorsqu'il a pu croire, étant donné les habitudes, le train de vie du mineur, le crédit dont il jouissait dans l'opinion publique, que la dépense était conforme à ses besoins. Ici, il ne s'agit plus d'examiner la réalité des faits, mais les apparences ; le juge doit interroger la commune renommée ; son rôle devient particulièrement délicat.

Est-ce encore au mineur émancipé à prouver la mauvaise foi de son cocontractant, conformément au principe général que la bonne foi se présume ?

Une réponse affirmative semble être dictée par l'article 484, al. 2, qui place cette circonstance entre les deux premières que nous venons de passer en revue, la fortune du mineur et l'utilité de la dépense. La Jurisprudence est également favorable à cette opinion. La Cour de Rouen, à propos de fournitures d'objets mobiliers faites à un mineur émancipé, s'appuie, pour valider ces ventes sur cette circonstance « *que rien ne prouve qu'elles aient été entachées de mauvaise foi de la part du ven-*

(1) Tribunal de commerce de la Seine, 23 août 1898, Moniteur judiciaire de Lyon du 14 novembre 1898.—

(2) En ce sens, voir Nancy, 42 janvier 1875, S., 75. 2. 52.—

deur » (1). Un arrêt de la Cour de Paris du 16 décembre 1881 (2) fait la même remarque : « Il n'est pas articulé que les cédants (d'un fonds de commerce) aient été de mauvaise foi. »

Pourtant, nous n'acceptons pas cette manière de voir. Il ne faut pas oublier que l'article 484, al. 2 concerne un mineur. Or, si la loi conserve en sa faveur, même après son émancipation, une mesure exceptionnelle, c'est qu'elle présume son inexpérience. Elle considère que les tiers ont des devoirs particuliers à remplir lorsqu'ils traitent avec un mineur, émancipé ou non ; ils doivent se préoccuper de ses intérêts comme du leur et se dépouiller des instincts égoïstes qui les inspirent en général dans leurs contrats. Lorsque l'engagement contracté par le mineur compromet son patrimoine, preuve dont la charge incombe à celui-ci, la loi présume que son cocontractant a manqué à ses devoirs. C'est alors au tiers qu'il appartient de renverser cette présomption et de prouver sa bonne foi : il invoquera l'erreur commune au sujet de la position du mineur et donnera les raisons lui permettant de croire la dépense raisonnable pour ce dernier.

Section III. — Comparaison de la notion de l'excès au sens de l'article 484, al. 2, avec celle de lésion au sens de l'article 1305 du code civil.

Pour bien comprendre la notion de l'excès que nous avons essayé de préciser à l'aide de l'article 484, al. 2 lui-même, il est bon de la rapprocher de la notion de lésion qui fonde l'action en rescision de l'article 1305 du code civil. Contracter un engagement excessif, c'est faire un acte de mauvaise gestion ; il ne peut y avoir excès sans qu'il y ait lésion. Mais la notion de lésion est plus large que celle d'excès ; elle existe

(1) Rouen, 23 juillet 1858, D., 59. 2. 216.—

(2) Paris, 16 décembre 1881, sous Ca. req. 21 août 1883, S., 83. 1. 113.

aussi lorsque dans un contrat les équivalents fournis ou promis sont inégaux, par exemple lorsque le prix de l'acquisition ou de la vente d'un objet est inférieur ou supérieur à sa valeur réelle. Si nous appelons ce genre de préjudice : *lésion stricto sensu*, nous dirons que la *lésion lato sensu* de l'article 1305 se décompose en deux éléments : la *lésion stricto sensu* et l'*excès*.

Ces deux sortes de dommages sont d'une nature très différente. La *lésion stricto sensu* consiste en une diminution du patrimoine ; elle suppose que la valeur qui y pénètre par le fait d'un contrat est inférieure à celle qui en sort. Dès lors, il n'y a pas à se préoccuper des circonstances qui ont entouré la conclusion du contrat, telles que la fortune du mineur ou l'utilité de la dépense. Quant à la bonne foi du tiers, elle ne peut pas exister ; car chacun doit connaître la valeur de la prestation qu'il fournit. Pour constater la *lésion stricto sensu*, il suffit d'expertiser l'objet du contrat.

Nous avons vu, au contraire, que pour apprécier l'*excès*, le juge ne doit plus envisager l'opération dans son résultat économique immédiat ; il doit considérer aussi la situation du mineur au moment du contrat : un marché excellent en soi, en ce sens qu'il s'analyse en un enrichissement du patrimoine du mineur, peut être un acte de très mauvaise gestion, si l'on tient compte de la position du mineur et de ses ressources. L'*excès* est une notion essentiellement relative. Et l'on comprend que la loi permette au tiers, défendeur à une action en réduction, de se défendre en prouvant sa bonne foi ; car il est facile, même avec les meilleures intentions, de se méprendre sur les besoins et les ressources de son co-contractant.

L'ensemble de ces deux sortes de dommages, l'*excès* et la *lésion stricto sensu*, constitue la *lésion lato sensu* ou la *lésion tout court* dont il est question à l'article 1305.

Cette analyse de la lésion est conforme aux idées des jurisconsultes romains et de nos anciens auteurs. Elle est encore exacte. En voici la preuve :

1^o L'article 1305, s'exprime en termes très généraux pour embrasser tous les dommages possibles : il parle de « la simple lésion ». Et le sens de cet article devient très net si on le rapproche de l'article 1313 qui restreint, en ce qui concerne les majeurs, l'emploi de l'action en rescision pour lésion *aux cas et sous les conditions spécialement exprimés dans la loi*. En ce qui concerne les mineurs, il n'y a pas de réserves : la lésion comprend tous les genres de préjudices.

2^o Le mineur non émancipé n'a que deux ressources pour revenir sur ses engagements imprudemment souscrits : l'action en nullité et l'action en rescision pour lésion. Or les obligations qu'il a contractées seul et qui rentrent dans la limite des pouvoirs de son tuteur ne sont pas nulles pour incapacité, mais seulement rescindables sur la preuve d'une lésion. Il faut donc admettre que les conditions de l'action en rescision sont remplies même lorsque le préjudice qu'il éprouve ne constitue que le dommage que nous avons appelé excès. Car la protection du mineur en tutelle doit être au moins aussi efficace que celle du mineur émancipé.

La plupart des auteurs, Demolombe (1), Laurent (2), Mourlon (3), Baudry-Lacantinerie (4), Barde (5), admettent cette manière de voir. Voici un passage de la théorie des Obligations de Larombière (IV, p. 120, art. 1305, n^o 15) : « Le terme de lésion, suffisamment clair par lui-même, n'a pas besoin d'être défini. Il s'entend indifféremment du profit manqué, de la perte éprouvée, des charges assumées et même des embarras, des peines, des vexations d'un procès auquel le mineur se serait

(1) Demolombe, XXIX, n^o 101, 102.—

(2) Laurent, XVIII, n^o 537, 540.—

(3) Mourlon, II, n^o 1510.—

(4) Baudry-Lacantinerie : Précis de Droit civil, t. II, n^o 1154.—

(5) Baudry-Lacantinerie et Barde : Obligations, III, n^o 1943.—

exposé. Comme la loi n'en a point donné de définition, les juges ont sur ce point un pouvoir très large d'appréciation. » Laurent (loc. cit.) donne un exemple à l'appui de cette opinion : « La lésion, dit-il, peut résulter du contrat même, en ce sens que les clauses de la convention sont lésionnaires ; le mineur achète un cheval pour 2.000 francs ; il n'en vaut que 1.000. Tel est le cas ordinaire de lésion quand il s'agit des majeurs. *Pour le mineur, il y a une lésion spéciale.* Il achète un cheval de luxe, il le paye son véritable prix, il fait même un bon marché ; néanmoins il pourra agir en rescision, si c'est un mineur non émancipé et que sa fortune ne lui permette pas de tenir un cheval de luxe. »

La Jurisprudence comprend de la même façon la notion de lésion. La Cour d'Appel de Dijon, dans un arrêt du 12 avril 1880 (S., 82. 2. 213) à propos d'une acquisition d'immeubles faite par un mineur en tutelle sans l'autorisation de son tuteur, déclare que ce contrat n'est pas nul mais seulement rescindable pour lésion. Nous n'avons pas à discuter ici cette solution ; nous en relevons seulement le motif suivant. En matière de vente d'immeubles au profit d'un mineur non émancipé, « la lésion qui permet à celui-ci de demander la nullité du contrat résulte suffisamment de cette circonstance que le mineur est dans l'impossibilité actuelle de payer le solde du prix de vente et qu'il est sous le coup d'une poursuite en expropriation. »

Un jugement du tribunal de Grenoble du 13 janvier 1910 (Recueil des Sommaires, 1911, n° 3444) pose très clairement le même principe. Il permet à un mineur non émancipé d'invoquer la lésion de l'article 1305 lorsqu'il a acheté des objets de luxe ne pouvant profiter qu'à la personne à laquelle il les a offerts et qui, n'étant pas en rapport avec ses ressources, constituaient des dépenses purement voluptuaires.

De même les décisions de jurisprudence qui appliquent aux engagements pris par le mineur émancipé l'article

484, al. 2 emploient très fréquemment le terme de lésion au lieu de celui d'excès, le premier paraissant aux magistrats englober le deuxième. C'est ainsi que nous lisons dans un arrêt de la Cour de Cassation du 15 décembre 1832 (S., 33. 1. 687) : « Attendu que la Cour royale, ayant vérifié et déclaré qu'il n'y avait *aucune lésion* au préjudice de la demanderesse dans le contrat du 29 janvier 1821 (il s'agissait d'une acquisition d'immeubles), dont elle n'a éprouvé aucun préjudice, elle a pu, *conformément à l'article 484, al. 2 du code civil exclusivement applicable à la cause*, déclarer ledit acte valable.... » (1).

Section IV. — Nature de l'action en réduction

Puisque l'excès est une des formes de la lésion, l'action en réduction doit avoir une parenté très étroite avec l'action en rescision. Nous avons vu que l'origine de ces deux actions est la même : c'est la *restitutio in integrum* créée par le prêteur romain ; nous allons constater que leurs caractères essentiels sont semblables.

1^o Le fondement rationnel de l'action en réduction est le même que celui de l'action en rescision : ce sont des mesures qui ont pour but de mettre le jeune homme à l'abri de sa faiblesse et de son inexpérience. Au fond, nous l'avons déjà dit, la loi considère qu'il y a une sorte d'indélicatesse de la part d'un fournisseur, ou autre personne à passer un contrat avec un mineur, même sur les instances de ce dernier, s'il en résulte pour lui une dépense déraisonnable, hors de proportion avec sa position et ses ressources. Accepter un marché dans ces conditions c'est tirer parti de la faiblesse ou de l'inexpérience du mineur. Aussi, pour prévenir le dommage qui en résulterait inévitablement pour ce dernier, la loi per-

(1) V. aussi : Colmar, 31 janvier 1826, S., 26. 2. 212. — Rouen, 23 juillet 1858, D., 59. 2. 216. — Cass. 21 août 1882, D., 83. 1. 339. — Cass. req., 10 février 1890., 91. 1. 292.—

met-elle au juge d'intervenir et d'accorder suivant les cas la rescision ou la réduction (1).

2° Peu importe, d'ailleurs, l'importance de ce préjudice, pourvu toutefois qu'il ne soit pas trop minime. La loi n'indique pas de chiffre (2).

3° Le juge jouit d'un pouvoir discrétionnaire dans l'appréciation des circonstances de nature à motiver l'application soit de l'action en rescision soit de l'action en réduction (3).

4° Les effets de ces deux actions sont les mêmes, ainsi que nous le justifierons plus loin.

L'action en réduction a donc la même nature que l'action en rescision pour lésion. Cela résulte des précédents historiques, des travaux préparatoires et des textes mêmes du Code civil. Mais il ne faut pas confondre ces deux actions ; elles n'ont pas le même champ d'application ni des objets identiques, l'une portant remède à l'excès et l'autre à la lésion. Il y a même lieu croyons-nous d'établir entre elles une distinction importante :

L'action en rescision fonctionne en faveur d'incapables, les mineurs non émancipés, contre toutes sortes de conventions, et les mineurs émancipés, contre les conventions qui excèdent les bornes de leur capacité. C'est la *restitutio in integrum* adaptée aux besoins des incapables. A Rome aussi elle était accordée aux pupilles et aux mineurs en curatelle. Mais la protection de l'édit du préteur était primitivement réservée à des individus capables, aux pubères mineurs de 25 ans. L'action en réduction de l'art. 484, nous le verrons, est accordée aux mineurs émancipés contre les actes qu'ils ont passés dans la mesure de leur capacité. Elle joue donc dans notre droit un rôle analogue à celui de l'institution prétorienne de la *restitutio in integrum* lors de sa création.

(1) Laurent : V. n° 222 ; XVIII, n° 541. — Demolombe. VIII. n° 336. —

(2) Laurent : XVIII, n° 540.

(3) Aubry et Rau : I, § 132, p. 843 ; et IV, § 335, p. 424. — Laurent : V, n° 222 ; et XVIII, nos 537, 538, 540. —

Demolombe : VIII, nos 336 et suiv., — XXIX, nos 100, 105, 106. — Cass. req., 8 août 1859, D., 59. I. 361. — Cass. req., 21 août 1882, D., 83. I. 339. — Cass. req., 10 février 1890, D., 91. I. 292. —

Cette distinction entraîne la conséquence suivante. L'action en rescision de l'article 1305 cesse de pouvoir être mise en jeu lorsque l'acte a été passé par le tuteur ou par le mineur assisté de son tuteur ou de son curateur. La rescision est la sanction d'une irrégularité commise dans la conclusion du contrat ; elle est irrecevable lorsque tout s'est passé conformément aux prescriptions légales. L'action en réduction, au contraire, est toujours recevable, quelles que soient les précautions prises lors de la formation du contrat. C'est un point de ressemblance avec la *restitutio in integrum*, vis à vis de laquelle il n'existait pas non plus de garanties de droit. L'action en réduction s'exerce, en effet, à l'encontre d'obligations valablement contractées par le mineur émancipé seul. On ne voit donc pas pourquoi l'observation de formalités que la loi n'exige pas, par exemple l'intervention du curateur ou l'autorisation du conseil de famille, donnerait à l'acte une plus grande solidité et le mettrait hors d'atteinte de la réduction. Ce n'est pas à dire que la présence du curateur ou l'autorisation du conseil de famille soient des faits indifférents ; les tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation et ils tiendront certainement compte de ces circonstances dans l'application de l'article 484. Un engagement conclu dans ces conditions sera rarement réformé ; car si le mineur émancipé s'est entouré de conseils éclairés, il aura de la peine à prouver que le contrat est déraisonnable. Les tiers, au contraire, justifieront facilement de leur bonne foi. Il ne faut voir dans ces précautions que de simples garanties de fait contre l'action en réduction. Aussi l'assistance à l'acte de personnes autres que les conseillers légaux, de parents ou d'amis pourrait-elle avoir la même valeur. Un arrêt de la Cour de Colmar, du 31 janvier 1826 (S, 26. 2. 187) relève avec raison, pour écarter l'action en réduction, à propos d'un contrat passé par un mineur émancipé et argué d'excès, cette circonstance que le mineur avait été assisté dans l'acte par son beau-père, alors que ce dernier n'était pas son curateur.

On peut faire, il est vrai, une objection et invoquer la logique des textes. Un mineur en tutelle, qui a loué avec l'autorisation de son tuteur un appartement trop luxueux pour ses ressources, ne peut pas demander la rescision du contrat. Et un mineur émancipé, faisant un bail trop onéreux avec l'assistance de son curateur, pourrait obtenir la réduction de son engagement ! Voilà donc le mineur émancipé mieux protégé que le mineur en tutelle.

Evidemment, nous devons le reconnaître, il y a dans la loi une *inelegantia juris*. Mais si c'est là une contradiction, n'est-elle pas la conséquence du système qui donne au mineur émancipé une certaine capacité et, jusque dans l'exercice de cette capacité, lui accorde une ressource particulière, réservée aux incapables ? D'un autre côté, le mineur en tutelle a des garanties dont est privé le mineur émancipé, par exemple son hypothèque légale sur les immeubles de son tuteur. Le mineur émancipé a bien une action en responsabilité contre son curateur ; mais il ne peut la mettre en jeu que lorsque le curateur a donné à tort son assistance et s'est rendu par ce fait coupable d'un dol ou d'une faute lourde (1). Et, lorsque l'acte n'est pas de ceux pour lesquels la loi exige son assistance, la responsabilité du curateur ne sera engagée que lorsqu'il aura commis un dol.

La jurisprudence a eu souvent à se prononcer à propos de contrats passés par une femme avec l'assistance de son mari. Elle a considéré cette assistance comme valablement donnée par le mari à la fois en qualité de mari et de curateur légal alors même qu'il avait un intérêt personnel à l'acte (2). L'assistance d'un curateur *ad hoc* n'est exigée pour la femme « que pour le cas où les époux contractent l'un envers l'autre » (3). Or, jamais (V. note 2)

(1) Baudry-Lacantinerie, Chéneaux et Bonnecarrère : Personnes, V, n° 725. —

(2) Cass. req., 29 juin 1857, D., 58. I. 33. — Cass. req. 21 août 1882, D. 83. I. 339. — En ce sens : Baudry-Lacantinerie, Chéneaux et Bonnecarrère ; Personnes, V, n° 718. —

(3) Cass. req., 4 février 1868, D., 68. I. 393. —

les arrêts ne considèrent l'intervention du curateur comme devant exclure l'application de l'article 484 al. 2.

Cette différence entre l'action en réduction et l'action en rescision ne s'oppose pas d'ailleurs à la conclusion que nous avons admise au sujet de l'identité de nature de ces deux mesures. Aussi allons-nous pouvoir dans l'examen des questions qui se posent à propos de l'action en réduction et ne trouvent pas de réponse dans la loi, appliquer les mêmes solutions qu'à l'action en rescision pour lésion.

CHAPITRE III

ETUDE DE L'ACTION EN RÉDUCTION

Section I. — A qui est accordé le bénéfice de l'article 484 al. 2 et contre qui fonctionne-t-il ?

§ 1. — QUELLES SONT LES PERSONNES PROTÉGÉES PAR L'ARTICLE 484 AL. 2 ?

Ce sont tous les mineurs émancipés. En ce qui concerne les commerçants et les artisans, il y a lieu cependant de faire une distinction. Le mineur artisan ou régulièrement autorisé à faire le commerce « n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son commerce ou de son art ». (art. 1308). L'article 487 est encore plus précis : « Le mineur émancipé qui fait un commerce, est réputé majeur pour les faits relatifs à ce commerce » Il faut pourtant excepter les aliénations d'immeubles qui ne peuvent être effectuées par lui, aux termes de l'article 6 du code de commerce, qu'« en suivant les formalités prescrites par les articles 457 et suivants du code civil ».

Mais le mineur commerçant ou artisan conserve le privilège de l'article 484 al. 2 à l'égard de tous ses actes étrangers à son commerce ou à son art dans les mêmes conditions que les autres mineurs émancipés.

Il est donc très important de faire cette distinction des actes civils ou commerciaux. Dans nombre de cas, il ne saurait y avoir de doute ; le caractère de l'acte ressort nettement de sa nature ou des circonstances qui ont entouré son accomplissement. Mais, en cas d'incertitude sur le but dans lequel l'acte a été passé, quelle règle faut-il

appliquer ? La Jurisprudence et la plupart des auteurs décident qu'il faut admettre, par extension de la solution énoncée par l'article 638 du code de commerce à propos de la compétence, le principe en vertu duquel les engagements souscrits par un commerçant sont présumés pris pour les besoins de son commerce. Par conséquent, lorsqu'un mineur émancipé commerçant ou artisan viendra demander la réduction de ses engagements pour cause d'excès il devra d'abord prouver que son obligation est étrangère à son commerce ou à son art (1).

§ 2. — QUI PEUT INTENTER L'ACTION EN RÉDUCTION ?

L'action en réduction est instituée en faveur des mineurs émancipés ; elle ne peut être exercée que par eux avec l'assistance de leur curateur. En effet les actions dérivant d'un contrat n'appartiennent qu'à ceux qui y ont figuré ou à leurs représentants. Or le mineur, n'ayant pas de représentant légal, a seul le droit d'agir (2).

Ce système a paru à quelques auteurs impuissant à protéger efficacement le mineur émancipé :

1^o Ce dernier le plus souvent ne voudra pas intenter l'action en réduction : il lui paraîtra indélicat de revenir sur un engagement qu'il a librement contracté. Il ne sera pas seulement arrêté par cette raison de sentiment mais aussi par la crainte de porter atteinte à son crédit. Il sait également que lorsque la réduction aura été prononcée, ses parents ou le conseil de famille pourront intervenir et lui retirer le bénéfice de l'émancipation (art. 485). La crainte de compromettre sa liberté le retiendra.

Ce premier argument n'est peut être pas très solide : l'action en réduction n'est pas fermée aux mineurs par

(1) Demolombe : VIII, n^o 342. — Lyon-Caen et Renault : I, n^o 233. — Cass., 23 mars 1857, D., 57, I. 126. —

(2) Aubry et Rau : I, p. 843. — Laurent : V, 24. — Baudry-Lacantinerie, Chéneaux et Bonnetarrère : Personnes, V, n^o 77. —

l'arrivée de la majorité ; elle dure, au contraire, après cette époque un certain temps que nous aurons à préciser plus loin. Or, lorsque les années auront passé depuis la conclusion du contrat qui compromet son patrimoine, le mineur émancipé appréciera plus froidement les circonstances qui ont précédé son engagement et n'hésitera pas à exercer l'action en réduction s'il s'aperçoit que son contractant a tiré parti de son inexpérience. Après sa majorité, il n'aura plus à redouter le retrait de l'émancipation. Les raisons données plus haut sont de nature à différer l'exercice de l'action en réduction ; mais ce retard ne nuira pas sérieusement au mineur.

2^o Les partisans de l'autre système insistent alors et disent : il n'est pas exact que l'incapable ne puisse éprouver aucun préjudice pas suite de son retard à former la demande en réduction. Au bout d'un certain temps, il est beaucoup plus difficile de réunir les preuves de l'excès. De plus, la réduction peut amener des restitutions réciproques. Or il faut que ces restitutions soient opérées au plus tôt. Après quelques années, elles peuvent devenir difficiles ou même impossibles par suite de divers événements, notamment l'insolvabilité du tiers contractant.

3^o Enfin le principal argument de la théorie qui réserve au mineur émancipé l'exercice de l'action en réduction est que toute mesure fondée sur l'incapacité ne peut être utilisée que par celui auquel elle est expressément accordée. Dans le système adverse, on répond que c'est là entendre la relativité de ces mesures dans un sens trop étroit ; il faut les accorder non seulement à ceux pour qui elles ont été créées mais à ceux qui ont pour mission de les protéger. C'est le but que la loi s'est proposé d'atteindre qui doit guider l'interprète.

Qui donc alors pourra former la demande en réduction ? La loi est muette. Deux solutions ont été proposées :

Demolombe (1) soutenait qu'il y avait lieu de compléter sur ce point l'œuvre imparfaite du législateur et de reconnaître le droit de demander au nom du mineur la réduction de ses engagements excessifs à son père, à sa mère et au conseil de famille. Cet auteur appuyait son système sur les arguments généraux présentés plus haut et il nommait les personnes que nous venons d'énumérer parce qu'elles ont la faculté d'exercer le retrait de l'émancipation organisé par l'article 485 c. civ. — La condition préalable du retrait, c'est que la réduction ait été prononcée ; si le mineur s'abstient de demander la réduction, l'article 485 devient lettre morte. Pour que le retrait devienne une réalité pratique, il faut que les personnes qui ont le droit de l'exercer, c'est-à-dire, le père, la mère ou le conseil de famille, puissent provoquer eux-mêmes la réduction.

Ce premier essai d'extension du droit d'intenter l'action de l'article 484 al. 2 n'est pas admissible (2) :

1^o Il n'est pas certain que le retrait soit nécessairement subordonné à l'application effective par les tribunaux de la réduction aux obligations du mineur. On peut soutenir qu'il suffit que leur caractère excessif ait été reconnu judiciairement.

2^o Même si la réduction doit nécessairement précéder la révocation de l'émancipation, la seule conclusion logique à tirer de cette constatation, c'est de dire que le retrait n'est pas accordé d'une façon absolue par la loi mais se trouve resreint dans ses conditions d'admission : les parents ne peuvent pas le provoquer par cela seul que la conduite du mineur leur inspire des inquiétudes ; il faut que le mineur ait contracté des obligations dont l'excès soit tel que l'action en réduction ait été exercée.

3^o D'ailleurs cette action et la révocation de l'émancipation sont deux institutions indépendantes qui ont

(1) Demolombe, VIII, n^o 347, 348.—

(2) Aubry et Rau : I, p. 843. — Laurent, V, n^o 241. —

chacune leur but particulier. La réduction peut être prononcée sans que la révocation s'ensuive.

Il ne faut donc pas donner le droit d'exercer l'action en réduction aux personnes qui pourront, si le mineur intente l'action en réduction, provoquer le retrait de l'émancipation.

Mais une autre personne, dit-on dans un second système, est toute désignée pour agir à la place du mineur lorsque celui-ci s'abstient : c'est son curateur. M. Lyon-Caen affirme cette solution à propos d'un arrêt de la Cour de Cassation du 24 juin 1896 qui admet le conseil judiciaire d'un prodigue à demander la nullité d'un engagement pris par ce dernier. Nous avons déjà signalé le rapprochement qui s'impose dans le système de la loi entre les situations respectives du prodigue et de son conseil judiciaire d'une part et d'autre part du mineur émancipé et de son curateur. Aussi M. Lyon-Caen généralise-t-il la décision de la Cour de Cassation et en dégage le principe suivant (1) : « Les personnes chargées de la protection des incapables ont le droit de demander la nullité des actes faits par ceux-ci, quand même ces personnes, n'ayant qu'un pouvoir d'assistance et non de représentation, n'ont pas l'exercice des droits de ces incapables, comme les représentant. Ce droit appartient à ces personnes en leur propre nom ». « La réduction des obligations contractées par le mineur émancipé peut être demandée, en cas d'excès, non seulement par le mineur lui-même mais aussi par son curateur ». « D'ailleurs, comme le curateur ne représente pas le mineur, il faut mettre en cause le mineur pour que la réduction soit opposable au mineur ».

Cette solution qui s'autorise du but de la loi est-elle fondée? Nous ne le pensons pas. D'abord le système de la Jurisprudence qui confère au conseil judiciaire l'exercice des actions du prodigue est critiqué par nombre

(1) Lyon-Caen : note au Sirey, 1897. I. 113. —

d'auteurs (1). Il n'y a pas de texte qui permette au curateur pas plus qu'au Conseil judiciaire de sortir de leur rôle purement passif : il n'est pas possible de les autoriser à se substituer aux incapables qu'ils doivent assister lorsque ces derniers se refusent à exercer une action qui ne compète qu'à eux. Mais, dit-on, le but de la loi n'est pas atteint dans ce système. On a voulu protéger le mineur contre sa propre faiblesse : si l'action en réduction n'est pas intentée promptement, le danger qui menace le mineur va peut-être devenir irrémédiable. Sans doute, répondrons-nous, si le législateur a voulu prévenir tous les maux dont peut souffrir le mineur, il n'a pas pris les moyens efficaces d'arriver à ce résultat. Mais l'intention du législateur ne ressort-elle pas des textes mêmes qu'il a rédigés ? Si la protection du mineur émancipé est incomplète, c'est qu'on a pas voulu le mettre à l'abri de tous les dangers. L'émancipation a été instituée pour permettre au mineur d'acquérir progressivement l'expérience de la vie. N'est-ce pas une opinion vulgaire que l'expérience ne s'acquiert pas sans éprouver quelques déceptions et supporter quelques pertes ? Nous pensons d'ailleurs que les transformations désirables dans la théorie de l'émancipation doivent s'inspirer d'une plus grande confiance accordée au mineur jugé digne de ce bénéfice.

§ 3. — A QUELLES PERSONNES PEUT PROFITER L'ACTION
EN RÉDUCTION ? (2)

I. — Le bénéfice de l'article 484 al. 2, de même que celui de la rescision, est strictement personnel au mineur émancipé dans le sens des articles 1208 et 2034 du code civil : il ne peut être invoqué ni par les personnes qui ont contracté avec le mineur, ni par ses codébiteurs solidaires, ni par ces cautions.

(1) Glasson : note au Dalloz, 1895. 2. 427. — Baudry-Lacantinerie, Chéneaux et Bonbecarrère : Personnes, I, n° 1021, 1022. —

(2) Aubry et Rau : IV, § 335, p. 424. — Laurent : XVIII, n° 541 et suiv. —

II. — Mais l'action en réduction n'est pas exclusivement attachée à la personne du mineur au sens de l'article 1166 ; elle peut être proposée en son nom par ses créanciers et se transmet à ses héritiers. Ce sont encore les solutions admises pour l'action en rescision (1) que nous appliquons à la théorie de la réduction.

§ 4. — CONTRE QUELLES PERSONNES PEUT FONCTIONNER
L'ACTION EN RÉDUCTION ?

Elle doit être admise quelle que soit la personne qui ait contracté avec le mineur émancipé, alors même qu'elle serait mineure elle-même. Voici par exemple un mineur émancipé qui achète à crédit des bijoux d'un mineur en tutelle et les donne. L'acquéreur peut-il prétendre que la dépense était excessive eu égard à sa situation et demander la réduction ? Son vendeur est comme lui, plus que lui même, protégé par la loi à raison de sa jeunesse. Auquel le juge doit-il donner la préférence ? A celui qui s'est constitué débiteur (2) , c'est-à-dire au mineur émancipé bien que son vendeur fasse une perte s'il ne reçoit pas le paiement intégral du prix convenu. L'action en réduction, comme l'action en nullité ou en rescision (3), est indépendante de la capacité de la personne contre laquelle on l'exerce.

Section II. — Quels sont les actes à l'égard desquels
l'action en réduction est susceptible de fonctionner ?

§ 1. — PRINCIPES.

Ce sont ceux que le mineur émancipé a la capacité d'accomplir sans aucune assistance et sans l'observation

(1) Bastia, 26 mai 1834 : S. 1835, 2. 27. — Rouen, 9 janvier 1838, S. 1838. 2. 110.—

(2) V. f. 11 § 6 Dig., de minoribus, IV, 4.—

(3) Larombière : Obligations, IV, art. 1312, n° 14. — Laurent, XVIII, n° 545.—

de formalités spéciales lorsqu'ils font naître une obligation de sommes d'argent.

La Jurisprudence admet une doctrine beaucoup plus large. Elle se fonde sur les termes assez vagues de l'article 484 al. 2 qui visent « les obligations contractées par voie d'achats ou autrement ».

La Cour de Cassation a quelquefois (1) décidé que cette formule embrassait toutes les obligations souscrites par les mineurs émancipés quelles qu'en fussent les causes, même les engagements pris dans l'intérêt d'autrui. Il s'agissait dans l'arrêt du 17 août 1841 d'un billet souscrit par deux mineurs émancipés en renouvellement d'autres billets dûs par leur père accusé de faux. Les enfants avaient promis de désintéresser le créancier pour obtenir le désistement de sa poursuite pénale. Le tribunal de commerce d'Evreux avait maintenu cet engagement sous prétexte qu'il n'excédait pas les moyens des mineurs et avait un but utile : la conservation de l'honneur de leur père. Le pourvoi fut rejeté par la Cour de Cassation.

Mais ce système n'a pas prévalu. Il se heurte directement au texte de l'article 483 du code civil : c'est l'action en nullité qui doit être intentée par le mineur émancipé lorsqu'il a contracté un emprunt ou s'est obligé dans l'intérêt d'autrui sans l'avis du conseil de famille homologué par le tribunal (2).

Actuellement, la Cour de Cassation, tout en faisant exception pour les actes soumis par la loi à l'observation de formalités spéciales, admet l'application de l'article 484 al. 2 à toutes les obligations contractées par le mineur émancipé, sans se préoccuper de savoir si elles

(1) V. notamment : Cass. req., 17 août 1841, S., 1841. 1. 614. — Paris 26 avril 1822, Dalloz : Répertoire, au mot : Obligations, n° 2906. —

(2) Demolombe : VIII, n°s 318 et 333. —

Bourges 13 août 1838, S., 38. 2. 490. — Paris 25 juillet 1843, S., 1843, 2. 379. —

Cassation 19 juillet 1850, S., 1851. 1. 123. — Amiens, 4 mars 1882, Gaz. Pal., 82. 2. 340. —

rentrent ou non dans les limites de sa capacité. Ce système est très clairement expliqué par un arrêt de la Chambre des requêtes du 29 juin 1857 (D. 58. 1. 33) (1) dont les termes méritent d'être rapportés: « Attendu qu'il s'agissait au procès, moins de savoir si le mineur émancipé avait le droit général et absolu d'acquérir des immeubles que de décider si l'acquisition, une fois faite, pouvait être annulée pour partie comme portant préjudice au mineur aux termes de l'article 484 al. 2 du code civil. — Attendu que la disposition de cet article est générale, qu'elle n'admet aucune exception et qu'elle déclare réductibles en cas d'excès toutes les obligations contractées par un mineur émancipé... »

Dès lors, quand il s'agit d'actes dépassant sa capacité, le mineur émancipé a le choix entre l'action en rescision pour lésion et l'action en réduction pour excès. Et certaines décisions confondent en effet ces deux moyens de droit. Ainsi l'arrêt de la Cour de Colmar du 31 janvier 1826 (2) statue sur la validité d'une acquisition d'immeubles faite par un mineur émancipé ; il déclare l'article 484 al. 2 seul applicable à la cause ; mais, se fondant sur une expertise estimant la valeur réelle de l'immeuble à 2.800 francs, il réduit à cette somme le prix de vente primitivement fixé à 5.400 francs. Or, l'article 484 permet la réduction lorsqu'il est établi que le chiffre de l'obligation du mineur est exagéré par rapport à sa situation sociale et à ses ressources et non par rapport à la valeur réelle des biens acquis. La Cour de Colmar a confondu les deux notions d'excès et de lésion. Il s'agissait d'un cas de lésion mais non d'excès ; le préjudice consistait en une lésion *stricto sensu* : il pouvait fonder une action en rescision mais non l'action en réduction.

(1) Voir aussi : Toulouse, 24 juin 1825, Dalloz, J. G. V^o Obligations n^o 2914. — Colmar, 31 janvier 1826, S., 1826. 2 187. — Cass. req. 15 décembre 1832, S., 1833. 1. 687. — Cass. req. 21 août 1882, S., 83. 1 113 et D., 83. 1. 339. — Cass. 2 décembre 1885, D., 86. 1. 294. — Cass. 10 février 1890, D., 91. 1. 293. — Paris 20 Mars 1904, D., 06. 2. 25.—

(2) V. note 1.

Aussi n'admettons-nous pas la doctrine de la Jurisprudence. Mais, tout en condamnant ce système, nous devons reconnaître que, très souvent, il conduira à des solutions faussement motivées mais justes au fond. En effet l'excès est une des formes de la lésion. Or voici un mineur émancipé qui soumet à un tribunal un engagement qu'il a contracté seul et dont il prouve l'excès selon les règles de l'article 484 al. 2. Qu'importe que cet acte excède ou non les bornes de sa capacité? Les tribunaux accorderont au mineur sous le nom de rescision ou de réduction la satisfaction qu'il demande. Sans doute, répondrons-nous; mais si le curateur a été présent à l'acte, la rescision doit être refusée si cette assistance était nécessaire et suffisante; tandis que la réduction doit être accordée malgré l'intervention du curateur si le mineur avait la capacité de prendre cet engagement.

Voici donc la première condition de l'application de l'article 484 al. 2: l'acte doit être de ceux que le mineur émancipé peut valablement accomplir seul. Cela résulte de l'article 1305 qui admet l'action en rescision contre les conventions qui dépassent sa capacité. Cette mesure préserve le mineur émancipé des dangers motivant la réduction en même temps que des autres dommages qui constituent également une lésion: quand il y a lieu à rescision, il ne faut pas parler de la réduction.

Les actes que le mineur émancipé a la capacité de faire seul sont, aux termes de l'article 481, les actes de pure administration. C'est donc seulement dans ce domaine des actes de pure administration que peut fonctionner l'article 484 al. 2 qui apporte par conséquent une restriction à la liberté accordée au mineur émancipé par l'article 481 (1). C'est l'*ultimum subsidium* de celui-ci lorsqu'il exerce son activité dans le cercle des droits qui lui

(1) Baudry-Lacantinerie, Chéneaux et Bonnacarrère: Personnes, V, n^{os} 738, 742. —

sont conférés par la loi : car alors il se trouve privé à la fois de l'action en nullité et de l'action en rescision.

Cette interprétation des articles 481 et 484 al. 2 est d'ailleurs conforme aux déclarations faites lors de la préparation du Code civil (1) : « Puisque (le mineur émancipé), disait Berlier au Conseil d'Etat, est appelé à l'administration de ses biens, il doit avoir les moyens d'y pourvoir. Il aura donc la faculté d'acheter les choses utiles à son entretien et à l'exploitation de ses biens ; mais *jusque dans l'exercice de cette faculté*, il sera placé sous une législation spéciale ; car s'il contractait des obligations immodérées, les tribunaux pourraient les réduire en prenant en considération la fortune de l'émancipé, la nature de ses dépenses et la bonne ou mauvaise foi des personnes qui auront contracté avec lui ».

Une seconde condition est nécessaire pour l'application de l'action en réduction : elle résulte des termes mêmes de l'article 484 al. 2 : il faut que le mineur soit obligé au paiement d'une somme d'argent. Tous les actes qui ne constituent pas le mineur en dépenses sont donc exclus.

1^o Sont inattaquables les actes purement conservatoires (2) c'est-à-dire ceux qui n'apportent aucune modification au patrimoine mais empêchent seulement les pertes qui pourraient l'atteindre. Ce sont par exemple les protêts, les saisies, les réquisitions d'inscriptions, de transcriptions, d'apposition ou de levée des scellés, les inventaires, les sommations, les mises en demeure, etc. Ces actes entraînent quelques déboursés à la charge de ceux qui les passent, mais assez faibles ; et il importe au mineur qu'aucune contestation ne puisse être soulevée sur leur validité.

(1) Locré : VII, p. 243 n^o 24, in fine. —

(2) Planiol : I, n^o 2006. — Laurent : V, nos 221, 222. — Baudry-Lacantinerie, Chéneaux et Bonbecarrère : Personnes : n^o 729. — Aubry et Ruau : I, § 132, p. 841 et suiv. — Demolombe, VIII, n^o 280, 331 et suivants. —

2^o Sont également à l'abri de tout recours de la part du mineur émancipé les actes de pure administration qui ne le rendent pas débiteur de sommes d'argent (1). Son patrimoine peut subir de ce fait une certaine perturbation mais ni son capital ni la totalité de ses revenus ne peuvent être compromis. Il en sera ainsi lorsque par exemple le mineur aura loué ses biens dans de mauvaises conditions, pour un prix inférieur à leur valeur de jouissance (2), quand il aura vendu ses récoltes à bas prix, acheté des objets trop cher, mais au comptant. Dans tous ces cas, le préjudice que le mineur éprouvera est limité et la loi ne le protège pas contre une éventualité de cette nature.

Un contrat d'assurance sur la vie (3) sera donc valablement contracté par un mineur émancipé, et à l'abri de toute demande en réduction ; car l'assuré ne prend aucun engagement pour l'avenir, le paiement des primes est facultatif.

Quelques auteurs (4) estiment que la mise en jeu de l'action en réduction exige une troisième condition : il faudrait que l'engagement ait un caractère civil. Les opérations commerciales du mineur émancipé seraient soumises à un autre régime : celui des actes assujettis à l'observation de formalités spéciales. Les obligations commerciales seraient nulles ou aussi valables que si elles avaient été faites par un majeur. — Les actes de commerce sont en effet inattaquables lorsqu'ils ont été accomplis par un mineur régulièrement habilité à faire le commerce (art. 487 du Code civil, art. 2 et 3 du code de commerce). Mais si les conditions exigées par les articles 2 et suivants du code de commerce n'ont pas été

(1) Demolombe: VIII, n^o 331 et suiv. — Aubry et Rau: I, § 132, p. 841 et suiv. —

(2) Tribunal civil de Lyon, 31 juillet 1885 : *Moniteur judiciaire de Lyon* du 16 novembre 1885. —

(3) Voir à propos du prodigue pourvu d'un conseil judiciaire : note de M. Esmein : S. 97. 1. 225. —

(4) Lyon-Caen et Renault: *Manuel*, n^o 59. — Thaller, n^o 155. —

remplies, les actes de commerce du mineur émancipé sont nuls pour omission des formes légales. Et il a été jugé parfois en effet que les actes de commerce émanés d'un mineur non habilité à faire le commerce étaient nuls (1).

La sanction attachée par ce système à l'inobservation des conditions requises par les articles 2 et 3 du Code de commerce est exagérée. De l'absence de ces conditions, il résulte évidemment que le mineur n'est pas commerçant et cesse d'être justiciable des tribunaux de commerce (2). Les opérations qu'il a faites cessent d'avoir un caractère commercial et sont assimilables aux actes civils. Leur validité doit être appréciée selon les principes généraux du code civil. Par conséquent, lorsqu'un mineur émancipé n'a pas rempli toutes les conditions exigées par la loi pour acquérir la qualité de commerçant, ses engagements quels qu'ils soient, mais relatifs à la pure administration de ses biens, sont sujets à la réduction en cas d'excès (3).

§ 2. — APPLICATIONS

Nous allons maintenant passer en revue quelques applications pratiques de l'action en réduction : nous parlerons d'abord de celles qui remplissent les deux conditions que nous avons déclarées nécessaires, c'est-à-dire concernant des obligations de sommes d'argent ayant

(1) Voir : Dijon, 8 janvier 1845, D., 45. 2. 80. — Tribunal de commerce de St-Gaudens, 2 Décembre 1881, D., 82. 3. 112. — Rennes 16 avril 1894, Gaz. du Palais, 1894. 1. 589. — Paris, 20 janvier 1904, D., 06. 2. 25. —

(2) Dijon, 8 janvier 1845, D., 45. 2. 80. — Rouen, 23 juillet 1858, D., 59. 2. 216. — Cass. civ. 6 août 1862, D., 62. 1. 375. —

(3) M. Cohendy : Cours de Droit commercial. — Aubry et Rau, I, p. 842. — Boistel, n. 84. — Massigli : Revue critique, 1884, p. 262. — Rouen, 23 juillet 1858, D., 59. 2. 216. — Nancy, 12 janvier 1875, S. 75. 2. 52. — Cass. req. 21 août 1882, D., 83. 1. 339. — Paris, 17 décembre 1885, S. 86. 2. 37. —

trait à la pure administration (1). Nous indiquerons ensuite les applications plus extensives faites par la Jurisprudence de la théorie de la réduction.

I. — APPLICATIONS DE L'ARTICLE 484 AL. 2 AUX OBLIGATIONS DE SOMMES D'ARGENT CONCERNANT LA PURE ADMINISTRATION.

Le mineur émancipé, sans dépasser les bornes de sa capacité, est amené à passer des contrats que nous rangerons en deux catégories :

1^o Ceux qui ont trait à son entretien et à son logement.

2^o Ceux qui ont pour objet la conservation ou la mise en valeur de ses biens.

1^{re} catégorie d'actes de pure administration : Le mineur émancipé doit pourvoir à sa nourriture, à son entretien et à son logement.

1^o Dans ce but, il fait des achats à crédit, soit d'objets de première nécessité (2), tels que denrées et autres substances alimentaires, vêtements, etc., soit de mar-

(1) Les décisions de jurisprudence sont assez rares sur ce point. Dans la pratique, en effet, on use fort peu de l'émancipation expresse. L'émancipation tacite par le mariage est un peu plus fréquente. C'est la principale raison de la rareté des arrêts. On peut penser aussi que les textes du code sont tellement clairs que les particuliers s'y conforment sans que les tribunaux aient à intervenir. Il faut croire surtout que la menace de l'article 484 al. 2 inspire de la prudence aux fournisseurs du mineur émancipé et les porte à refuser tout crédit.

Quoiqu'il en soit, nous compléterons les exemples de la jurisprudence par ceux qui sont donnés à propos du prodigue pourvu d'un conseil judiciaire auxquels les arrêts appliquent la théorie de l'article 484 al. 2. Nous examinerons aussi les espèces concernant le mineur non émancipé dans lesquelles l'action en rescision pour lésion a été mise en jeu à raison de circonstances constitutives de l'excès au sens de l'article 484 al. 2.

(2) Mineur émancipé : Rouen, 23 juillet 1858, D., 59. 2-216. — Nancy, 12 janvier 1875, S., 75. 2-52. — Paris, 17 décembre 1885, S., 86. 2-37.

Prodigue pourvu d'un conseil judiciaire : Orléans, 9 juin 1853, D., 54, 5 442. — Cass. req., 3 avril 1855, D., 55. 1-130. — Cass. civ., 1^{er} avril 1860, D., 60. 1-316. — Lyon, 20 mai 1861, D., 61. 2-165. — Cass., 14 juil. 1875, D., 76. 2-202. — Cass., 2 déc. 1885, D., 86. 1-128. — Lyon, 9 juin 1883, D., 84. 2. 83. — Besançon, 7 août 1889, D., 90. 2. 64. — Cass. req., 22 déc. 1891, D., 92. 1-536. — Tribunal de commerce de Tourcoing, 30 avril 1901, D., 02. 2-342. — Tribunal civil de Lyon, 20 novembre 1903, *Moniteur judiciaire de Lyon* du 26 décembre 1903.

chandises ou de meubles, soit enfin d'objets de luxe, et nous entendons parler, sous cette dénomination, de bicyclettes (1), de chevaux de sang, de voitures (2), de bijoux (3), etc.

2^o Il peut également prendre à loyer des immeubles (4), louer des meubles (5), tels que des pianos, etc., engager des domestiques, passer lui-même des contrats de travail avec des employeurs (6), par exemple avec des directeurs de théâtre (7), etc.

2^{me} catégorie d'actes de pure administration sujets à l'application de l'article 484 al 2 : contrats ayant pour objet la conservation ou la mise en valeur des biens :

1^o Contrats d'assurances (8) contre l'incendie ou contre les accidents ;

2^o Pour les traités avec les entrepreneurs pour les réparations d'entretien à faire aux biens, nous croyons utile de faire une distinction :

Pour les travaux de peu d'importance, notamment les petites réparations au sens de l'article 1754 du Code civil, il n'y a pas de doute ; le mineur émancipé a le droit de les commander seul, car ce sont des dépenses auxquelles

(1) Mineur en tutelle : Tribunal de paix de Chatelou (Puy-de-Dôme), 2 juin 1906, *Recueil des Sommaires*, 1906, n^o 6323.

(2) Mineur émancipé : Bruxelles, 20 pluviôse, an XIII, S., an XIII, 2-26. Prodiges : Cass. req., 7 juillet 1902, D., 02. 1-422.

(3) Mineur émancipé : Tribunal de commerce de la Seine, 23 août 1898, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 14 novembre 1898.

Mineur en tutelle : Tribunal civil de Grenoble, 13 janvier 1910, *Recueil des Sommaires*, 1911, n^o 3444.

(4) Mineur émancipé : Demolombe, VIII, n^o 281. — Troplong : Louage, I, n^o 147. — Aubry et Rau : I, § 132. — Laurent : V, n^o 219.

Prodiges : Cass. civ., 2 décembre 1885, D., 86. 1-128. — Paris, 16 janvier 1890, D., 92. 2-209.

(5) Mineur en tutelle : Tribunal de commerce de Marseille, 10 mars 1910. *Recueil des Sommaires*, 1910, n^o 6378.

(6) Demolombe, VIII, n^o 281.

(7) Mineurs en tutelle : Paris, 8 juillet 1882, *Gazette du Palais*, 1882, 2.265. Cass., 13 février 1906. D., 07. 1-33.

(8) Répertoire de Fuzier-Herman, V^o assurances, n^o 167.

il est d'usage de faire face avec les revenus. C'est donc l'article 484 seul, qui s'appliquera en cas d'excès (1).

Mais pour les grosses réparations (2), les entrepreneurs savent qu'elles sont de nature à entamer le capital ; le mineur émancipé n'a pas la capacité de passer seul un marché de cette importance ; il doit se faire autoriser par le conseil de famille et, à défaut de cette autorisation, il pourra invoquer la théorie de la nullité pour incapacité (3).

3^o La même distinction s'impose à plus forte raison pour les travaux d'embellissement, d'amélioration et les constructions nouvelles.

Si ces travaux sont peu importants et de nature à être payés sur les revenus, le mineur pourra les faire exécuter seul, sauf à demander la réduction pour excès si les circonstances le lui permettent. Le Tribunal civil de la Seine (jugement du 18 juin 1896, *Gazette du Palais*, 96, 2, supp. 10), a appliqué cette théorie au mineur en tutelle, à propos d'une installation d'éclairage électrique ; le contrat a été maintenu parce que « le prix n'était pas excessif et qu'il présentait une utilité » (4).

S'il s'agit, au contraire, de travaux considérables, le tiers a eu tort de traiter à crédit avec le mineur émancipé sans une autorisation du conseil de famille : il se verra appliquer la théorie de la nullité (5).

(1) Travaux d'entretien concernant le prodigue : V. Paris, 20 déc. 1901, *Pandectes* 1903, 2-95.

(2) Par exemple celles de l'article 606, du Code civil.

(3) Demolombe : VII, nos 651, 652, et VIII, nos 279, 280, 294. — Laurent : V, n^o 217. — Iluc : III, art. 483.

(4) Voir aussi pour des travaux de décoration effectués pour le compte d'un prodigue pourvu d'un conseil judiciaire : Paris, 20 décembre 1901, précité, P., 03. 2. 95.

(5) Voir note 4.

II. — APPLICATIONS PLUS EXTENSIVES FAITES PAR LA JURI-PRUDENCE DE LA THÉORIE DE LA RÉDUCTION

Le système de la jurisprudence, qui applique l'article 484, al. 2 à tous les engagements du mineur émancipé, sauf ceux pour la validité desquels la loi a prescrit l'observation de formalités spéciales, nous oblige à examiner d'autres contrats.

1^o Il est évident que la théorie de la réduction devient applicable à tous les traités, sans restriction, conclus avec des entrepreneurs pour l'entretien ou l'amélioration des biens et même les constructions nouvelles (1).

2^o Elle fonctionnera aussi à l'occasion des opérations de bourse faites par le mineur émancipé. Il a été jugé en ce qui concerne le mineur en tutelle que de telles opérations faites par ce dernier sans l'autorisation de son tuteur étaient seulement rescindables pour lésion (2). La Cour de Paris, il est vrai, a décidé, au contraire, (arrêt du 13 janvier 1885, D., 85. 2.178) que le tuteur ne peut souscrire à l'émission d'actions libérées d'un quart qu'avec l'autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal. Mais le même arrêt semble considérer ce même engagement comme permis au mineur émancipé. Car, dans un de ses considérants, la Cour rejette en ces termes l'argument que l'adversaire du mineur avait voulu tirer d'une ratification : « Considérant, d'autre part, qu'il n'est produit aucune justification suffisante de la ratification que, *depuis son émancipation*, Jules Legru (le mineur), aurait donnée à la souscription d'actions dont s'agit ».

En effet, la loi n'a pas prévu l'observation de formalités spéciales pour la validité de cet acte. Il faudrait alors le permettre au mineur émancipé, sauf la réduction en cas d'excès. Mais ici l'application logique du systè-

(1) Aubry et Rau : I, § 132.

(2) Tribunal de commerce de la Seine, 10 février 1904, Gaz. Pal. 1904, 1-737.

me de la Jurisprudence, ne conduit-elle pas à des conséquences désastreuses ?

1. L'obligation du souscripteur d'actions non libérées est très grave ; elle ne disparaît pas avec la transmission du titre mais subsiste jusqu'à complète libération (1). De plus, on ne sait pas à quel moment il faudra répondre à l'appel de fonds qui sera fait par la société.

2. D'un autre côté, l'application de la théorie de la réduction serait désastreuse pour les sociétés de commerce, qui doivent toucher exactement à l'échéance les sommes qui leur ont été promises par souscription. Il ne faut pas qu'on puisse les désintéresser par un paiement partiel (2).

3^e Acquisitions d'immeubles : un ancien arrêt de la Cour de Toulouse du 14 décembre 1809 (3) avait décidé, avec raison à notre avis, que le mineur émancipé ne peut, sans l'autorisation du conseil de famille, contracter d'engagements pour payer le prix d'une acquisition d'immeubles. L'achat d'immeubles à crédit est un acte trop grave pour constituer un acte de pure administration (4). Il est exagéré de dire qu'« un achat pareil implique un emprunt » (5), ce qui rendrait nécessaire l'intervention du tribunal (article 483). Le prêt d'argent est un acte essentiellement dangereux, car il facilite toutes les dissipations ; mais, lorsque le mineur use de son crédit pour se rendre propriétaire d'un immeuble, son patrimoine

(1) Paris, 19 février 1885, D., 85. 2. 181.

(2) En ce qui concerne le prodigue pourvu d'un conseil judiciaire, il a été jugé que les obligations qu'il peut contracter sous forme d'achats de valeurs à terme sont nulles et non seulement réducibles. En conséquence le prodigue a pu réclamer la somme qu'il avait remise à titre de couverture à l'agent chargé des opérations. Lyon, 9 juin 1883, D., 84, 2-83.

(3) S., 1809, 2-461. — Voir aussi Rouen, 24 juin 1819, Répertoire Dalloz : v^o minorité, n^o 810.

(4) L'achat d'immeubles au comptant par le mineur émancipé est un utile emploi de ses deniers et ne peut être réduit parce qu'il ne crée pas de dettes (Laurent V, n^o 217).

(5) Laurent : V, n^o 217.

est beaucoup moins exposé. Il fait un acte de spéculation, c'est vrai; l'autorisation du conseil de famille est donc nécessaire, mais elle suffit.

La Jurisprudence actuelle est beaucoup moins exigeante : elle déclare valables les acquisitions d'immeubles faites par le mineur émancipé et seulement réducibles en cas d'excès (1).

Ainsi, en cas d'adjudication d'immeubles, il a été jugé (2), que les enchères portées par un mineur émancipé étaient valables et que l'adjudication avait été à bon droit prononcée à son profit. Le prix n'ayant pas été payé, la revente sur folle enchère fut ordonnée et le mineur reconnu débiteur, vis à vis des intéressés, de la différence entre le prix de l'adjudication et celui de la vente sur folle enchère. L'application de l'article 484, al. 2, en l'espèce, fut écartée sous prétexte que le mineur était créancier hypothécaire et avait intérêt, pour sauvegarder sa créance, à pousser les enchères, alors d'ailleurs que les immeubles vendus avaient une valeur sérieuse et que les engagements pouvant dériver des enchères à la charge du mineur, n'excédaient pas ses ressources.

4^o L'acquisition à crédit d'un fonds de commerce n'est pas non plus un acte de pure administration. Ses résultats sont très incertains. Le mineur émancipé ne devrait donc pouvoir contracter un engagement de cette nature qu'après avoir obtenu l'autorisation du conseil de famille (3). Cet avis ne peut être suppléé par l'assentiment du curateur, car cet acte ne rentre pas dans l'énumération de l'article 482.

Sur cette question la Jurisprudence est divisée.

(1) En ce sens, Aubry et Rau : I, § 132. — V. Toulouse, 24 janv. 1826, S., 26. 2-187. — Cass. req., 15 décembre 1832, S., 33. 1-687. — Cass., 29 juin 1857, D., 58. 1.33. — Cass. req., 10 février 1890, D., 91, 1-292.

(2) Tribunal d'Oloron, 21 janvier 1893. Gaz. Pal., 95. 2. supp. 14. —

(3) Massigli, *Revue critique*, 1884, p. 262. — Lyon-Caen, note au Sirey, 1883, 1-113.

Il a été jugé quelquefois que l'acquisition à crédit d'un fonds de commerce avait un caractère commercial et était nulle pour omission des formes légales lorsqu'elle était faite par un mineur émancipé non habilité à faire le commerce (1).

Les espèces qui se sont présentées concernaient, en général, des femmes mineures émancipées par le mariage, qui s'étaient engagées, conjointement et solidairement avec leur mari, au paiement du prix du fonds de commerce. Or l'achat d'un fonds de commerce n'est pas un acte de commerce par sa nature : ainsi une telle acquisition faite par un père pour son fils n'est pas une opération commerciale. L'engagement de la femme mariée dans les conditions que nous venons d'indiquer n'avait pas non plus un caractère commercial, car il s'agissait d'une exploitation du fonds de commerce à faire en commun ou par le mari seul. La femme ne devenait pas commerçante, car elle ne prend cette qualité que si elle gère un commerce distinct de celui de son mari.

Aussi d'autres décisions, faisant application de la doctrine généralement admise, déclarent-elles, sans s'occuper de son caractère civil ou commercial, l'obligation de la femme valable, mais réductible en cas d'excès (2).

(1) Rennes, 16 avril 1894, *Gazette du Palais*, 1894, 1. 589. — Paris, 20 janvier 1904, D., 06., 2. 25.

(2) Cass., 21 août 1882, D., 83, 1. 339. — Paris, 29 mai 1886, *Gazette du Palais*, 87., 1. 41.

Section III. — Exceptions et moyens de défense opposables à l'action en réduction.

Les tiers contre lesquels le mineur émancipé invoque le bénéfice de la réduction peuvent lui opposer les mêmes exceptions qui permettent de répondre à une demande en rescision pour lésion : c'est-à-dire le dol du mineur, sa ratification ou la prescription. Ils peuvent également, comme moyens de défense, exciper de leur bonne foi ou offrir de modérer leur créance.

§ 1. — DOL DU MINEUR

Le mineur émancipé qui emploie des manœuvres frauduleuses pour décider un tiers à conclure un contrat avec lui se rend indigne de la protection de la loi : il restera tenu malgré l'excès dont son engagement peut être entaché (art. 1310). Une simple déclaration de majorité ne constitue pas un dol et n'entraîne pas la privation de l'action en réduction (art. 1307). Comme exemples de manœuvres constitutives de dol, nous citerons la production d'un faux extrait de naissance faisant croire à sa majorité, ou d'un faux certificat d'inscription à la patente le faisant passer pour négociant (1).

On peut également considérer comme un quasi-délit le fait de post-dater l'acceptation d'une lettre de change (2). D'ailleurs, il ne faut pas oublier que le caractère frauduleux de ces manœuvres est souverainement apprécié par les juges du fait. Les apparences sont souvent trompeuses ; il faut toujours chercher à se rendre compte si les faits reprochés au mineur ont été accomplis par lui de sa propre initiative ou sous l'inspiration de son cocontrac-

(1) Mineur non émancipé : Tribunal de Lyon, 26 janvier 1909, *Moniteur judiciaire de Lyon* du 17 septembre 1909.

(2) Thaller, note au D., 1895, 2. 25. — Cass. req., 15 nov. 1898, D., 98, 1. 438. — Cass., 21 mars 1899, D., 99. 1. 192.

tant ; les gens malhonnêtes qui traitent avec un incapable cherchent tous les moyens de tourner les prescriptions légales et ont souvent la précaution et l'habileté de conseiller eux mêmes à celui-ci l'emploi de manœuvres frauduleuses dont ils se prévalent ensuite pour demander le maintien du contrat. Il incombe à la prudence et à la sagacité des juges de déjouer ces fraudes.

§ 2. — CONFIRMATION

Lorsqu'un mineur émancipé, devenu majeur, confirme les engagements qu'il a souscrits en état de minorité, il ne peut plus, aux termes de l'article 1311, en demander ni la nullité, ni la rescision : nous ajouterons : ni la réduction. L'acte devient inattaquable, que la ratification soit expresse ou tacite.

§ 3. — PRESCRIPTION

La confirmation tacite résulte d'actes impliquant directement et nécessairement l'intention de renoncer à toute action fondée sur l'incapacité. Elle résulte aussi du silence du mineur prolongé pendant un certain temps.

Le point de départ de ce délai, quelle qu'en soit la durée, ne peut avoir lieu que le jour où la confirmation devient possible, c'est-à-dire le jour de la majorité.

Au bout de combien de temps la prescription sera-t-elle acquise ? Aucun texte ne détermine ce délai. Pourtant il ne faut pas appliquer l'article 2262 qui fixe à trente ans la durée des actions tant réelles que personnelles, en l'absence d'un texte établissant une prescription plus courte. Après 10 ans, croyons-nous, l'action en réduction est éteinte parce que c'est une mesure de la même nature que l'action en rescision dont la durée est limitée à 10 ans par l'article 1304 du code civil.

Mais, l'exception que le mineur émancipé peut tirer de l'article 484 al. 2 n'est pas couverte par le même laps de temps : voici par exemple un mineur qui achète des bijoux trop coûteux : il ne les paie pas. Plus de

10 ans après la majorité de son débiteur, le joaillier l'assigne en paiement du prix. Le jeune homme, qui ne se retranche pas derrière la prescription biennale de l'article 2272, pourra encore se prévaloir de l'article 484 al. 2 pour demander la réduction de sa dette. C'est le cas d'appliquer l'adage : *Quae temporalia sunt ad agendum perpetua sunt ad excipiendum*. Le mineur conserve la défense que la loi lui accorde tant que son créancier peut utiliser l'action née du contrat (1).

§ 4. — BONNE FOI DU TIERS CONTRACTANT

Nous avons dû parler de la bonne foi du tiers contractant à propos de l'analyse de la notion d'excès. Rappelons seulement ici que la preuve de cette circonstance incombe, par exception au droit commun, au tiers lui-même. Le mineur doit établir l'exagération de ses engagements par rapport à ses besoins et à sa fortune. Il reste alors une ressource au tiers pour éviter la réduction : justifier qu'il avait de bonnes et valables raisons de croire que l'obligation était raisonnable pour le mineur, étant donné ses besoins apparents.

§ 5. — LE CRÉANCIER DU MINEUR PEUT-IL ÉVITER LA RÉDUCTION EN OFFRANT LUI-MÊME DE MODÉRER SES PRÉTENTIONS ?

Il y aura intérêt, par exemple, pour éviter la condamnation aux dépens par le tribunal.

La question est discutée en doctrine à propos de l'action en rescision pour lésion. Vivement combattue par Demolombe (XXIX, n° 41, et Larombière (Obligations, IV, a. 1305, n° 20), la réponse affirmative est soutenue

(1) Aubry et Ràu : IV, § 339, p. 458. — Demolombe : XXIX, n° 450. — Toulouse, 9 juillet 1839, D., 59., 2. 201. — Grenoble, 6 mai 1902, D., 03., 2. 335. — Ce système est contesté par Laurent : XIX, n° 57 et suivants. — Baudry-Lacantinerie et Burde : Obligations, III, n° 2039.

par Aubry et Rau (IV, § 353, p. 416), Laurent XVIII, n° 528, Baudry-Lacantinerie et Baudry : Obligations, III, n° 1937. Ces derniers appliquent par analogie à l'action en rescision des mineurs la solution donnée par les articles 1681 et 891 à l'action en rescision des majeurs.

Un système intermédiaire nous paraît préférable. Il n'y a pas, en ce qui concerne les mineurs, de textes analogues à ceux que nous venons de citer, et qui s'imposent aux tribunaux. Les juges restent libres, après l'offre du tiers, d'apprecier la conduite à tenir et d'appliquer la mesure qui leur paraît conforme aux intérêts du mineur.

Section IV. — Effets de la réduction.

En ce qui concerne les effets, peut-on maintenir le parallélisme entre l'action en réduction et l'action en rescision? S'il en est ainsi, nous aurons établi l'identité de nature de ces deux actions dont nous avons commencé la preuve par l'analyse des causes qui les mettent en jeu.

Voici pourtant l'opinion généralement admise : « La rescision fait tomber l'acte tout entier : il est censé n'avoir jamais existé. La réduction a simplement pour effet de restreindre l'engagement (1) ». Cette distinction s'appuie faussement sur la signification apparente des termes mêmes de réduction et de rescision.

1. Le sens de ces mots ne peut s'expliquer qu'en se reportant à l'origine historique de ces deux actions. A Rome, comme dans notre ancien droit, la rescision en entier, en dépit de son nom, était une mesure dont les magistrats pouvaient librement user pour apporter aux contrats intéressant les mineurs les modifications qu'ils jugeaient nécessaires. Cette règle traditionnelle a été conservée par le code : le silence des travaux préparatoires sur ce point le prouve.

(1) Baudry-Lacantinerie et Baudry : Obligations, III, n° 1956. —

2. Si, en général et théoriquement, l'application de l'action en rescision a pour conséquence l'anéantissement de l'acte (1), pratiquement il en va tout autrement. En fait, bien souvent les juges ne peuvent pas relever complètement le mineur de ses obligations et doivent seulement les réduire. Voici un exemple que nous empruntons à la théorie de la tutelle (2) : c'est donc bien de l'action en rescision qu'il s'agit sans confusion possible avec l'action de l'article 484 al. 2 :

Une artiste âgée de 19 ans, non émancipée, Mlle Jeanne May, avait contracté sans l'autorisation de sa mère, sa tutrice légale, un engagement de 3 ans avec le directeur d'un théâtre de Paris. Les appointements avaient été fixés à 4.800 fr. pour les deux premières années et 6.000 fr. pour la troisième. La jeune fille avait accepté en outre une clause de dédit de 50.000 francs à la charge de tout contrevenant, sans réduction possible, même au cas où l'inexécution viendrait à se produire dans les derniers jours de l'engagement. Mlle May, quelques mois plus tard, refusa de se rendre aux répétitions. A raison de cette rupture du contrat, elle fut actionnée en paiement des 50.000 francs stipulés en cas de dédit. La Cour de Paris, devant laquelle l'affaire fut portée en appel, annula la clause pénale parce qu'elle était en disproportion manifeste avec les dommages causés et les salaires promis. Mais la jeune artiste fut néanmoins condamnée au paiement de dommages-intérêts évalués, indépendamment du dédit stipulé, à 2.000 francs. La Cour de Paris considérait l'engagement comme rescindable pour lésion et prononçait l'annulation de la clause pénale. En réalité, par un détour, elle se contentait de faire subir à cette obligation une réduction, et, de 50.000 francs la ramenait au chiffre plus raisonnable de 2.000 francs.

(1) Demolombe : XXIX, n° 471. — Aubry et Rau : IV, § 336. — Laurent : XIX, n° 61 et suiv. — Larombière : IV, art. 4312, n° 1. — Planiol : II, n° 1278. —

(2) Paris, 8 juillet 1882, D., 83. 2. 93.

Cette décision faisait application de l'idée qui a inspiré les articles 1241 et 1312 du Code civil : Le mineur doit restituer à son prêteur ou cesse de pouvoir réclamer à son débiteur les sommes qui ont tourné à son profit. D'une façon générale, nous dirons que le juge doit donner effet aux actes passés par le mineur dans la mesure des avantages qu'ils lui ont procurés.

L'action en rescision se rapproche donc de l'action en réduction qui, elle, a pour effet normal de restreindre l'engagement du mineur émancipé.

Mais, ne sens inverse, ne faut-il pas dire que parfois le juge sera conduit par les circonstances à réduire en totalité, c'est-à-dire à annuler l'obligation contractée par un mineur émancipé et arguée d'excès?

Sans doute ; et les considérations historiques viennent aussi à l'appui de cette thèse. D'ailleurs, de même qu'il appartient au juge d'apprécier les circonstances constitutives de l'excès, il lui revient encore de mesurer le quantum de la réduction à l'importance du dommage subi par le mineur. Son pouvoir discrétionnaire lui permet d'aller jusqu'à l'annulation (1). « Les juges, *dît M. Larombière à propos de l'action en réduction*, peuvent et doivent même annuler pour le tout, lorsque l'engagement, par sa nature, par son but et par son objet, n'est pas susceptible de réduction ».

La Cour de Cassation a sanctionné de son autorité cette manière de voir dans un arrêt du 10 février 1890 (D. 91. 1, 292). Elle s'est prononcée en ce sens à l'occasion d'une acquisition d'immeubles faite conjointement et solidairement par le mari et la femme, cette dernière mineure. La décision contre laquelle le pourvoi avait été formé, avait déchargé la femme de son engagement solidaire au paiement du prix : « Si dans l'espèce, explique la Cour de Cassation, l'effet de l'action en réduction équivaut à l'annulation de l'acte, ce résultat

(1) Chardon : *Traité du dol et de la fraude*, t. I. p. 125.— Larombière : IV, a 1305, n° 44. —

est la conséquence de la nature et de l'énormité de la lésion... C'est aux juges du fait à apprécier la mesure efficace pour réparer cette lésion ».

La réduction serait impossible, à notre avis, lorsqu'elle aurait pour conséquence de procurer au mineur un avantage injuste. Par exemple, l'annulation est nécessaire lorsque le mineur a conservé le bénéfice du contrat ou continue à jouir de l'objet acquis à des conditions avantageuses. L'annulation serait imposée alors, non par l'importance de l'excès mais par la nature des circonstances : Supposons qu'un mineur émancipé ait pris à bail pour 6 ans un appartement somptueux. Le prix du loyer est inférieur à la valeur de jouissance de l'immeuble mais il est exagéré eu égard aux ressources et à la position du mineur. Le propriétaire, n'étant pas payé, au bout de 2 ans assigne son locataire en paiement des termes échus. Le mineur demande alors au tribunal d'appliquer la sanction de l'article 484 al. 2. Le juge pourra bien réduire la dette actuellement exigible du locataire ; mais il devra en même temps autoriser le propriétaire à résilier le bail : le mineur émancipé ne peut pas jouir à l'avenir de l'appartement et continuer à ne payer qu'une partie du prix convenu.

Une autre difficulté de fait peut se présenter dans l'application de l'article 484 al. 2. Le contrat faisant l'objet de la contestation est souvent complexe : des causes accessoires viennent se joindre à l'engagement principal. Le mineur émancipé peut-il scinder les clauses de son contrat et demander seulement la décharge de celle qui lui porte préjudice ? Cela est certainement possible à condition que ces différentes clauses ne forment pas un ensemble indivisible. Cette pratique était déjà suivie par nos anciens auteurs (Supra p. 42), contrairement à une opinion accréditée qui estime que la *restitutio in integrum* aboutissait nécessairement à l'anéantissement total de l'acte lésionnaire(1). Cette solution s'impose en-

(1) V. Note M. P. au D., 1907. 1. 22. —

core aujourd'hui ; l'auteur anonyme de la note précitée le prouve très clairement. L'article 1227 du code civil fait une application très juste de la nullité en matière de clauses pénales :

« La nullité de l'obligation principale entraîne celle
« de la clause pénale.

« La nullité de celle-ci n'entraîne point celle de
« l'obligation principale ».

La tâche du juge en face d'un contrat qui porte préjudice à un mineur émancipé sera donc de discerner si ses différentes dispositions forment un tout indivisible dans la pensée des parties. Si cela est constaté, il ne pourra pas fractionner les clauses du contrat, valider les unes et infirmer les autres. C'est en ce sens qu'il faut entendre la décision de la Cour de cassation du 13 février 1906 (D., 07. 1. 33).

Mais si les différentes clauses du contrat n'ont pas entre elles ce lien d'indivisibilité, le juge pourra, dans l'application de l'article 484, al. 2, faire porter la réduction sur l'une des clauses du contrat, tout en maintenant l'obligation principale (1).

En réalité, il ne faut pas attacher de l'importance aux termes de rescision et de réduction. Les effets de ces deux actions sont semblables. Qu'il s'agisse d'excès ou de lésion, la sanction doit être mesurée aux circonstances, à la nature du contrat et à l'importance du préjudice : ce sera une réformation partielle ou totale suivant les cas.

Section V. — Conséquences fiscales de la réduction

Puisque les effets de l'action de l'article 484, al. 2, peuvent être soit de réduire l'obligation contractée par le

(1) En ce sens, on peut tirer argument d'un arrêt de Paris du 8 juillet 1882 précité (D., 83. 2. 93), concernant un mineur en tutelle. — Voir aussi : Cass., 29 juin 1857, D., 58. 1. 33. — Paris, 29 mai 1886, *Gazette du Palais*, 87, 1. 41.

mineur émancipé, soit de l'anéantir, il importe de chercher les conséquences de l'application de cette mesure en droit fiscal.

Deux questions se posent à ce sujet :

1^o Les droits perçus au moment de la conclusion du contrat sont-ils définitivement acquis au trésor, ou bien les parties peuvent-elles, après la réformation totale ou partielle du contrat, demander la restitution totale ou partielle des sommes versées à l'enregistrement ?

2^o L'administration peut-elle percevoir un nouveau droit sur la décision de justice prononçant la revision du contrat ?

Ces deux questions comportent la même réponse que s'il s'agissait d'une action en rescision pour lésion : nouvelle conséquence du caractère que nous avons attribué à l'action en réduction.

Or, depuis 115 ans, les solutions qui s'appliquaient dans ces deux cas étaient très rigoureuses pour les contribuables. Elles n'ont plus heureusement que l'intérêt qui s'attache aux choses du passé. Une loi du 18 janvier 1912 a introduit sur ces deux points plus de justice dans la législation fiscale, en mettant ses principes d'accord avec ceux du droit civil.

§ 1. — LES DROITS PERÇUS SUR UN CONTRAT CONCLU PAR UN
MINEUR ÉMANCIPÉ ET PLUS TARD RECONNU EXCESSIF PAR
DÉCISION DE JUSTICE SONT-ILS DÉFINITIVEMENT ACQUIS
AU TRÉSOR ?

Jusqu'à la loi récente que nous venons de citer, la réponse affirmative était commandée par la règle inique formulée par l'article 60 de la loi du 22 frimaire de l'an VII : « Tout droit d'enregistrement perçu régulièrement, en conformité de la présente, ne pourra être restitué, quels que soient les événements ultérieurs, sauf les cas prévus par la présente. » Un acte juridique revêtu des formalités extérieures, au moment de sa présentation

à l'enregistrement est impossible alors même qu'il serait atteint d'un vice, si la nullité qui en est la sanction n'opère pas de plein droit. Et la perception ayant été régulière, toute répétition devient impossible quels que soient les événements postérieurs. Ainsi il était jugé que les droits étaient régulièrement exigibles sur un acte entaché d'une nullité résultant de l'incapacité de l'une des parties quel que fût le fondement de cette incapacité (1). De même la restitution des droits devait être refusée lorsqu'il s'agissait d'un contrat passé par un mineur émancipé qui en avait fait prononcer la réduction.

Mais l'alinéa 2 de l'article unique de la loi du 18 janvier 1912 a réformé l'article 60 de la loi de frimaire (2) :

« En cas de rescision d'un contrat pour cause de
« lésion, ou d'annulation d'une vente pour cause de
« vices cachés, et, au surplus, dans tous les cas où il y
« a lieu à annulation, les droits perçus sur l'acte annulé,
« résolu ou rescindé ne sont restituables que si l'annu-
« lation, la résolution ou la rescision a été prononcée
« par un jugement ou un arrêt passé en force de chose
« jugée. »

Aussi M. Vigie (loc. cit., n° 26) énonce-t-il la règle générale suivante : « Toutes les fois que la nullité d'un acte sera prononcée, quelle que soit la nullité, quelques motifs que le législateur ait eus de la prononcer, nullité absolue ou relative, rescision ou nullité : l'acte tombe, il y a lieu à restitution des droits perçus. »

Mais il faut remarquer que la restitution est subordonnée à une condition formellement exprimée par la loi de 1912 : il faut que la nullité ou la rescision soit

(1) Cass., 18 février 1854, D., 54. 1. 112. — Naquet : *Traité des droits d'enregistrement*, t. 1, n° 84 et suivants. — Maguero : *Traité alphabétique des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèques*, Vis *Restitution*, nos 283, 306, — *Nullité*, n° 13, 15.

(2) Dalloz, *Recueil périodique*, 1912., 4. 3. — Vigie : *Commentaire de la loi du 12 janvier 1912. Les lois nouvelles*, n° du 15 février 1912, p.p. 61 et suivantes.

prononcée par un jugement ou un arrêt passé en force de chose jugée. La nullité ou la rescision reconnue amiablement par les parties n'a pas paru présenter des garanties suffisantes contre la fraude ; on craint que les parties n'invoquent une cause fictive de nullité en vue d'obtenir la restitution de droits perçus sur un contrat parfaitement valable.

A propos de l'action en réduction du mineur émancipé, nous dirons que les droits perçus seront restitués en entier si le contrat est réformé pour le tout, dans la mesure de la réduction si l'obligation est seulement réduite. Nous adaptons à la théorie qui nous intéresse la solution qui sera désormais applicable en vertu de la loi nouvelle aux jugements réformés ou annulés par une décision postérieure : la restitution des droits perçus sur les jugements sera proportionnée à l'importance de la réformation (1).

La portée de la loi du 18 janvier 1912 sera sans doute singulièrement restreinte par l'application de l'article 61 de la loi du 22 frimaire de l'an VII, qui soumet à une prescription de deux ans les demandes en restitution de droits :

« Art. 61. Il y a prescription pour la demande des droits, savoir : 1^o *Après-deux années, à compter du jour de l'enregistrement*, s'il s'agit d'un droit non perçu sur une disposition particulière dans un acte... Les parties seront également non recevables, après le même délai, pour toute demande en restitution de droits perçus. »

Cette prescription, dans l'opinion généralement admise (2), court du jour de l'enregistrement de l'acte. Si la décision prononçant la réduction intervient plus de deux ans après l'enregistrement, il sera impossible de demander la restitution des droits perçus. Les termes de

(1) Vigié, loc. cit., n^o 35.

(2) Maguero : op. cit., v^o Prescription, n^o 228 et suivants. — Fuzier-Herman : Répertoire, v^o Enregistrement, n^{os} 2689 et suivants.

l'article 61-1^o précité, semblent ne pas permettre d'échapper à cette conséquence rigoureuse.

M. Vigié, au contraire (loc. cit. n^o 47), pense que le délai pour former « la demande en restitution des droits sur actes annulés ne peut courir que du jugement prononçant la nullité. »

Si cette dernière opinion n'est pas adoptée par les tribunaux, une nouvelle intervention du législateur sera nécessaire pour modifier le point de départ du délai de la prescription et rendre effective la réforme opérée par la loi du 18 janvier 1912.

§ 2. — QUEL DROIT L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT
PEUT-ELLE PERCEVOIR SUR LA DÉCISION DE JUSTICE QUI
PROCLAME LA RÉDUCTION ?

Les tribunaux n'ayant pas eu sur ce point à se prononcer à propos de l'action en réduction pour cause d'excès, nous allons rappeler les principes qui étaient applicables à l'action en rescision pour lésion des mineurs.

L'article 68, § 3, n^o 7 de la loi du 22 frimaire an VII, frappait d'un droit fixe : « Les expéditions des jugements des tribunaux civils... portant... résolution de contrat ou de clause de contrat pour cause de *nullité radicale*. » La Jurisprudence considérait comme radicale la nullité d'un contrat basée sur un vice du consentement, dol, erreur, violence, ou sur l'incapacité de l'une des parties. Mais elle faisait une situation à part à la lésion et déclarait passibles du droit proportionnel les jugements portant résolution pour cause de lésion des contrats concernant les majeurs ; et la règle était la même lorsque la convention, entachée de lésion, intéressait des mineurs, la cause de nullité n'en étant pas davantage radicale, d'après la Cour de cassation : un arrêt du 5 germinal an XIII (V. Dalloz : Répertoire, v^o Enregistrement, n^o 2462, note 2), l'avait décidé à propos d'une acquisition d'im-

meubles faite par des mineurs émancipés par le mariage (1).

Nous aurions donc, avant cette année, dû reconnaître que le droit proportionnel était dû sur un jugement prononçant la réduction pour cause d'excès, lorsque cette décision avait pour conséquence d'obliger les parties à se restituer réciproquement tout ou partie des biens qui avaient fait l'objet du contrat. En voici deux exemples : un jugement prononçant la réduction totale d'une acquisition d'immeubles par un mineur émancipé (2) (voir arrêt précité du 5 germinal an XIII) ; la résiliation d'un bail intéressant un mineur émancipé, ordonnée par décision de justice.

La doctrine (1), il est vrai, protestait contre la situation exceptionnelle faite par la Jurisprudence à la rescision pour lésion. Elle soutenait que la lésion avait pour cause un vice du consentement lorsqu'elle atteignait les majeurs, et l'incapacité lorsqu'elle était invoquée par des mineurs.

L'alinéa 3 des dispositions qui remplaceront désormais l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII (loi du 18 janvier 1912), a fait cesser cette controverse :

« L'annulation, la révocation, la résolution ou la rescision prononcée, pour quelque cause que ce soit, « par jugement ou arrêt, ne donne pas lieu à la perception du droit proportionnel de mutation. »

C'est un droit fixe de 7 francs 50 ou de 25 francs, suivant que la décision émane d'un tribunal de première instance ou d'une juridiction d'appel (loi du 26 janvier 1892, art. 17, n^{os} 4 et 8), qui sera perçu sur le jugement

(1) Naquet : *Traité des droits d'enregistrement*, I, n^o 97, et suivants. — Maguero : *Traité alphabétique des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèques*, v^o Résolution, n^{os} 55 et suivants. — *Dictionnaire des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèques*, par les rédacteurs du *Journal de l'Enregistrement et des Domaines*, v^o Résolution, n^{os} 87 et suivants, 209 et suivants.

(2) La Jurisprudence, on le sait, admet en cette matière l'application de l'art. 484, al. 2.

ou l'arrêt qui prononcera la réduction pour cause d'excès d'un engagement souscrit par un mineur émancipé.

Mais, ici encore, par crainte des fraudes, le même traitement de faveur est refusé aux conventions opérant amialement la réduction. Notamment, l'accord en vertu duquel un mineur émancipé restituera l'immeuble qu'il aura acquis, sera considéré comme une retrocession et passible du droit proportionnel.

Section VI. — Dernière conséquence possible de la réduction des engagements souscrits par le mineur émancipé : Retrait de l'émancipation (articles 485 et 486 du code civil).

Le code civil permet aux parents et au conseil de famille du mineur émancipé qui abuse de sa capacité pour se livrer à des opérations désastreuses, de révoquer le bénéfice de l'émancipation.

L'étude du retrait de l'émancipation comporte l'examen des trois questions suivantes :

I. Conditions du retrait ;

II. Ses formes ;

III. Ses effets.

Nous parlerons d'abord et brièvement des deux dernières questions. Il nous importe surtout ici de marquer les rapports étroits de la théorie de la réduction et de celle du retrait de l'émancipation.

§ 1. — FORMES DU RETRAIT

Ce sont celles qui seraient nécessaires pour conférer au mineur l'émancipation. Et, naturellement, le retrait doit émaner des personnes dont l'intervention serait requise s'il s'agissait d'accorder ce bénéfice (1).

La révocation de l'émancipation peut atteindre tous les mineurs, commerçants ou non (2). Pourtant, il faut

(1) Planiol : I, n° 2034.

(2) M. Cohendy : cours de droit commercial. — Lyon-Caen et Renault ; Traité de droit commercial, I, n° 226.

excepter ceux qui sont mariés (1), même s'ils sont devenus veufs, sans enfant, avant leur majorité ; l'émancipation est une suite du mariage ; on ne peut pas plus retirer ce bénéfice au mineur marié, qu'on ne pourrait l'empêcher de l'acquérir au moment de son mariage. Quand un mineur marié, faisant des dépenses excessives, est commerçant, c'est l'autorisation elle-même de faire le commerce qui peut être révoquée (2).

Le mineur a-t-il un recours contre l'acte qui lui retire l'émancipation (3) ?

Si la révocation est l'œuvre du conseil de famille, il n'est pas douteux que le mineur puisse se pourvoir contre sa décision, soit quant à la forme, soit quant au fond : par exemple, s'il prétend qu'il ne se trouve pas dans les conditions de l'article 485 du code civil. Un article 86 du projet (Locré : Travaux préparatoires, VII, p. 147), dispensait la délibération du conseil de famille de l'homologation du tribunal et la déclarait à l'abri de tout recours. Or cette disposition a été supprimée.

Mais lorsque le retrait émane du père ou de la mère, la question devient plus délicate : l'enfant n'a pas d'action contre son père à raison de l'exercice de la puissance paternelle. Peut-être cependant le fils pourrait-il faire pression sur son père et le menacer d'une action en responsabilité, fondée sur la théorie de l'abus des droits (4). Un moyen moins irrévérencieux de la part du fils consisterait à continuer à se conduire comme s'il avait conservé le bénéfice de l'émancipation et, si la révocation lui était opposée, à répondre en arguant le retrait de nullité pour vice de forme ou d'illégalité.

(1) Démolombe : VIII, nos 349 à 351. — Aubry et Rau : I, § 135, p. 856.

(2) M. Cohendy : Cours de droit commercial.

(3) Laurent, V, n° 242.

(4) Tous les droits comportent l'abus, même les plus sacrés, notamment le droit pour un père de famille de refuser son consentement au mariage d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge de la majorité matrimoniale. Voir, sur cette curieuse application de l'abus des droits, la dissertation de M. Josserand au Dalloz périodique, 1908, 2. 73.

§ 2. — EFFETS DU RETRAIT (article 486 du code civil)

Par l'effet du retrait, le mineur émancipé rentre en tutelle ou se trouve de nouveau soumis à l'administration légale s'il a encore son père et sa mère. S'il avait été autorisé à faire le commerce, il cesse d'avoir la qualité de commerçant, dont il ne remplit plus les conditions (1).

Lorsque la tutelle s'ouvre, elle est déférée comme si elle s'ouvrait pour la première fois.

Le mineur, dans tous ces cas, ne pourra plus faire l'objet d'une émancipation expresse. Il ne pourra recouvrer la capacité restreinte de l'article 481 que par le mariage.

§ 3. — A QUELLES CONDITIONS LE RETRAIT EST-IL POSSIBLE ?

Il faut, et c'est pour cela qu'on ne peut parler de la réduction sans dire quelques mots de la révocation de l'émancipation, que le mineur émancipé ait encouru la sanction de l'article 484, alin. 2.

M. Demolombe (VIII, n° 357) avait voulu donner une portée plus grande à la théorie du retrait, et en faire une sanction des habitudes de désordre et de débauche du mineur. Son opinion n'a pas prévalu (2). Le code civil ne s'occupe, en cette matière qui intéresse l'ordre public, que des intérêts pécuniaires du mineur émancipé : on ne peut pas étendre ses dispositions.

A cette première condition du retrait, le fait par le mineur émancipé d'avoir contracté des engagements excessifs, doit se joindre une deuxième : la reconnaissance judiciaire de l'excès.

Quelques auteurs (3) exigent encore que la réduction ait été effectivement prononcée. Les termes de l'arti-

(1) M. Cohendy (loc. cit.). — Lyon-Caen et Renault, I, n° 226.

(2) Aubry et Rau, I, § 436. — Toulouse, 15 novembre 1882, S 83. 2. 96. — Paris, 9 janvier 1901, D., 01. 2. 301

(3) Laurent V, n° 240. — Baudry-Lacantinerie, Chéneaux et Bonnetar, rère : Personnes V, n° 772.

cle 485 semblent favorables à cette opinion. Pourtant, nous croyons inutile cette troisième condition. Lorsqu'il est intervenu une décision judiciaire constatant la mauvaise gestion du mineur, le vœu de la loi est rempli et le retrait doit être ouvert aux personnes qui ont le droit de l'exercer. Parfois, en effet, la réduction sera refusée par les tribunaux à raison de la bonne foi du tiers. Cette circonstance est étrangère au mineur et ne doit pas lui profiter. Il faut, et il suffit, que l'excès ait été constaté judiciairement (1).

(1) Demolombe : VIII, n° 346. — Aubry et Rau : I, § 135, p. 855. — Huc : III, n° 497. — Voir les motifs d'un arrêt de la Cour de Toulouse du 15 novembre 1882, S., 83. 2. 96.

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSION. RÉFORMES DÉSIRABLES

Après avoir examiné les principales questions concernant l'action en réduction pour cause d'excès des engagements contractés par le mineur émancipé, il nous reste à apprécier cette théorie. Donne-t-elle satisfaction aux intérêts du mineur, ou ne lui impose t-elle pas une protection trop étroite, plus nuisible qu'utile ? Ne serait-il pas désirable d'opérer une réforme dans la théorie de l'émancipation en s'inspirant soit des institutions organisées par les législations étrangères modernes, soit du régime des mineurs commerçants dans notre droit ?

CHAPITRE PREMIER

Critiques

§ I. — INCONVÉNIENTS DE LA THÉORIE DE LA RÉDUCTION

On peut adresser deux reproches à la théorie de la réduction : son impuissance à garantir le mineur émancipé des dangers dont la loi a voulu le préserver, et sa complexité.

I. — Le mineur émancipé est mal protégé par la théorie de la réduction.

1^o Il peut parfaitement se ruiner sans encourir la sanction de l'article 484, alin. 2. Voici, par exemple, un mineur émancipé qui, par goût, achète des objets, non seulement pour en user ou les consommer, mais pour les gaspiller ou les détruire. Il fait de nombreux achats à crédit, à des prix avantageux, s'adressant à des fournisseurs différents, qui ne le connaissent pas, ni ne se connaissent entre eux. Tous ces actes, considérés isolément, paraissent raisonnables. Leur ensemble seul révélera l'abus, le gaspillage effréné du mineur. Le juge ne pourra pas réduire ces engagements. Pourtant, le mineur sera ruiné à bref délai.

2^o De plus, les tribunaux, à notre avis, ne peuvent être saisis d'une demande en réduction que par le mineur lui-même. Celui-ci se taira pendant sa minorité pour ne pas compromettre son crédit, ou dans la crainte de se voir retirer l'émancipation. Après sa majorité, il sera souvent bien tard pour agir : la preuve de l'excès sera difficile à administrer.

Ces critiques ne sont pas admises par tout le monde. Au premier de ces griefs, il a été répondu que la loi ne

peut pas prévoir tous les cas susceptibles de se présenter. Si le mineur compromet sa fortune sans encourir la sanction de l'article 484, ses parents pourront, dans certains cas, lui faire nommer un conseil judiciaire (1) ou même le faire interdire (2). Nous avons vu aussi que les lacunes de la loi, en ce qui concerne l'exercice de l'action en réduction, ont été comblées par la doctrine et la jurisprudence : on a reconnu aux parents du mineur, à son conseil de famille ou à son curateur le droit d'agir à sa place.

II. — Mais s'il est des remèdes à ces imperfections de la loi, il subsiste un vice fondamental dans l'ensemble du régime de la capacité du mineur émancipé : il est trop compliqué, et, en définitive, préjudiciable au mineur.

1^o On ne sait pas exactement quels actes sont permis au mineur émancipé seul et quels autres doivent être accomplis avec l'observation de formalités spéciales.

2^o Alors même que les tiers passent avec lui des contrats qui rentrent dans les limites de sa capacité, ils ont toujours à redouter une demande en réduction : ils n'ont aucun moyen de se mettre à l'abri de cette voie de recours. Le jeu de l'article 484, alin. 2, a pour conséquence de mettre à la charge des cocontractants du mineur toutes les mauvaises chances des marchés qu'ils concluent avec ce dernier. La plus élémentaire prudence leur recommande de lui refuser tout crédit.

Que faut-il donc penser de la situation faite par la loi au mineur émancipé ? L'article 481 lui accorde la capacité de passer valablement les contrats relatifs à la pure administration ; mais l'article 484, alin. 2, lui permet de

(1) Demolombe : VIII, n^o 443. — Laurent : V, n^o 345. — Bourges, 5 mai 1846, D., 46, 2. 237. — Paris, 31 janvier 1894 (solution implicite), D., 94, 2. 233.

(2) Demolombe : VIII, n^{os} 440 à 442. — Laurent : V, n^o 252. — Bourges, 22 décembre 1862, D., 63., 5. 218.

revenir sur de tels engagements. Voici donc un individu qui, théoriquement, a une certaine liberté, mais, pratiquement, ne peut pas l'exercer.

§ 2. — INSUFFISANCE D'UNE RÉFORME OPÉRANT

LA SUPPRESSION DE L'ARTICLE 484, AL. 2, DU CODE CIVIL

Il faut donc supprimer la cause de cette situation contradictoire. Mais suffit-il de demander au Parlement la radiation de l'article 484, alin. 2.

Nous aurions alors un régime analogue à celui du code civil italien : « L'émancipation (1) confère au mineur la capacité de faire par lui seul tous les actes qui n'excèdent pas la simple administration. » Cette disposition, qui correspond à notre article 481, n'est pas restreinte par un texte semblable à notre article 484 al. 2. Le projet du code civil italien (2), permettait au mineur de provoquer, dans les mêmes conditions que dans notre législation, la réduction des engagements qu'il aurait contractés seul. Mais cette voie de recours ne fut pas admise. M. Precerutti fit remarquer qu'il ne pouvait jamais s'agir que d'actes d'administration peu importants. L'observation n'avait peut-être pas une très grande valeur : ces actes souvent répétés peuvent conduire le mineur à la ruine. Mais nous avons vu qu'il y a d'autres motifs de condamner la théorie de la réduction. C'est donc avec raison que le code italien l'a rejetée.

Mais cette réforme partielle ne suffirait pas, chez nous, à rassurer les tiers et à les engager à rendre leur confiance au mineur émancipé. L'action en réduction, supprimée en droit, pourrait bien réapparaître en fait, grâce à la formule de l'article 481.

Le code civil, en effet, n'a pas édicté de disposition analogue en ce qui concerne le prodigue pourvu d'un conseil judiciaire ; mais il limite la capacité de celui-ci

(1) Article 317 du code civil italien, traduit par H. Prudhomme.

(2) Prudhomme : loc. cit., p. 95, note 2.

aux actes d'administration. Or, la jurisprudence applique au prodigue un système semblable à celui de l'art. 484 alin. 2 (1). Cette restriction de la capacité de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire est parfaitement raisonnable : le prodigue est un mauvais administrateur ; il l'a prouvé par ses dissipations. On pourrait même désirer que sa liberté fût encore limitée plus étroitement. Les législations espagnole (2), allemande (3), suisse (4). le soumettent à un régime analogue à celui de notre mineur en tutelle, ou de notre interdit.

Au contraire, le mineur émancipé n'a donné que des preuves de bonne volonté : il est à l'âge où l'initiative doit être favorisée, et non paralysée.

Dès lors, et puisqu'une réforme de la théorie de la réduction seule serait insuffisante et vaine, c'est le régime lui-même de l'émancipation qu'il faut mettre en question. Sur ce terrain, il faut d'abord combattre l'idée générale qui a inspiré les rédacteurs du code civil, idée surannée : on a voulu faire de l'émancipation un stage. Logiquement, il aurait fallu ouvrir ce noviciat, permettre cet apprentissage de la vie à tous les mineurs atteignant un certain âge, par exemple 18 ans. Mais ce système de l'émancipation de plein droit, proposé lors de la discussion du code civil, fut rejeté sur l'avis de Cambacérès (5) comme trop dangereux.

A quelle idée faut-il donc se rallier ?

(1) Planiol : *Revue critique*, 1887, p. 718. — Cass., 2 décembre 1885, D., 86, 1. 128.

(2) Articles 221, 222 du code civil espagnol (traduction par A. Lévê).

(3) Article 6 du code civil allemand traduit et publié par le comité de législation étrangère.

(4) Article 370 du code civil suisse du 10 décembre 1907 (Voir *Feuille fédérale suisse* du 21 décembre 1907).

(5) Fenet : *Travaux préparatoires du code civil* : X., p. 565.

CHAPITRE II

Réformes désirables

Faut-il retarder invariablement, pour tous les mineurs, l'époque de la pleine capacité à un âge uniformément déterminé ?

Il y a quelques législations qui ignorent l'émancipation : l'Angleterre (1), la Russie (2), la Suède (3), le Japon (4).

Ce système est trop inflexible. Il ne tient pas compte de ce fait indéniable que la maturité de l'intelligence ne se produit pas pour tout le monde à la même date. Parfois :

La valeur n'attend pas le nombre des années.

Il y a d'ailleurs des situations ouvertes aux jeunes gens avant leur majorité et qui exigent de leur part une certaine liberté, incompatible avec le régime de la tutelle. Lorsqu'un jeune homme a fait preuve de sérieuses aptitudes à la direction de ses affaires, il faut, après avoir demandé l'assentiment de ses parents et de son conseil de famille, lui faire franchement confiance et abandonner toutes les règles protectrices qui entravent son initiative et le privent de tout crédit. Il s'agit, en

(1) Lehr : *Eléments de droit civil anglais*, I, p. 32 : l'âge de la majorité est fixé à 21 ans.

(2) *Eléments de droit civil russe*, I, n° 92 et suivants.

(3) Les codes suédois de 1734, traduits par Raoul de la Grasserie : voir *Titre de successions*, Ch. 19, § 1.

(4) Le code civil japonais (Livres I, II et III, traduits par Motono et Tomii. — Livres IV et V traduits par Lœnholm et Adam), ne parle pas de l'émancipation. Son article 3 fixe la majorité à 20 ans accomplis.

d'autres termes, d'accorder par avance à ce jeune homme parvenu à un certain âge, tous les droits d'un majeur.

Cette réforme s'inspirerait des exemples fournis par les pays étrangers et consacrerait une longue évolution de notre droit civil dans le sens de l'adoption de plus en plus complète des règles du droit commercial.

§ 1. — LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Quelles sont les tendances générales des législations modernes concernant le régime juridique des jeunes gens qui approchent de l'âge de la pleine capacité ?

I. — Il y a quelques pays qui n'accordent, à l'heure actuelle encore, au mineur émancipé qu'une capacité restreinte aux actes d'administration. Ce sont, notamment, la Norvège (1), le Pérou (2), l'Italie (3), le Canada (4), le Vénézuëla (5).

II. — D'autres codes, de date moins ancienne, organisent, en faveur du mineur émancipé, un régime analogue à celui de la *venia ætatis* romaine : les actes les plus graves, par exemple l'aliénation d'immeubles, l'hypothèque, lui sont interdits ; pour les autres, il est assimilé

(1) Norvège : Code de 1687. Lehr : *Eléments de droit civil scandinave*, n° 38.

(2) Pérou : Code de 1852. Résumé analytique, par Raoul de la Grasserie, p. 16, 17, 97.

(3) Code civil italien en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1866, traduit et annoté par H. Prudhomme : articles 317, 321.

(4) Code civil de la province de Québec, de 1866, traduit par Dorais : articles 319, 322.

(5) Code civil du Vénézuëla, de 1873 : Résumé analytique, par Raoul de la Grasserie, p. 117.

à un majeur. Nous voulons parler des législations du Chili (1), du Brésil (2), du Mexique (3), de l'Espagne (4).

III. — Ce système est supérieur à celui de notre droit. Mais il faut lui préférer celui des codes récents : la *déclaration anticipée de majorité*. C'est l'institution qui fonctionne en Autriche (5), au Portugal (6), en Allemagne (7), en Suisse (8).

Les règles du code civil allemand, par exemple, sont très sages. Elles s'inspirent de l'idée que nous avons opposée à celle des rédacteurs de notre code. La déclaration de majorité n'est pas un stage : c'est la consécrat-

(1) Code civil du Chili, de 1857 : Résumé analytique, par Raoul de la Grasserie, p. 146.

(2) Code civil du Brésil, de 1882 : Résumé analytique, par Raoul de la Grasserie, p. 230.

(3) Code civil du Mexique, de 1884 : Résumé analytique, par Raoul de la Grasserie, p. 64.

(4) Code civil espagnol, de 1889, traduit par A. Levé, article 317.

(5) Ernest Lehr : Traité élémentaire de droit civil germanique (Allemagne et Autriche), tomes I, p. 79, 81, et II, p. 353.

Le code civil autrichien de 1810 ne fixe la majorité qu'à 24 ans. Mais le mineur peut solliciter une déclaration anticipée de majorité à 20 ans. Ce bénéfice qui est accordé par une déclaration en justice du père, en présence de l'enfant, suivie de l'homologation du tribunal, confère à l'émancipé la pleine capacité juridique des majeurs.

(6) Code civil portugais de 1867, traduit par MM. Laneyrie et Dubois : la majorité est fixée à 21 ans (art. 97 et 311). L'émancipation, conférée par le mariage ou par concession du père, de la mère ou du conseil de famille (art. 304), rend le mineur capable de disposer de sa personne et de ses biens comme s'il était majeur (art. 305). L'émancipation expresse ne peut avoir lieu que du consentement du mineur, et lorsqu'il a 18 ans accomplis (art. 307).

(7) Code civil allemand, traduit et annoté, promulgué le 18 août 1896, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900, publié par le comité de législation étrangère, institué près le Ministère de la Justice : articles 2, 3, 4, 5.

(8) Code civil suisse, du 10 décembre 1907, dans *La Feuille fédérale suisse*, vol. VI, du 21 décembre 1907. La majorité est fixée à 21 ans. Le mariage rend majeur (article 14). Le mineur, âgé de 18 ans révolus, peut, s'il y consent, et avec l'agrément de ses père et mère ou, à défaut des parents, après l'avis du tuteur, être émancipé par l'autorité tutélaire de surveillance (article 15).

tion de la précocité de certains individus ; elle ne doit être accordée qu'à ceux qui sont jugés aptes à gérer sagement leurs biens.

1^o Aussi ne se produit-elle jamais de plein droit, même en cas de mariage. Elle émane du tribunal des tutelles, qui prend cette décision en toute liberté d'appréciation, lorsqu'il juge cette mesure conforme aux intérêts du mineur (articles 3 et 5).

2^o La déclaration de majorité n'est prononcée qu'aux diverses conditions suivantes :

1. Le mineur doit avoir accompli sa dix-huitième année (art. 3).

2. Il faut l'assentiment du mineur, et, s'il est soumis à la puissance paternelle, l'autorisation du détenteur de cette puissance. Cette autorisation n'est pas exigée pour les veuves mineures, ni pour les enfants dont le détenteur de la puissance paternelle n'a soin ni de la personne, ni du patrimoine (art. 4).

Lorsque toutes ces précautions ont été prises, il n'y a pas d'inconvénient à conférer au mineur la situation juridique d'un majeur (art. 3).

La déclaration de majorité est irrévocable ; mais il n'y a pas là de danger pour le mineur. S'il commet des actes de prodigalité, c'est-à-dire s'il « s'expose, lui ou sa famille, au danger de tomber dans l'indigence (1) », il peut être interdit. Il est alors assimilé, « quant à la capacité d'exercice des droits, à un mineur qui a accompli sa septième année (2) ».

S'il est urgent de prendre des mesures préventives, dès que la requête d'interdiction est déposée, le prodigue peut être mis en tutelle provisoire par décision du tribunal des tutelles (3).

Enfin, lorsque le jeune homme déclaré majeur a été exploité par des gens sans scrupule il peut invoquer

(1) Article 6-2^o.

(2) Article 114.

(3) Article 1906.

l'article 138, disposition écrite en faveur de tous les faibles sans distinction d'âge et dont voici la traduction (1) :

« Un acte juridique qui porte atteinte aux bonnes mœurs est nul.

« Est nul, en particulier, un acte juridique par lequel quelqu'un, en exploitant le besoin, la légèreté d'esprit ou l'inexpérience d'un autre, tire profit de la situation, en ce que celui-ci lui promette ou lui assure de toute autre façon, à lui ou à un tiers, pour une prestation par lui faite, des avantages de valeur patrimoniale, qui excèdent la valeur de la prestation fournie, de telle façon qu'en tenant compte des circonstances, les avantages qui en forment l'équivalent soient, par rapport à cette prestation, dans une disproportion choquante ».

Ce texte est d'un grand secours pour les personnes inexpérimentées et n'a pas l'inconvénient de diminuer leur crédit. Car, s'il fait de la lésion une cause de nullité des contrats, c'est à des conditions qui mettent les tiers de bonne foi hors de toute atteinte :

1. La disproportion des équivalents du contrat doit être telle qu'elle choque les mœurs.

2. Outre cet élément objectif, la lésion comprend un élément subjectif : le fait d'une exploitation de l'individu qui a subi la lésion. Cela ne veut pas dire que le consentement du débiteur a été surpris par des manœuvres déloyales ; il suffit que l'une des parties ait tiré parti de l'état de faiblesse ou de misère de celui avec qui il a contracté.

L'institution de la déclaration anticipée de majorité nous paraît bien supérieure à notre régime de l'émancipation. Si une réforme était admise dans ce sens, nous pensons qu'il serait bon de s'inspirer des règles de la législation allemande. L'assimilation d'un mineur à un majeur est chose grave et doit être opérée prudemment. Il faut organiser également, en vue des abus possibles, un remède très prompt aux inconvénients qui pourraient

(1) R. Saleilles : De la déclaration de volonté, article 138, *passim*.

surgir. A ces divers points de vue, le législateur allemand peut être suivi ; il a su parfaitement concilier les intérêts des jeunes gens et les nécessités actuelles du crédit.

§ 2. — EXEMPLE DU DROIT COMMERCIAL

L'exemple du droit commercial nous incite également à supprimer les barrières qui entravent la liberté du mineur apte à l'administration de ses biens. Le mineur commerçant est réputé majeur quant aux opérations relatives à l'exercice de son commerce. Ce sont tous les mineurs, dont la maturité d'esprit aura été constatée, qui devront être réputés majeurs pour tous les actes de la vie, le jour où l'on aura généralisé les règles du droit commercial.

L'évolution de notre droit, comme l'exemple des législations modernes, nous pousse dans cette voie.

L'influence du droit commercial sur le droit civil (1) a été constatée depuis longtemps et s'accroît tous les jours.

1^o Les formes compliquées exigées par l'article 1690 du code civil pour la cession des créances ont cédé la place à des modes de transmission plus simples et moins coûteux ; l'usage de la forme à ordre et de la forme au porteur a été admis même pour les titres notariés (2). C'est la jurisprudence elle-même qui est intervenue ici et a sanctionné les usages : elle a considéré que les dispositions de l'article 1690 n'étaient pas impératives et que rien ne s'opposait à la validité des modes de transmission acceptés par la volonté des parties.

2^o Dans d'autres matières, la réforme s'est opérée législativement. La loi du 1^{er} août 1893 a permis à toute société quel que soit son objet, civil ou commercial, d'adopter la forme anonyme ou celle de la commandite par actions, et, par là, de se soumettre à la législation commerciale.

(1) M. Huvelin : Histoire du droit commercial.

(2) Cass., 8 Mai 1878, D., 78. 1. 241. — Cass., 7 mai 1879, D., 79. 1. 14

Dans la vie ordinaire elle-même, on peut dire que les habitudes du commerce s'introduisent peu à peu : les compagnies d'eau, d'éclairage distribuent à domicile à leurs abonnés l'eau, le gaz, l'électricité.

La tendance du droit civil à emprunter au droit commercial ses règles plus simples, plus rapides s'explique par l'accroissement du nombre des transactions : lorsqu'elles étaient rares, on les entourait de formalités minutieuses. Les affaires se traitent plus vite aujourd'hui et l'on prend moins de précautions.

C'est encore une raison de simplifier les règles de la protection des mineurs et de leur accorder, quand ils sont jugés dignes de confiance, tous les droits des majeurs. On concevrait, dit M. Lyon-Caen (1) « que les dispositions des articles 2 à 6 du code de commerce fussent étendues à la femme mariée et au mineur qui veulent exercer une profession même non commerciale ». Ce vœu a été réalisé en partie par la loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée. Espérons qu'il recevra, en ce qui concerne le mineur, une plus complète exécution dans un avenir prochain. Nous désirons même que la réforme soit opérée sans la restriction de l'article 6 du code de commerce et que l'on adopte franchement le système de la déclaration anticipée de majorité.

(1) Lyon-Caen : Influence du droit commercial sur le droit civil depuis 1804, — dans le *Livre du centenaire du code civil*, 1904, tome 1, p. 209, note 2.

BIBLIOGRAPHIE

- ACCARIAS. — « Précis de droit romain », 4^e édition, Paris 1886-1891 ; tome I, n^{os} 166 à 176.
- AMIABLE. — « Essai historique et critique sur l'âge de la majorité », dans : « La Revue historique de droit français et étranger », 1861, p. 205 et suiv.
- D'ARGENTRÉ. — « Commentaire de la coutume de Bretagne », Paris, 1661.
- ARGOU. — « Institution au droit français », 11^e édition par BOUCHER D'ARGIS, 2 vol., Paris 1773 : Livre I, chap. 4 à 9, et Livre IV, chap. 14.
- AUBRY et RAU. — « Cours de droit civil français », 5^e édition, revue par MM. RAU, FALCIMAIGNE et GAULT, Paris 1897-1907 : tomes I, § 113, 130 à 132, et IV, § 332 à 339.
- BARILLOT. — « Le conseil judiciaire d'après la loi et la jurisprudence », Thèse, Paris, 1907.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — « Précis de droit civil », 6^e édition, 3 vol., Paris, 1898 ; tome I, n^{os} 940 à 969.
- BAUDRY-LACANTINERIE, CHÉNEAUX et BONNECARRÈRE. — « Personnes », 3^e édition, 1908 : tome V, n^{os} 671 à 779.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — « Obligations », 3^e édition, 1908, tome III, n^o 1941-2045.
- PHILIPPE DE BEAUMANOIR. — « Coutumes de Beauvaisis, texte publié par A. SALMON, 2 vol., Paris, Picard, 1899-1900 : tomes I, chap. 2, 15 et 16, II, n^o 1061.
- H. BEAUNE. — Droit coutumier français : « La Condition des Personnes », 1882 ; p. 539 à 565.
- BOISTEL. — « Précis de droit commercial », 3^e éd., Paris, 1884 : Liv. I, tit. 1, chap. IV, p. 56 à 67.
- BOUHIER. — « Coutumes du duché de Bourgogne », 2 vol., Dijon, Augé, 1742-1746 : tome I, p. 304, 400.
- BOURJON. — « Le droit commun de la France et la coutume de Paris réduits en principes », 2 vol., Paris, Grangé, 1770 : tome I, Livre I, titres 2, 3 et 6, tome II, p. 583 à 600.

- BOUTEILLER. — « Somme rurale », Commentaire par Charondas le Caron, Paris, 1621 : titre 92, p. 517 à 527 ; et titre 100, p. 570 à 572.
- BOUVET. — « De l'émancipation », thèse, Paris, 1877.
- BRETONNIER. — « Recueil par ordre alphabétique des principales questions de droit », 2 vol., 4^e édition, Paris 1771 ; tome I, V^{is} : « Bénéfice de restitution, Décret d'immeuble », tome II, V^{is} : « Emancipation, Puissance paternelle, Tutelle »,
- BRISSAUD. — « Manuel d'histoire du droit français », 2 vol., 1903, 1904, tome II, ch. I, § 10, 14.
- BRODEAU. — « Coutume de Paris », 2^e édition, Paris, 1669.
- BUCHE. — « Essai sur l'ancienne coutume de Paris aux xiii^e et xiv^e siècles » : Nouvelle revue historique, 1884, p. 46, 321, 635.
- BUFNOIR. — « Propriété et Contrat », Paris 1900 : p. 673 et suiv.
- CAMBUZAT. — « De l'émancipation et des mineurs émancipés », thèse, Paris, 1873.
- CHARDON. — « Traité du dol et de la fraude », 1838.
- CHASSAIGNE. — « De la restitutio in integrum pour les mineurs de 25 ans. De la capacité du mineur émancipé ». Thèse, Paris, 1883.
- CODE CIVIL ALLEMAND, traduit et annoté, promulgué le 18 août 1896, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900, publié par le comité de législation étrangère, institué près le Ministère de la Justice. Paris, imp. Nationale, 1904 : tome I, sections 1 et 3.
- CODE CIVIL ESPAGNOL, traduit et annoté par A. LEVÉ. Paris, 1890.
- CODE CIVIL DE L'EMPIRE DU JAPON. — Livres I, II et III promulgués le 18 avril 1896, traduits par MM. MOTONÓ et TOMII. Paris, 1898. — Livres IV et V, traduits par LOENHOLM et ADAM, 1902.
- CODE CIVIL PORTUGAIS du 1^{er} juillet 1867, traduit par LANEYERIE et DUBOIS. Imp. Nationale, 1896.
- CODE CIVIL SUISSE du 10 décembre 1907, dans « La Feuille Fédérale suisse » du 21 décembre 1907 (1907. vol. VI, n° 54).
- COHENDY. — « Cours de droit commercial », professé à la Faculté de droit de Lyon (1908-1909).
- COHENDY et DARRAS. — Code de commerce annoté, Paris, 1903 : Article 2. nos 83 et suiv.
- GUY COQUILLE. — « Œuvres », Paris, 1666.

CORPUS JURIS CIVILIS. — Digeste, Livre IV, titres 1 et 4. Code de Justinien, Livre II.

COUTUME DE PARIS. — Articles 239, 268, 272. Commentaire de CHOPPIN, 1642. Commentaire de FERRIÈRE, 1779.

CARL CROME. — « Les similitudes du code civil allemand et du code civil français », trad. Pierre VERDELOT, dans « Le Livre du Centenaire du code civil », 1904, tome II, p. 595 et 596.

CUQ. — « Les institutions juridiques des Romains », 2^e édition, Paris, 1904 : tome I, p. 196 à 198. Tome II (1^{re} édition), p. 167 et suiv.

DALLOZ. — « Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence », Paris, 1849 : V^{is} Enregistrement, n^o 2462. Minorité, tutelle et émancipation, n^{os} 792, 805-809, 847. Obligation, n^o 2914 et suiv.

« Supplément au Répertoire » : V^{is} Commerçant, n^o 72 et suiv., Minorité, n^{os} 744-749. Recueil périodique : note M. P. 1907. 1. 33, etc. Nouveau code civil annoté : Articles 481 et suiv., 1304 et suiv.

DAREMBERG et SAGLIO. — « Dictionnaire des antiquités grecques et romaines, Paris, 1877 : V^e « Lex Plaetoria ».

DEBRAY. — « Contribution à l'étude de la loi Plaetoria, relative à la protection des mineurs de 25 ans. » Extrait des « Mélanges Girard », 1912 : tome I, p. 265 et suiv.

DEMOLOMBE. — « Cours de Code Napoléon », 30 vol., Paris, 1881 : tomes VII, n^{os} 634-824, VIII, n^{os} 268-368, 416-444, 689-751, XXIV, n^{os} 191-202, XXIX, n^{os} 1-124, 153-175.

DENISART. — « Collection de décisions nouvelles », 9^e édition, 1777 ; V^{is} Emancipation, Majeurs, Mineurs, Puissance paternelle, Rescision, Tutelle.

DICTIONNAIRE des DROITS D'ENREGISTREMENT, par les Rédacteurs du « Journal de l'Enregistrement », 4^e édition, Paris, 1910 : V^o Résolution. n^{os} 3, 87, 108 et suiv., 209 et suiv., 315 et suiv.

DOMAT. — « Les lois civiles dans leur ordre naturel », édition de Héricourt, 1756, p. 14 à 30, 148 à 158, 295 à 303.

DORAIS. — « Code civil de la province de Québec ».

DU MOULIN. — Œuvres, 4 vol., Paris, 1681 : tome II, « Notae ad consuetudines Gallicas », p. 693 et suiv.

ESMEIN. — Note au Sirey, 1897, 1. 225.

FENET. — Recueil complet des travaux préparatoires du code civil, 15 vol., Paris, 1827, 1835 : tomes II, p. 89, et X, p. 288, 565 et suiv.,

- FLACHAT. — « Des mineurs de 25 ans en droit romain. » Thèse, Lyon, 1884.
- « Le Conseil », de PIERRE DE FONTAINES, édit. Marnier, 1846.
- FONTANIÉ. — « De la condition du mineur de 25 ans. Du mineur émancipé. » Thèse, Toulouse, 1880.
- DE FRÉMINVILLE. — « Traité de la minorité et de la tutelle », 2 vol., 1846.
- FUZIER-HERMAN, CARPENTIER, et FRÈREJOUAN DU SAINT. — Répertoire, 37 vol., 1886-1906 : V^{is} « Emancipation, Lésion. »
- GIRARD. — « Manuel de droit romain », 4^e édition, Paris, 1906 : livre II, ch. 3.
- GIRAUD. — Précis de l'ancien droit coutumier français, Paris, 1875.
- GOLDSCHMIDT. — « Etude de l'acte d'administration en droit civil français. » Thèse, Paris 1898.
- GUYOT. — Répertoire de jurisprudence, 64 vol, Paris, 1775-1784 : V^{is} « Age, Convention, Curateur, Emancipation, Lésion, Majorité, Mineurs, Rescision ».
- HENRYS. — Œuvres, avec des observations par Bretonnier, 5^e édition, 4 vol., Paris, 1738 : tome II, p. 157, 257, 721.
- HUGUET. — « De la protection légale des mineurs émancipés. » Thèse, Paris, 1899.
- HUVELIN. — « Histoire du droit commercial », Paris, 1904. — « Cours de droit romain », professé à la Faculté de Droit de Lyon (1909-1910).
- JACQUIER. — « De la restitutio in integrum accordée aux mineurs de 25 ans en droit romain. Des engagements contractés par le mineur dans l'ancien et le nouveau droit français, » Thèse, Dijon, 1879.
- JOSSERAND. — « Cours de droit civil », professé à la Faculté de Droit de Lyon, 1^{re} année, 1906-1907. — Note au Dalloz périodique, 1908, 2. 73.
- LABBÉ. — Note au Sirey, 1886, 1. 97.
- RAOUL DE LA GRASSERIE. — Résumés analytiques des principaux codes civils de l'Europe et de l'Amérique : I. Code civil Mexicain, 1895, p. 46, 64. — II. Code civil péruvien, 1896, p. 14, 16, 17, 77. — III. Code civil Chilien, 1896, p. 2, 146, 150, 159. — IV et V. Codes civils du Vénézuëla et du Brésil, 1897, p. 229 à 231. — Les Codes Suédois de 1734, Paris, 1895.

- LAROMBIÈRE. — « Théorie et pratique des obligations », 5 vol., Paris, 1857 : tome IV, articles 1304 et suivants.
- LAURENT. — « Principes de droit civil », 30 vol., 1869-1879 : tomes V, p. 193-245, XVIII, n^{os} 526-668, XIX, n^{os} 1-80.
- E. LEHR. — Eléments de droit civil Anglais (2^e édition, 1906, tome I, p. 33), Germanique (Allemagne et Autriche, 1892 : tome I, p. 79, 81 ; II, p. 49, 353), Russe (Paris, 1877), Scandinave (Danemark, Norvège, Suède, 1901 : n^{os} 37, 39).
- OTTO LENEL. — « Essai de reconstitution de l'édit perpétuel », traduction Peltier, Paris, 1901 : tome I, p. 132 et suivants.
- « LI LIVRES DE JUSTICE ET DE PLET », publiés par RAPETTI, Paris, 1830.
- LOCRÉ. — « Législation de la France », Paris, 1827, 1832.
- « LOIS DES FRANCS », contenant la loi Salique et la loi Ripuaire, traduites par A. Peyré, Paris, 1828.
- LOISEL. — « Institutes coutumières », avec notes, par Eusèbe de Laurière, 2 vol., édition Dupin et Laboulaye, 1846 : livre I, titres 1 et 4.
- LOUET et BRODEAU. — « Recueil d'anciens notables arrêts donnés en la Cour du Parlement de Paris : I, lettre C ; II, lettres M et R.
- LYON-CAEN. — « De l'influence du droit commercial sur le droit civil depuis 1804 », dans « Le livre du centenaire du code civil », 1904, tome I, p. 207. — Notes au Sirey, 1883, I, 113 ; 1897, I, 113.
- LYON-CAEN et RENAULT. — « Manuel de droit commercial », 5^e édition, Paris, 1899, n^{os} 54 à 60. —
- MAGUERO. — « Traité alphabétique des droits d'enregistrement » : V^{is} Nullité, n^{os} 13, 15, Résolution, n^{os} 55-58, Restitution, n^{os} 283, 306.
- MARGADÉ. — « Cours élémentaire de droit civil français », 4^e édition, Paris, 1850 : tome II, art. 481 à 487, p. 269 à 279.
- MASSIGLI. — « Mineur émancipé », dans la « Revue critique de législation et de jurisprudence », 1884, p. 262 et suiv.
- G. MAY. — « Eléments de droit romain », 2^e édition, Paris 1892 : n^{os} 60 à 62.
- MAYNZ. — « Cours de droit romain », 4^e édition, 1877 : tome III, § 330, 355, 356.
- MERLIN. — « Répertoire de jurisprudence », Paris, 1812 : V^{is} Curateur, Emancipation, Lésion, Majorité, Minorité, Rescision.

- MEYNIAL. — « Des renonciations au Moyen-Age et dans notre ancien droit » : Nouvelle revue historique, 1901 : p. 241 à 246.
- MOURLON. — « Répétitions écrites sur le code Napoléon, 9^e édition, Paris, 1873, tome I, Liv. I, tit. 10.
- NAQUET. — « Traité des droits d'enregistrement », 2^e édition, Paris, 1899 : tome I, n^{os} 84 et suiv., 97 et suiv.
- PANDECTES FRANÇAISES », V^{is} Emancipation, Obligation, n^{os} 6307 à 6335.
- PLANCHENAULT. — « De l'in integrum restitutio accordée aux mineurs de 25 ans (Dr. Rom.). Du sort des actes passés par un mineur simple, émancipé, ou en son nom. Thèse, Paris, 1893.
- PLANIOL. — « Traité élémentaire de droit civil. » Paris, 1906, 3 vol., I, n^{os} 1610, 2146, II, n^{os} 1077 à 1088. — Incapacité insuffisante du prodigue complétée par la Jurisprudence : « Revue critique de législation et de Jurisprudence », 1887, p. 718 et suiv. — Note au Dalloz, 1894, 2. 233.
- POTHIER. — « Œuvres », annotées par Bugnet, 2^e édition, Paris, 1861-1862 : tomes I, p. 41, 135, 151, 203, 212 ; II, p. 20 à 31 ; III, p. 456 ; V, p. 233 à 238 ; VIII, p. 349, 355 ; IX, p. 48 à 76 ; X, p. 348 à 358.
- PRUDHOMME. — « Code civil Italien, promulgué le 25 juin 1865, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1866, Paris, 1896 : p. 95, note 2.
- R SALEILLES. — « De la déclaration de volonté », Paris, 1901 : article 138.
- SANLAVILLE. — « Etude sur l'émancipation ». Thèse, Paris, 1878.
- DE SAVIGNY. — « Traité de droit romain », traduction Ch. Guenoux, 8 vol., 1855-1860 : tome VII, § 318-348.
- THALLER. — « Traité élémentaire de droit commercial, » 3^e édition, 1904, n^{os} 147-157.
- TROPLONG. — « Droit civil expliqué », 27 vol., 5^e édition, 1843-1872 : Vente, t. I, n^{os} 166, 167. Louage, t. I, n^{os} 145, 147. Privilèges et hypothèques, t. II, n^{os} 487-492.
- VANDERMERSCH. — « Etude critique de la théorie générale de l'émancipation ». Thèse, Lille, 1905.
- G. VERSTRAETE. — « De la capacité du mineur émancipé, non commerçant ». Thèse, Paris, 1899.

VIGIÉ. — « Commentaire de la loi du 18 janvier 1912 » : « Les Lois Nouvelles » ; n° du 15 février 1912, p. 61 à 83.

VILLEQUEZ. — « De la preuve de la lésion dans les actes faits par les mineurs ». « Revue historique », 1861.

VIOLLET. — « Droit privé et sources ». Histoire du droit civil français, 3^e édition, Paris, Larose 1905 : L. III, ch. 8 et 9.

« Etablissement de Saint-Louis », Paris, 1881, tome I, p.157, 158.

Vu :

Lyon, le 22 Avril 1912,

Le Président de la Thèse :

L. JOSSERAND.

Vu :

Lyon, le 6 Mai 1912,

Le Doyen de la Faculté :

FLURER.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 7 Mai 1912,

Le Recteur de l'Académie :

JOUBIN.

ERRATA

Lisez :

- Page 29, § 1, 8^e ligne : capable *de* le mettre à l'abri....
- Page 32, 20^e ligne : Lorsque les coutumes se *contentaient* de fixer....
- Page 39, 28^e ligne : Nous *avons* vu que le mineur qui présente....
- Page 53, 3^e ligne : Due avant l'*échéance*....
- Page 55, section I : *Etude* des travaux préparatoires du code civil.
- Page 57, note 1 : Nancy, 12 janvier 1875, *Sirey*, 75. 2. 52.
- Page 71, 2^e, 3^e ligne : aucun préjudice *par suite*....
- Page 74, dernière ligne : ni par *ses* cautions...
- Page 88, 4^e ligne : non *habilité* à faire le commerce.
- Page 94, 11^e ligne : Mais, *en* sens inverse....
- Page 112, note 2 : *Lehr* : Eléments de droit civil russe...

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	I
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Précédents historiques de l'action en réduction de l'art. 484, al. 2 du Code civil

CHAPITRE I. — <i>Restitutio in integrum ob actatem</i> en droit romain	7
SECTION I. — Pourquoi et comment le préteur crut-il devoir intervenir en faveur des mineurs de 25 ans ?	8
SECTION II. — Etude de la <i>restitutio in integro ob actatem</i> en droit classique	13
SECTION III. — Evolution des principes de la capacité des mineurs de 25 ans et des règles de l' <i>in integrum restitutio</i>	21
CHAPITRE II. — La Restitution en entier dans notre ancien droit coutumier	28
SECTION I. — Comment la <i>restitutio in integrum</i> s'est-elle introduite dans notre ancien droit coutumier ?	29
SECTION II. — Caractères de la restitution en entier	34
SECTION III. — Etude spéciale des cas d'admission de la restitution en entier en faveur des mineurs émancipés .	43

DEUXIÈME PARTIE

Etude de l'action en réduction de l'art. 484, al. 2 du Code civil

CHAPITRE I. — Principes généraux de la capacité du mineur émancipé	51
CHAPITRE II. — Nature de l'action en réduction	55
SECTION I. — Etude des travaux préparatoires du code civil	55
SECTION II. — Conditions d'exercice de l'action en réduction. Notion de l'excès	57
SECTION III. — Comparaison de la notion de l'excès au sens de l'article 484, al. 2, avec celle de lésion au sens de l'article 1305 du code civil	60
SECTION IV. — Nature de l'action en réduction	64

CHAPITRE III. — Etude de l'action en réduction	69
SECTION I. — A qui est accordé le bénéfice de l'article 484, al. 2, et contre qui fonctionne-t-il ?	69
SECTION II. — Quels sont les actes susceptibles d'être réduits pour cause d'excès ?	75
SECTION III. — Exceptions et moyens de défense opposables à l'action en réduction.	89
SECTION IV. — Effets de la réduction	92
SECTION V. — Conséquences fiscales de la réduction.	96
SECTION VI. — Dernière conséquence possible de la réduction : Retrait de l'émancipation (articles 485 et 486 du code civil)	102

TROISIÈME PARTIE

Conclusion. Réformes

CHAPITRE I. — Critiques de la théorie de la réduction. Insuffisance d'une réforme opérant la suppression de l'art. 484, al. 2 du Code civil	108
CHAPITRE II. — La seule réforme pratique consiste dans l'abandon du régime de l'émancipation et l'adoption de celui de la déclaration anticipée de majorité	112
§ 1. — Exemples pris dans les législations étrangères modernes, notamment celles de l'Autriche, du Portugal, de l'Allemagne, de la Suisse.	113
§ 2. — Argument tiré de l'évolution interne de notre droit civil sous l'influence du droit commercial	117
BIBLIOGRAPHIE	119

